

## DROIT DES OBLIGATIONS

### FASCICULE PRINCIPAL D'ACTUALISATION N°6

#### "RESPONSABILITE CIVILE" (1/2)

##### PLAN DE LA SEANCE

###### Chapitre 1 : Principes communs

###### Section 1 : Le dommage

- §.1 L'exigence d'un dommage réparable
- §.2 Les catégories de dommages réparables
- §.3 les caractères du dommage réparable
  - A. Le caractère direct du dommage
    - 1. Le dommage par ricochet
    - 2. Le dommage collectif
  - B. Le caractère certain du dommage
  - C. Le caractère légitime du dommage

###### Section 2 : Le lien de causalité

- §1. Le rapport de causalité susceptible d'engager la responsabilité
  - A. Les conceptions du lien de causalité
  - B. Le caractère certain du lien de causalité
- §2. L'amenuisement ou la disparition du rapport de causalité : les causes d'exonération
  - A. Fait de la nature ou du tiers
  - B. Fait de la victime
    - 1. La faute de la victime
    - 2. Les prédispositions de la victime

###### Section 3 : L'action en responsabilité

- §1. La réparation
  - A. Les caractères de la réparation
    - 1. Les formes de la réparation
    - 2. L'étendue de la réparation
    - 3. La date d'évaluation du préjudice réparable
  - B. Les débiteurs de la réparation
- §2. La prescription de l'action

###### Chapitre 2 : Les dommages trouvant leur origine dans le fait d'une personne

###### Section 1 : La personne garante d'elle-même : la responsabilité du fait personnel

- §1. La notion de faute
  - A. Les éléments de la faute

- 1. L'élément objectif de la faute
- 2. La disparition de l'élément subjectif de la faute
- B. La justification du fait illicite
  - 1. Les faits justificatifs empruntés à la responsabilité pénale
  - 2. Les faits justificatifs résultant de l'accord de la victime
- §2. La hiérarchie des fautes
  - A. Faute civile et faute pénale
  - B. Faute simple et faute qualifiée
    - 1. La faute du dirigeant d'une personne morale
    - 2. La faute du préposé

###### Section 2 : La personne garante d'un tiers : la responsabilité du fait d'autrui

- §1. La responsabilité des parents du fait de leurs enfants mineurs
  - A. Conditions de la responsabilité des parents
    - 1. Le fait de l'enfant, cause du dommage
    - 2. L'exercice de l'autorité parentale
      - a. Exercice conjoint de l'autorité parentale
      - b. Exercice unilatéral de l'autorité parentale
    - 3. La cohabitation
  - B. Le régime de la responsabilité des parents
- §.2 la responsabilité du commettant du fait du préposé
  - A. Les conditions de la responsabilité du commettant du fait du préposé
  - B. Les causes d'exonération de la responsabilité du commettant
  - C. L'articulation de la responsabilité du commettant et de la responsabilité personnelle du préposé
- §.3 La responsabilité fondée sur l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'ancien article 1384 du Code civil
  - A. L'émergence de nouveaux cas de responsabilité du fait d'autrui.
  - B. Amélioration de la situation de la victime par reconnaissance d'une responsabilité de plein droit.

## SOMMAIRE

<b>Le dommage .....</b>	<b>5</b>
Catégories de dommage .....	5
Responsabilité du notaire et préjudice réparable .....	5
Document n°1: Cass. Civ. 1 <sup>re</sup> , 28 octobre 2015 (pourvoi n°14-17.518), F-P+B, *	5
Préjudice d'agrément temporaire .....	6
Document n°2: Cass. Civ. 2 <sup>e</sup> , 5 mars 2015 (pourvoi n° 14-10.758), F-P+B **	6
Préjudice d'agrément permanent.....	7
Document n°3: Cass. Civ. 2 <sup>e</sup> , 29 mars 2018 (pourvoi n° 17-14.499), F-P+B *	7
Document n°4: Cass. Civ. 2 <sup>e</sup> , 5 juillet 2018 (pourvoi n°16-21.776), FS-P+B, *	7
Préjudice sexuel temporaire.....	9
Document n°5: Cass. Civ. 2 <sup>e</sup> , 11 décembre 2014 (pourvoi n° 13-28.774), F-P+B *	9
Préjudice esthétique temporaire.....	10
Document n°6: Cass. Civ. 2 <sup>e</sup> , 4 février 2016 (pourvoi n° 10-23.378), F-P+B, *	10
Existence du préjudice de perte de chance de vie ? .....	11
Document n°7: Cass. Civ. 2 <sup>e</sup> , 20 octobre 2016 (pourvoi n° 14-28.866), FS-P+B, *	11
Préjudice d'angoisse de mort imminente.....	11
Document n°8: Cass. Civ. 2 <sup>e</sup> , 2 février 2017 (pourvoi n° 16-11.411), F-P+B, *	11
Préjudice moral d'une société .....	12
Document n°9: Cass. Com., 15 mai 2012 (pourvoi n° 11-10.218), F-P+B, *	12
Préjudice moral d'un enfant conçu.....	13
Document n°10: Cass. Civ. 2 <sup>e</sup> , 14 décembre 2017 (pourvoi n° 16-26687), F-P+B+I, *	13
Document n°11: Cass. Civ. 3 <sup>e</sup> , 7 avril 2016 (pourvoi n°15-14.888), inédit, *	13
Les caractères du dommage .....	14
Préjudice direct et préjudice par ricochet .....	14
Document n°12: Cass. Civ. 2 <sup>e</sup> , 23 mars 2017 (pourvoi n° 16-13.350), F-P+B, *	14
Préjudice actuel et certain.....	15
Document n°13: Cass. Civ. 1 <sup>re</sup> , 5 avril 2018 (pourvoi n°17-13.102), inédit, *	15
Préjudice légitime.....	16
Document n°14: Cass. 2 <sup>e</sup> Civ., 30 juin 2011 (pourvoi n°10-30.838), FS-P+B, **	16
<b>Lien de causalité .....</b>	<b>17</b>
Lien de causalité et responsabilité du fait personnel .....	17
Document n°15: Cass. Civ. 2 <sup>e</sup> , 29 mars 2018 (pourvoi n° 17-15.257), inédit, *	17
Lien de causalité et imputation du dommage à son auteur .....	18
Document n°16: Cass. Civ. 1 <sup>re</sup> , 24 septembre 2009 (pourvois n° 08-10.081 et 08-16.305), FS-P+B, ***	18
<b>Causes d'exonération .....</b>	<b>19</b>
Faute de la victime .....	19
Document n°17: Cass. Civ. 2 <sup>e</sup> , 3 mars 2016 (pourvoi n°15-12.217), F-P+B, **	19
Document n°18: Cass. Civ. 2 <sup>e</sup> , 5 juillet 2018 (pourvoi n° 17-22.453), F-P+B, *	20
Fait du tiers et force majeure .....	21
Document n°19: Cass. Civ. 2 <sup>e</sup> , 8 février 2018 (pourvoi n° 17-10.516), FS-P+B+I, *	21
<b>La réparation .....</b>	<b>22</b>
Principe de la réparation intégrale .....	22
Document n°20: Cass. Civ. 2 <sup>e</sup> , 18 mai 2017 (pourvoi n° 16-15.912), F-P+B, *	22
Document n°21: Cass. Civ. 1 <sup>re</sup> , 21 novembre 2018 (pourvoi n° 17-26.766), inédit, *	23
Obligation de minimiser son dommage.....	24
Document n°22: Cass. Civ. 2 <sup>e</sup> , 25 octobre 2012 (pourvoi n° 11-25.511), F-D, inédit, *	24
Document n°23: Cass. Civ. 3 <sup>e</sup> , 10 juillet 2013 (pourvoi n° 12-13.851), inédit, *	25
Document n°24: Cass. Civ. 1 <sup>re</sup> , 2 juillet 2014 (pourvoi n° 13-17.599), F-P+B, **	25
Document n°25: Cass. Crim., 27 septembre 2016 (pourvoi n°15-83.309), FS-P+B, *	27

Indemnisation : libre emploi.....	27
Document n°26: Cass. Crim., 2 juin 2015 (pourvoi n° 14-83.967) FP+B, *	27
<b>Responsabilité du fait personnel.....</b>	<b>29</b>
Responsabilité de l'associé d'une société vis-à-vis des tiers .....	29
Document n°27: Cass. Com. 18 fév. 2014 (pourvoi n°12-29.752), F-S+P+B, ** .....	29
Responsabilité du fait personnel – faute en matière sportive.....	30
Document n°28: Cass. Civ 2 <sup>e</sup> , 14 avril 2016 (pourvoi n°15-16.450), inédit, * .....	30
Pari sportif et faute en matière sportive .....	31
Document n°29: Cass. Civ 2 <sup>e</sup> , 14 juin 2018 (pourvoi n°17-20.046), F-P+B+I, * .....	31
Responsabilité du fait personnel du mineur.....	32
Document n°30: Cass. Civ 2 <sup>e</sup> , 20 octobre 2016 (pourvoi n°15-25.465), F-P+B, * .....	32
Responsabilité des parents du fait de leur enfant mineur et responsabilité personnelle de l'enfant : cumul .....	32
Document n°31: Cass. 2 <sup>e</sup> civ., 11 septembre 2014 (pourvoi n° 13-16.897), F-P+B, * .....	32
<b>Responsabilité des parents du fait de leur enfant mineur .....</b>	<b>33</b>
Responsabilité des parents : conditions, régime .....	33
Document n°32: Cass. crim., 29 avril 2014 (pourvoi n°13-84.207), F-P+B+I, ** .....	33
<b>Responsabilité du commettant .....</b>	<b>34</b>
Détermination du commettant .....	34
Document n°33: Cass. Civ. 1 <sup>re</sup> , 10 déc. 2014 (pourvoi n° 13-21.607), F-P+B * .....	34
Responsabilité contractuelle du commettant .....	35
Document n°34: Cass. 1 <sup>re</sup> Civ., 19 février 2013 (pourvoi n°11-23.017), inédit, * .....	35
Responsabilité du commettant, du fait de leurs préposés, agissement hors des fonctions.....	36
Document n°35: Cass. 2 <sup>e</sup> Civ., 17 mars 2011 (pourvoi n°10-14.468), FS-P+B, ** .....	36
Abus de fonction du préposé et croyance légitime de la victime .....	37
Document n°36: Cass. Civ 2 <sup>e</sup> , 3 mars 2016 (pourvoi n°15-10.629), inédit, * .....	37
Responsabilité des commettants du fait des préposés, action récursoire de l'assureur.....	38
Document n°37: Cass. crim., 27 mai 2014 (pourvoi n° 13-80.849), F-P+B+I, ** .....	38
<b>Responsabilité du fait d'autrui, article 1384 al. 1<sup>er</sup> .....</b>	<b>39</b>
Conditions de la responsabilité .....	39
Document n°38: Cass. Civ. 2 <sup>e</sup> , 8 mars 2018 (pourvoi n°16-17.624), inédit, * .....	39
Nature du fait générateur.....	39
Document n°39: Ass. Plén. 29 juin 2007 (pourvoi n°06-18.141), P+B+R+I, *** .....	39
Document n°40: Cass. Civ 2 <sup>e</sup> , 14 avril 2016 (pourvoi n°15-16.938), inédit, * .....	40
Document n°41: Cass. Civ. 2 <sup>e</sup> , 5 juillet 2018 (pourvoi n°17-19.957), F-P+B+I, ** .....	41



## Le dommage

### Catégories de dommage

#### *Responsabilité du notaire et préjudice réparable*

**Document n°1: Cass. Civ. 1<sup>re</sup>, 28 octobre 2015 (pourvoi n°14-17.518), F-P+B, \***

---

Attendu, selon l'arrêt attaqué, que la société GLB, exerçant une activité de parfumeur sous l'enseigne Molinard, cessionnaire du droit au bail portant sur un local à usage mixte, situé à Lille, appartenant à la SCI Minuscule (le bailleur), s'est vu consentir par celle-ci un nouveau bail, exclusivement commercial, suivant acte authentique reçu le 4 mars 2008 par M. X..., alors notaire associé au sein d'une société civile professionnelle, actuellement dénommée Y..., B..., Z... et A... (le notaire) ; que, le 16 février 2011, la société GLB, soutenant que cet acte contrevenait aux prescriptions d'ordre public de l'article L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation, dès lors que le changement d'affectation conventionnel des locaux d'habitation n'avait pas été précédé d'une autorisation administrative, a assigné en nullité le bailleur, qui a appelé le notaire en garantie ; Sur le premier moyen et le second moyen, pris en sa première branche, du pourvoi principal, et le moyen unique du pourvoi incident, réunis :

Attendu que ces griefs ne sont manifestement pas de nature à entraîner la cassation ;

Mais sur le second moyen, pris en sa seconde branche, du pourvoi principal :

**Vu l'article 1382 du code civil ;**

Attendu qu'après avoir prononcé la nullité du bail notarié par application de l'article L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation, l'arrêt condamne le bailleur à restituer à la société GLB une certaine somme au titre du dépôt de garantie versé en exécution de ce bail, et déclare le notaire tenu de le garantir de l'ensemble des condamnations consécutives à cette annulation ;

**Qu'en statuant ainsi, alors que la restitution du dépôt de garantie consécutive à la nullité d'un bail commercial ne constituant pas en soi un préjudice indemnisable, le notaire, garant subsidiaire de la restitution envers la seule partie qui en est créancière, en cas de défaillance avérée de celle qui en est débitrice, ne pouvait être condamné à en garantir le bailleur, celui-ci fût-il insolvable, la cour d'appel a violé le texte susvisé ;**

Et vu les articles L. 411-3 du code de l'organisation judiciaire et 1015 du code de procédure civile ;

PAR CES MOTIFS : CASSE ET ANNULE, mais seulement en ce qu'il condamne la SCP...

**Commentaire :** en l'espèce, une société cessionnaire d'un bail portant sur un local à usage mixte s'est vue consentir par acte authentique un nouveau bail, exclusivement commercial. Le locataire, soutenant que le bail contrevenait aux prescriptions d'ordre public de l'article L. 631-7 du Code de la construction et de l'habitation, dès lors que le changement d'affectation conventionnel des locaux d'habitation n'avait pas été précédé d'une autorisation administrative, assigne en nullité le bailleur et ce dernier appelle en garantie le notaire.

La Cour d'appel, faisant droit à la demande de nullité du bail, condamne le bailleur à restituer une certaine somme perçue au titre du dépôt de garantie et déclare le notaire tenu de le garantir de l'ensemble des condamnations consécutives à cette annulation.

L'arrêt est partiellement cassé par la Cour de cassation au motif que « *la restitution du dépôt de garantie consécutive à la nullité d'un bail commercial ne constituant pas en soi un préjudice indemnisable, le notaire, garant subsidiaire de la restitution envers la seule partie qui en est créancière, en cas de défaillance avérée de celle qui en est débitrice, ne pouvait être condamné à en garantir le bailleur, celui-ci fût-il insolvable* ».

La Cour de cassation ne remet pas en cause, dans cet arrêt, la responsabilité du notaire. Il est certain qu'il a bien commis une faute en rédigeant un acte de bail commercial avec changement d'affectation des locaux sans s'assurer du respect des prescriptions légales. En revanche, la question se posait du *quantum* de la réparation à laquelle il pouvait être tenu. Plus particulièrement, il s'agissait de savoir si l'obligation de restitution du dépôt de garantie constituait, pour le bailleur, un préjudice indemnisable. La Cour de cassation rappelle, classiquement, que non. Une telle restitution n'est, en effet, que la conséquence de la nullité du contrat, permettant de remettre les parties dans l'état où elles se trouvaient avant sa conclusion. Elle ne saurait donc constituer un préjudice indemnisable (voir déjà en ce sens : Civ. 3<sup>e</sup>, 5 décembre 2007 ; Civ. 1<sup>re</sup>, 27 février 2007).

En revanche, si la restitution s'avérait impossible, cette absence de restitution constituerait alors un préjudice pour le locataire. Dans une telle hypothèse, le notaire pourrait voir sa responsabilité engagée à l'égard du locataire, sur le fondement de l'article 1382 ancien (art. 1240 nouv.) du Code civil. La Cour de cassation rappelle toutefois que le notaire n'est que garant subsidiaire de la restitution envers le locataire. Autrement dit, le locataire devra d'abord agir contre le bailleur et c'est uniquement en cas de défaillance de ce dernier qu'il pourra se prévaloir d'un préjudice à l'encontre du notaire. Tant que la défaillance du bailleur n'est pas avérée, son préjudice n'est finalement encore qu'incertain.

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Bordeaux, 30 octobre 2013), rendu sur renvoi après cassation (2<sup>e</sup> Civ., 4 octobre 2012, pourvoi n° 11-24.789), que le 13 novembre 1999 est survenu un accident de la circulation impliquant le véhicule conduit par M. Mathieu X..., assuré auprès de la Mutuelle d'assurance des instituteurs de France (MAIF), et celui conduit par M. Y..., assuré auprès de la société Abeille assurances, aux droits de laquelle vient la société Aviva assurances (l'assureur) ; que l'assureur a saisi un tribunal de grande instance pour voir déterminer l'étendue du droit à réparation de chaque conducteur ; que les parents de M. Mathieu X..., agissant tant en leur nom personnel qu'au nom de leur fils mineur Lucas (les consorts X...), et la MAIF sont intervenus volontairement à l'instance ; que, saisie d'un pourvoi à l'encontre de l'arrêt du 24 juin 2008, liquidant les préjudices de M. Mathieu X..., la Cour de cassation a cassé et annulé cet arrêt, sauf en ce qu'il limitait à un cinquième le droit à indemnisation de M. Mathieu X... ; que saisie d'un pourvoi à l'encontre de l'arrêt du 20 juin 2011 rendu par la cour de renvoi, la Cour de cassation a cassé et annulé cet arrêt en toutes ses dispositions ;

Sur le premier moyen :

Attendu que les consorts X... font grief à l'arrêt de fixer le préjudice de M. Mathieu X... au titre de la tierce personne temporaire à une somme nulle, de limiter à la somme de 120 687 euros l'indemnisation due à M. Mathieu X... au titre de la tierce personne permanente, de juger que la somme totale revenant à M. X..., avant déduction des provisions déjà versées par la société Aviva, s'élevait à la seule somme de 234 914,79 euros et de condamner la société Aviva à verser à M. Mathieu X... la somme de 114 569,39 euros après déduction du montant des provisions versées dont le montant s'élève à 120 345,40 euros, alors, selon le moyen (...)

Sur le deuxième moyen :

Attendu que les consorts X... font grief à l'arrêt de fixer le préjudice de M. Mathieu X... au titre du préjudice d'agrément temporaire à une somme nulle, de juger que la somme totale revenant à M. X... avant déduction des provisions déjà versées par la société Aviva s'élevait à la seule somme de 234 914,79 euros et de condamner la société Aviva Assurances à verser à M. Mathieu X... la somme de 114 569,39 euros après déduction du montant des provisions versées dont le montant s'élève à 120 345,40 euros, alors, selon le moyen :

1°/ que le principe de la réparation intégrale du préjudice interdit au juge d'exclure l'existence d'un chef de préjudice au prétexte qu'il n'aurait pas été prévu par la nomenclature élaborée par le groupe de travail présidé par M. A..., dépourvue de caractère impératif ; qu'en retenant, pour débouter M. Mathieu X... de sa demande au titre du préjudice d'agrément temporaire, que « la nomenclature ne prévoit pas ce poste de préjudice », la cour d'appel a violé le principe de la réparation intégrale du préjudice, ensemble l'article 3 de la loi du 5 juillet 1985 ;

2°/ que la réparation d'un poste de préjudice d'agrément temporaire distincte de celle du poste de préjudice du déficit fonctionnel temporaire ne peut viser qu'à l'indemnisation du préjudice lié à l'impossibilité de pratiquer régulièrement une activité sportive ou de loisirs pendant la période d'incapacité temporaire ; qu'en l'espèce, M. Mathieu X... avait fait valoir qu'il avait été, jusqu'à la date de consolidation, dans l'impossibilité de pratiquer le ski et la musique, activités qu'il pratiquait régulièrement avant l'accident ; qu'en affirmant, pour rejeter sa demande à ce titre, que le préjudice d'agrément temporaire était inclus dans le déficit fonctionnel temporaire, sans rechercher, comme elle y était invité, si la victime avait été, du fait de l'accident, privée de la possibilité de pratiquer des activités sportive et de loisirs pendant la période d'incapacité temporaire, la cour d'appel a privé sa décision de base légale au regard de l'article 3 de la loi du 5 juillet 1985 ;

**Mais attendu que pour rejeter la demande de la victime au titre du préjudice d'agrément temporaire, l'arrêt retient que ce préjudice est inclus dans le déficit fonctionnel temporaire ;  
Qu'en l'état de ces énonciations, abstraction faite du motif surabondant visé par la première branche, la cour d'appel a légalement justifié sa décision ;**

Et sur le troisième moyen, tel que reproduit en annexe : (...)

PAR CES MOTIFS : REJETTE le pourvoi ;

**Commentaire :** si la nomenclature Dintilhac est, par bien des aspects, une avancée remarquable en matière de responsabilité civile, elle comporte néanmoins diverses imperfections. Ainsi la place consacrée au préjudice d'agrément dans la nomenclature Dintilhac étonne. Dans les postes de préjudices permanents, le préjudice d'agrément, défini de manière étroite comme le préjudice « lié à l'impossibilité (pour la victime) de pratiquer régulièrement une activité spécifique sportive ou de loisirs » apparaît de façon autonome. Cela ne signifie pas pour autant que le préjudice d'agrément n'existe pas dans la période précédant la consolidation. C'est tout simplement que, pendant cette période, il fait partie intégrante du déficit fonctionnel temporaire en tant que « privation temporaire des activités privées ou des agréments auxquels se livre habituellement ou spécifiquement la victime ». Cette différence de traitement selon que le préjudice d'agrément est subi avant ou après la consolidation était difficile

à saisir. Surtout, l'absence d'autonomie du préjudice temporaire d'agrément représente un risque de sous-évaluation des préjudices. La privation durable des activités de loisir ou des activités sportives doit être prise en considération dès la période de la maladie. Dans le cas contraire, l'exigence de réparation intégrale du dommage dès son apparition n'est pas satisfaite. L'argument vaut d'autant plus lorsque la consolidation du dommage est tardive. Sans doute sensible à ces arguments, la Cour de cassation a entrepris de corriger ce défaut de la nomenclature en affirmant, par deux arrêts rendus les 3 juin et 4 novembre 2010, l'autonomie du préjudice d'agrément temporaire par rapport au déficit fonctionnel temporaire. Dans son arrêt du 5 mars 2015, elle revient donc, contre toute attente, sur sa jurisprudence en considérant que, contrairement au préjudice d'agrément permanent, le préjudice d'agrément temporaire ne constitue pas un poste autonome. Il doit être inclus dans le déficit fonctionnel temporaire. Se livrant à une interprétation stricte de la nomenclature *Dintilhac*, la Cour de cassation tend ainsi à réduire l'indemnisation.

### *Préjudice d'agrément permanent*

**Document n°3: Cass. Civ. 2<sup>e</sup>, 29 mars 2018 (pourvoi n° 17-14.499), F-P+B \***

---

Sur le second moyen :

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Fort-de-France, 10 janvier 2017), que, victime d'une agression, M. Y... a saisi une commission d'indemnisation des victimes d'infractions d'une demande en réparation de son préjudice corporel ;

Attendu que le Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions fait grief à l'arrêt d'allouer à M. Y... une certaine somme en réparation de son préjudice corporel, alors, selon le moyen, que le préjudice d'agrément est constitué par l'impossibilité pour la victime de continuer à pratiquer régulièrement une activité spécifique sportive ou de loisir ; qu'en retenant, en l'espèce, que M. Y... subissait un préjudice d'agrément pour avoir été stoppé dans sa progression en compétition des sports nautiques qu'il pratiquait avant l'agression, tout en constatant qu'il en poursuivait régulièrement la pratique, la cour d'appel, qui n'a pas tiré les conséquences légales de ses propres constatations, a violé l'article 1382 du code civil dans sa rédaction applicable au litige ;

Mais attendu que le préjudice d'agrément est constitué par l'impossibilité pour la victime de continuer à pratiquer régulièrement une activité spécifique sportive ou de loisirs ; que ce poste de préjudice inclut la limitation de la pratique antérieure ;

**Qu'ayant retenu, par motifs propres et adoptés, qu'avant l'agression M. Y... pratiquait, en compétition, un grand nombre d'activités sportives et de loisirs nautiques et que, depuis les faits, qui l'avaient stoppé dans sa progression, la poursuite, en compétition, de ces activités ne pouvait plus se faire avec la même intensité, son état physique l'y autorisant seulement de façon modérée et ne lui permettant plus de viser les podiums, et relevé que les conditions dans lesquelles il continuait à s'y livrer obéissaient désormais à un but essentiellement thérapeutique, c'est à juste titre que la cour d'appel lui a accordé une indemnité au titre d'un préjudice d'agrément ;**

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé ;

Et attendu qu'il n'y a pas lieu de statuer par une décision spécialement motivée sur le premier moyen annexé qui n'est manifestement pas de nature à entraîner la cassation ;

PAR CES MOTIFS : REJETTE le pourvoi ;

**Commentaire : on sait que le préjudice d'agrément est constitué par l'impossibilité pour la victime de continuer de pratiquer régulièrement une activité spécifique sportive ou de loisirs. Par cet arrêt, la Cour de cassation vient affirmer que ce préjudice inclut non seulement l'impossibilité totale de pratiquer une activité mais également la limitation de la pratique antérieure. En l'occurrence, avant l'agression, la victime pratiquait des sports nautiques en compétition. Or, les séquelles de son agression l'empêchaient désormais de viser des podiums, l'obligeant à une pratique beaucoup plus modérée. La Cour de cassation approuve la Cour d'appel de lui avoir accordé une indemnité au titre du préjudice d'agrément.**

**Document n°4: Cass. Civ. 2<sup>e</sup>, 5 juillet 2018 (pourvoi n°16-21.776), FS-P+B, \***

---

Attendu, selon l'arrêt attaqué, que le 13 juillet 2010, la moto pilotée par Mme Y... sur un circuit fermé, lors d'une séance d'entraînement, a été heurtée par celle conduite par M. X... ; qu'ayant été blessée, Mme Y... a assigné en réparation de ses préjudices M. X..., lequel a appelé en garantie son assureur, la société Generali IARD (l'assureur), en présence de la caisse primaire d'assurance maladie de Saint-Brieuc (la caisse) ; que l'assureur a refusé sa garantie en se prévalant de l'article 7 des conditions générales de la police, selon lequel sont exclus de la garantie de responsabilité civile « les dommages survenus lors de la participation comme concurrent - organisateur ou préposé de l'un d'eux - à des épreuves, essais libres sur circuits, courses, compétitions ou aux essais qui s'y rapportent » ;

Sur le deuxième moyen :

Attendu que M. X... fait grief à l'arrêt de le condamner in solidum avec l'assureur à payer à Mme Y... la somme de 3 299,31 euros au titre des frais divers restés à sa charge, alors, selon le moyen :

1°/ que la responsabilité du gardien est subordonnée à la condition que la victime ait rapporté la preuve d'un dommage ; qu'en condamnant in solidum M. X... et la société Generali à payer à Mme Y... la somme de 3 299,31 euros au titre des frais divers restés à sa charge sans constater que Mme Y... aurait prouvé que ses besoins d'assistance dans les gestes de la vie quotidienne se seraient poursuivis après le 8 octobre 2010, ce qui ne résultait pas du rapport d'expertise auquel elle se référait, la cour d'appel a privé sa décision de base légale au regard de l'article 1384, alinéa 1er, du code civil, dans sa rédaction applicable à la cause ;

2°/ que le juge ne peut statuer par voie d'affirmation, sans préciser les éléments de preuve sur lesquels il se fonde ; qu'en condamnant in solidum M. X... et la société Generali à payer à Mme Y... la somme de 3 299,31 euros au titre des frais divers restés à sa charge aux motifs adoptés qu'« au regard des éléments fournis » une somme de 3 299,31 euros devait être allouée à Mme Y..., sans préciser quels étaient ces éléments de preuve qui lui permettaient de parvenir à une telle somme, la cour d'appel n'a pas satisfait aux exigences de l'article 455 du code de procédure civile ;

Mais attendu qu'ayant retenu, par motifs propres et adoptés, que Mme Y... avait eu recours à une aide ménagère dont le coût horaire restant à sa charge, de même que le nombre total d'heures pour une durée que l'expert avait mise en exergue, ont été parfaitement justifiés, et estimé que la reprise de son activité professionnelle était sans incidence sur la nécessité d'une aide ponctuelle à domicile, la cour d'appel, qui a souverainement apprécié la portée des éléments de preuve qui lui étaient soumis, a légalement justifié sa décision ;

Sur le troisième moyen :

Attendu que M. X... fait grief à l'arrêt de le condamner in solidum avec l'assureur à payer à Mme Y... la somme de 1 500 euros au titre du préjudice d'agrément alors, selon le moyen, que le préjudice d'agrément réparable est constitué par l'impossibilité pour la victime de continuer à pratiquer régulièrement une activité spécifique sportive ou de loisir ; qu'en retenant, pour condamner in solidum M. X... et la société Generali à payer à Mme Y... la somme de 1 500 euros au titre du préjudice d'agrément, que l'expert judiciaire a relevé qu'il n'existait pas d'inaptitude fonctionnelle à la pratique des activités de loisirs auxquelles se livrait l'intéressée antérieurement à l'accident mais que, pour autant, il est constant que Mme Y... n'a pas repris la pratique de la moto comme avant les faits, compte tenu de son état psychologique, ce dont il ne résultait pas qu'elle était dans l'impossibilité de continuer à pratiquer cette activité sportive spécifique, la cour d'appel a violé le principe de la réparation intégrale sans perte ni profit ;

**Mais attendu qu'ayant souverainement constaté que même si l'expert judiciaire avait relevé qu'il n'existait pas d'inaptitude fonctionnelle à la pratique des activités de loisirs auxquelles Mme Y... se livrait avant l'accident, cette dernière n'avait cependant pas repris celle de la moto compte tenu de son état psychologique à la suite de l'accident, la cour d'appel, qui a ainsi caractérisé l'impossibilité pour la victime de continuer à pratiquer régulièrement cette activité sportive ou de loisirs, a décidé à bon droit de l'indemniser de ce préjudice ;**

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé ;

Et attendu qu'il n'y a pas lieu de statuer par une décision spécialement motivée sur les quatrième et cinquième moyens, annexés, qui ne sont manifestement pas de nature à entraîner la cassation ;

Mais sur le premier moyen, pris en sa deuxième branche :

Vu les articles L. 211-1 et R. 211-11,4°, du code des assurances ;

Attendu que les contrats d'assurance prévus par le premier de ces textes doivent couvrir la responsabilité civile de toute personne ayant la garde ou la conduite du véhicule et que les clauses d'exclusion de garantie qu'ils peuvent comporter sont limitativement prévues par le législateur ; que selon le second, sont valables les clauses de ces contrats ayant pour objet d'exclure de la garantie la responsabilité encourue par l'assuré « du fait des dommages survenus au cours d'épreuves, courses, compétitions ou leurs essais, soumis par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des pouvoirs publics » ;

Attendu que pour dire que les garanties du contrat souscrit par M. X... auprès de l'assureur ne sont pas mobilisables à son profit et, en conséquence, condamner M. X... à relever indemne l'assureur de l'ensemble des sommes mises à sa charge au profit de Mme Y... et de la caisse, l'arrêt énonce que la clause stipulée à l'article 7 des conditions générales est valable dès lors qu'elle ne fait que reprendre les termes de l'article R. 211-11,4° du code des assurances ;

Qu'en statuant ainsi, alors que ladite clause ne limite pas l'exclusion aux dommages survenus au cours d'épreuves, courses, compétitions ou leurs essais, soumis par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des pouvoirs publics, de sorte que son champ d'application est plus étendu que celui prévu par l'article R. 211-11,4°, du code des assurances, la cour d'appel a violé les textes susvisés ;

PAR CES MOTIFS et sans qu'il y ait lieu de statuer sur les autres branches du premier moyen : CASSE ET ANNULE,



**Commentaire :** par cet arrêt, la Cour de cassation vient préciser que le préjudice d'agrément, qui consiste en l'impossibilité de continuer à exercer des activités sportives ou de loisir qui étaient régulières antérieurement au dommage, peut être caractérisé quand bien même il n'y aurait pas d'obstacle physique à la pratique de l'activité en cause. En l'occurrence, la victime d'un accident de moto intervenu sur un circuit fermé lors d'un entraînement n'avait pas pu reprendre la pratique de la moto et se prévalait donc d'un tel préjudice. Pour la Cour d'appel, approuvée par la Cour de cassation, même s'il n'existait aucune inaptitude fonctionnelle l'empêchant de pratiquer à nouveau cette activité, le fait que son état psychologique à la suite de l'accident l'empêche de le faire suffit à caractériser le préjudice d'agrément.

### *Préjudice sexuel temporaire*

**Document n°5: Cass. Civ. 2<sup>e</sup>, 11 décembre 2014 (pourvoi n° 13-28.774), F-P+B \***

---

Attendu, selon l'arrêt attaqué, que Mme X..., ayant été victime d'une agression dont l'auteur a été déclaré coupable par une cour d'assises, qui a reçu sa constitution de partie civile et l'a indemnisée de son préjudice corporel, a saisi une commission d'indemnisation des victimes d'infractions d'une demande de réparation définitive de son préjudice ;

Sur le deuxième moyen pris en ses deuxième et troisième branches :

Attendu que le Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions (le FGTI) fait grief à l'arrêt d'évaluer à une certaine somme les préjudices patrimoniaux et extrapatrimoniaux soufferts par Mme X... et de dire, en conséquence, qu'il devra lui verser une certaine somme, alors, selon le moyen :

1°/ que la souffrance endurée par les multiples hospitalisations et le traitement médical que doit subir la victime pendant la maladie traumatique et la perte de qualité de vie engendrée par ces soins sont réparées au titre du déficit fonctionnel temporaire ; qu'en retenant, d'une part, pour évaluer à la somme de 14 000 euros le préjudice esthétique temporaire de la victime que « Mme X... a dû supporter de nombreuses opérations pour tenter d'améliorer la déformation faciale résultant de sa chute », et, d'autre part, pour évaluer à 50 000 euros les souffrances endurées « les multiples opérations chirurgicales et les très longues périodes d'hospitalisation qui ont été rendus nécessaires par son état, outre les soins de rééducation et les traitements », après avoir pourtant déjà tenu compte des souffrances et de la perte de qualité de vie subies du fait des diverses hospitalisations et traitements lourds subis par la victime pour lui allouer la somme de 50 000 euros au titre du déficit fonctionnel temporaire, la cour d'appel a réparé plusieurs fois le même préjudice en violation de l'article 706-3 du code de procédure pénale et du principe de réparation intégrale ;

2°/ que la réparation d'un poste de préjudice d'agrément temporaire, distincte de celle du poste de préjudice du déficit fonctionnel temporaire, ne peut viser qu'à l'indemnisation du préjudice liée à l'impossibilité de pratiquer une activité sportive ou de loisir ; qu'en retenant, pour fixer à la somme de 50 000 euros le poste de préjudice du déficit fonctionnel temporaire, « qu'il conv (enait) d'inclure dans ce poste le préjudice d'agrément temporaire, faute pour Mme X... de rapporter la preuve de la privation à la suite de son agression d'activités de loisirs, sportives ou culturelles, qu'elle aurait régulièrement pratiquées précédemment », la cour d'appel a violé l'article 706-3 du code de procédure pénale et le principe de réparation intégrale ;

**Mais attendu que l'arrêt retient, d'une part, que le préjudice esthétique temporaire subi par Mme X..., qui était âgée de 35 ans à la date de la consolidation de son état de santé, s'est poursuivi sur une période de près de six ans et qu'elle a subi une déformation faciale résultant de sa chute ainsi qu'un déhanchement disgracieux à la marche, occasionné par les fracture et luxation au niveau du membre inférieur droit, d'autre part, qu'elle ne rapporte pas la preuve de la privation, à la suite de son agression, d'activités de loisirs, sportives ou culturelles, qu'elle aurait régulièrement pratiquées précédemment ;**

**Qu'il résulte de ces constatations et énonciations relevant de son pouvoir souverain d'appréciation des éléments de preuve qui lui étaient soumis que la cour d'appel, abstraction faite du motif surabondant relatif à l'inclusion du préjudice d'agrément temporaire dans le poste de déficit fonctionnel temporaire, n'a pas réparé deux fois un même préjudice, ni indemnisé un préjudice d'agrément temporaire, dont elle a constaté l'inexistence ;**

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé ;

Et sur le troisième moyen : (...)

Mais sur le premier moyen : (...)

Et sur le deuxième moyen pris en sa première branche :

Vu l'article 706-3 du code de procédure pénale, ensemble le principe de réparation intégrale sans perte ni profit pour la victime ;

Attendu que, pour allouer à Mme X... une certaine somme en réparation de son préjudice sexuel temporaire, après lui avoir alloué une autre somme au titre de son préjudice de déficit fonctionnel temporaire, l'arrêt énonce qu'il ne peut être jugé, comme le demande le FGTI, que ce type de préjudice doit être inclus dans le déficit fonctionnel temporaire, dès lors qu'il ne peut être regardé comme constituant l'un des éléments de la privation des joies usuelles de l'existence, alors qu'en réalité la privation de toute vie sexuelle, découlant notamment de la séparation de Mme X... d'avec son concubin, la nature de ses blessures, les opérations subies, les périodes d'hospitalisation nécessitées par son état de santé, représente la privation d'un besoin vital pour tout être humain et ici d'une personne adulte vivant en couple ;

Qu'en statuant ainsi, alors que le poste de préjudice de déficit fonctionnel temporaire, qui répare la perte de qualité de vie de la victime et des joies usuelles de la vie courante pendant la maladie traumatique, intègre le préjudice sexuel subi pendant cette période, la cour d'appel, qui a indemnisé deux fois le même préjudice, a violé le texte et le principe susvisés ;  
PAR CES MOTIFS : CASSE ET ANNULE,

**Commentaire :** dans cet arrêt, la deuxième Chambre civile de la Cour de cassation se livre, une nouvelle fois, à une interprétation stricte de la nomenclature Dintilhac.

Tout d'abord, elle rappelle que les souffrances endurées pendant la maladie et le préjudice esthétique temporaire doivent être indemnisés de manière autonome par rapport au déficit fonctionnel temporaire.

Surtout, l'arrêt affirme également que le préjudice sexuel, défini comme comprenant « tous les préjudices touchant à la sphère sexuelle, à savoir : le préjudice morphologique lié à l'atteinte aux organes sexuels primaires et secondaires résultant du dommage subi, le préjudice lié à l'acte sexuel lui-même, qui repose sur la perte de plaisir lié à l'accomplissement de l'acte sexuel, qu'il s'agisse de la perte de l'envie ou de la libido, de la perte de la capacité physique de réaliser l'acte ou de la perte de capacité d'accéder au plaisir, le préjudice lié à une impossibilité ou une difficulté à procréer » (V. Civ. 2<sup>e</sup>, 17 juin 2010, n° 09-15.842), fait partie intégrante du déficit fonctionnel temporaire.

On peine toutefois à comprendre pourquoi le préjudice sexuel serait autonome au titre des préjudices permanents et partie intégrante du déficit fonctionnel pour les préjudices temporaires. Et l'assimilation, du préjudice sexuel temporaire au déficit fonctionnel temporaire - c'est-à-dire à la privation des joies usuelles de la vie courante (comme la pratique sportive ou associative) -, semble d'autant plus discutable qu'il apparaît qu'il existe une spécificité du préjudice sexuel qui tient plus de la privation d'un besoin vital pour l'être humain que de la privation des joies courantes. En réalité l'explication réside peut-être dans le fait que le préjudice sexuel ne marque sa spécificité irréductible qu'après la consolidation : outre la perte du plaisir, il inclut alors le « *préjudice morphologique* » et le « *préjudice lié à une impossibilité ou une difficulté à procréer* », lesquels ne peuvent intégrer le déficit fonctionnel permanent.

#### *Préjudice esthétique temporaire*

#### **Document n°6: Cass. Civ. 2<sup>e</sup>, 4 février 2016 (pourvoi n° 10-23.378), F-P+B, \***

---

Attendu, selon l'arrêt attaqué, que M. X... a été victime d'un accident de la circulation impliquant un véhicule conduit par M. Y..., appartenant à la commune du Cannet (la commune), assurée auprès de la société d'assurance mutuelle des collectivités publiques (l'assureur) ; que la victime a assigné M. Y..., la commune et l'assureur en réparation de son préjudice corporel, en présence de la caisse primaire d'assurance maladie des Alpes-Maritimes ;

Attendu qu'il n'y a pas lieu de statuer par une décision spécialement motivée sur les première et troisième à cinquième branches du premier moyen et sur le second moyen annexés qui ne sont manifestement pas de nature à entraîner la cassation ;

Mais sur le premier moyen, pris en sa deuxième branche :

**Vu l'article 1382 du code civil, ensemble le principe de la réparation intégrale sans perte ni profit pour la victime ;**

Attendu que pour accorder une certaine somme au titre de la réparation de l'entier préjudice de la victime, l'arrêt énonce que l'indemnisation sollicitée au titre d'un préjudice esthétique temporaire fait partie intégrante de l'indemnisation du déficit fonctionnel temporaire ;

**Qu'en statuant ainsi, alors que le préjudice esthétique temporaire n'est pas inclus dans le poste de préjudice du déficit fonctionnel temporaire et doit être indemnisé séparément, la cour d'appel a violé le texte et le principe susvisés ;**

PAR CES MOTIFS :

Dit que le dispositif de l'arrêt attaqué est rectifié ainsi qu'il suit :

« Condamne la société Smacl à payer à M. X... les intérêts au double du taux légal sur la somme de 18 050 euros du 8 décembre 2003 au 27 novembre 2006 » ;

CASSE ET ANNULE, mais seulement en ce qu'il condamne in solidum M. Y...,

**Commentaire :** dans cet arrêt, la deuxième Chambre civile de la Cour de cassation, procédant à une application stricte de la nomenclature Dintilhac, rappelle que le préjudice esthétique temporaire n'est pas inclus dans le déficit fonctionnel temporaire et doit donc être indemnisé de manière séparée.

**Document n°7: Cass. Civ. 2<sup>e</sup>, 20 octobre 2016 (pourvoi n° 14-28.866), FS-P+B,\***

---

Sur le premier moyen :

Attendu, selon les arrêts attaqués (Paris, 5 décembre 2013 et 4 septembre 2014, n° RG : 14/ 02142 et 14/ 03051), qu'Eléna X...épouse Y... a été tuée de plusieurs coups de couteau sur son lieu de travail ; que son époux, M. Roméo Y..., et son fils, M. Arwyn Y... (les consorts Y...), agissant tant en leur nom personnel qu'en leur qualité d'ayants droit d'Eléna Y..., ont saisi une commission d'indemnisation des victimes d'infraction en réparation des préjudices subis ;

Attendu que les consorts Y... font grief aux arrêts de les débouter de leurs demandes tendant à obtenir réparation du préjudice né d'une perte de survie, alors, selon le moyen, que l'atteinte à la vie par réduction de sa durée constitue un préjudice réparable qui est né du vivant de l'intéressé et qui est transmissible à ses héritiers ; qu'en affirmant que le droit de vie jusqu'à un âge suffisamment déterminé n'est pas suffisamment certain au regard des aléas innombrables de la vie quotidienne et des fluctuations de l'état de santé de toute personne pour être tenu pour un droit acquis entré dans le patrimoine de la victime de son vivant, et comme tel transmissible à ses héritiers, lorsque survient l'événement qui emporte le décès, la cour d'appel a violé l'article 1382 du code civil ;

**Mais attendu que la perte de sa vie ne fait en elle-même naître aucun droit à réparation dans le patrimoine de la victime ; que seul est indemnisable le préjudice résultant de la souffrance morale liée à la conscience de sa mort prochaine ; qu'ayant relevé dans l'exercice de son pouvoir souverain d'appréciation que, du fait de ses blessures, Mme Y... avait éprouvé une souffrance physique et morale et avait eu la conscience inéluctable de l'imminence de son décès, la cour d'appel a fait une exacte application de l'article 1382 du code civil, dans sa version antérieure à l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016, en indemnisant ce préjudice au seul titre des souffrances endurées ;**

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé ;

Et attendu qu'il n'y a pas lieu de statuer par une décision spécialement motivée sur le second moyen, annexé, qui n'est manifestement pas de nature à entraîner la cassation ;

PAR CES MOTIFS : REJETTE le pourvoi ;

**Commentaire :** dans les hypothèses de survie de courte durée après un accident, les juges réparent le préjudice d'angoisse d'une mort imminente, c'est-à-dire les souffrances morales liées à la conscience inéluctable de l'imminence de son décès. Mais les tribunaux peuvent-ils également réparer le préjudice de perte de chance de survie (dit aussi préjudice de vie abrégée). Ce préjudice correspond à la réduction de l'espérance de vie. Contrairement au préjudice d'angoisse, il est objectif et ne dépend pas de l'état de conscience de la victime.

Si ce préjudice de vie abrégée - qui n'apparaît pas, en tant que préjudice distinct, dans la nomenclature Dintilhac - a pu être intégré dans le préjudice spécifique de contamination (Cass. Civ. 2<sup>e</sup>, 2 avril 1996), cet arrêt montre cependant que la Cour de cassation répugne à le réparer. Elle y affirme en effet que « *la perte de vie ne fait en elle-même naître aucun droit à réparation dans le patrimoine de la victime* ». Deux arguments sont, en général, avancés pour justifier cette position. D'une part, le droit de vie jusqu'à un âge statistiquement déterminé n'est pas suffisamment certain au regard des aléas innombrables de la vie quotidienne et des fluctuations de l'état de santé de toute personne pour être tenu pour un droit acquis. D'autre part, ce préjudice ne se réaliserait qu'au moment de la mort de la victime, de sorte qu'aucun droit à indemnité n'étant entré dans son patrimoine de son vivant, il ne pourrait être transmis à ses héritiers.

*Préjudice d'angoisse de mort imminente*

**Document n°8: Cass. Civ. 2<sup>e</sup>, 2 février 2017 (pourvoi n° 16-11.411), F-P+B, \***

---

Sur le moyen unique :

**Vu l'article 706-3 du code de procédure pénale, ensemble le principe de la réparation intégrale sans perte ni profit pour la victime ;**

Attendu, selon l'arrêt attaqué, que Jean Luc X... a été victime d'un assassinat, dont une cour d'assises a déclaré un accusé coupable et son épouse coupable de complicité ; que l'association JCLT, agissant en qualité d'administrateur ad hoc d'Alexander X..., Ophélie X..., Lucas X..., Dylan X... et Loïse X..., enfants de la victime, a saisi une commission d'indemnisation des victimes d'infractions (CIVI) d'une demande d'indemnisation de leurs préjudices sur le fondement de l'article 706-3 du code de procédure pénale ;

Attendu que, pour allouer aux victimes au titre de leur action successorale diverses indemnités réparant notamment, d'une part, les souffrances endurées, d'autre part, un préjudice de "mort imminente", l'arrêt énonce que les souffrances physiques et morales

endurées par la victime entre le début de l'agression commise à son encontre et sa mort, constituent un préjudice distinct de celui de l'angoisse de mort imminente qu'elle a éprouvée ; que le fait d'indemniser séparément ces préjudices ne revient pas à une double évaluation ;

**Qu'en statuant ainsi, alors que le préjudice moral lié aux souffrances psychiques et aux troubles qui y sont associés étant inclus dans le poste de préjudice temporaire des souffrances endurées, quelle que soit l'origine desdites souffrances, le préjudice lié à la conscience de sa mort prochaine, qualifié dans l'arrêt de préjudice d'angoisse de mort imminente, ne peut être indemnisé séparément, la cour d'appel a réparé deux fois le même préjudice et violé le principe susvisé ;**

PAR CES MOTIFS : CASSE ET ANNULE, mais seulement en ce qu'il alloue...

**Commentaire : par cet arrêt, la Cour de cassation indique que le préjudice d'angoisse de mort imminente, lié à la conscience de sa mort prochaine, est inclus dans le poste de préjudice temporaire des souffrances endurées.**

### *Préjudice moral d'une société*

**Document n°9: Cass. Com., 15 mai 2012 (pourvoi n° 11-10.218), F-P+B, \***

---

LA COUR DE CASSATION, CHAMBRE COMMERCIALE, a rendu l'arrêt suivant :

Attendu, selon l'arrêt attaqué, que M. et Mme X... ont cédé à M. Y..., agissant pour le compte de la société Jafa, la totalité des parts de la société La Pizzeria ; que dans la convention de cession, une clause de non-concurrence a été prévue ; qu'estimant qu'il y avait eu violation de cette clause par M. X... et concurrence déloyale par la société Reine Victoria, la société La Pizzeria les a assignés aux fins d'obtenir notamment des dommages-intérêts ;

Sur le premier moyen, pris en ses deux première branches et sur le second moyen, pris en ses première, deuxième et quatrième branches :

Attendu que ces moyens ne seraient pas de nature à permettre l'admission du pourvoi ;

Mais sur le premier moyen, pris en sa troisième branche et sur le second moyen, pris en sa troisième branche :

Vu les articles 1147, 1382 et 1383 du code civil ;

**Attendu que pour rejeter les demandes de la société La Pizzeria et de la société Jafa au titre du préjudice moral, l'arrêt retient que s'agissant de sociétés elles ne peuvent prétendre à un quelconque préjudice moral ;**

PAR CES MOTIFS :

CASSE ET ANNULE, mais seulement en ce qu'il a rejeté les demandes des sociétés La Pizzeria et Jafa au titre du préjudice moral...

**Commentaire : par cet arrêt la Cour de Cassation consacre clairement la possibilité, pour une société, de demander réparation de son préjudice moral. En l'espèce, deux époux avaient cédé la totalité des parts d'une société « La pizzeria » et avaient concomitamment souscrit à une obligation de non-concurrence. La société estima que l'époux avait manqué à son obligation par le biais d'une société « La Reine Victoria » et les assigna pour obtenir réparation du préjudice matériel et moral. La réparation du préjudice matériel ne posait pas de problème particulier mais concernant le préjudice moral la réparation semblait, au vu de la jurisprudence, vouée à l'échec. Saisie de cette question, la cour d'appel de Pau décida que « *s'agissant de sociétés, elles ne peuvent prétendre à un quelconque préjudice moral* ». Un pourvoi fut formé par la société lésée et la Cour de cassation cassa sèchement l'arrêt d'appel en décidant au visa des articles 1147, 1382 et 1383 anciens du Code Civil, qu'une société peut prétendre à la réparation de son préjudice moral.**

La décision de la chambre commerciale tranche donc la question controversée de la réparation du préjudice moral d'une société en admettant la réparation de ce dernier tant au plan contractuel que délictuel. Si le refus de la Cour d'appel pouvait être compris en ce que la notion de préjudice moral renvoie *a priori* à des préjudices ne pouvant affecter que des personnes physiques (stress, harcèlement, douleur), la Cour d'appel de Paris avait admis dans un arrêt isolé qu'une société puisse souffrir d'un préjudice moral (CA Paris, 30 juin 2006). Plusieurs points sont cependant laissés en suspend par la décision commentée.

Tout d'abord, l'admission du préjudice moral est-elle cantonnée à certains types de sociétés, ou bien doit-elle être étendue à tout types de sociétés ? À la lecture de la présente décision, il semblerait que la solution doive être étendue, puisque la Cour précise que « *s'agissant de sociétés* » la réparation du préjudice moral doit être acceptée. La Cour de cassation ne distinguant pas entre les différents types de sociétés, il faudrait donc en déduire que toutes les sociétés peuvent demander réparation de leur préjudice moral.

Ensuite, rien n'est dit concernant les conditions d'indemnisation. S'il est tentant de vouloir calquer les conditions d'indemnisation du préjudice moral des sociétés sur celui des personnes physiques, il faudra tout de même attendre la décision de la cour d'appel de renvoi pour avoir une première idée de l'application pratique de la réparation du préjudice moral des sociétés.

Enfin, rien n'est dit sur ce qui sera retenu au titre du préjudice moral. Sur ce point il serait logique de considérer que le préjudice moral à retenir consiste en une atteinte à l'image de la société (en ce sens : CA Paris, 30 juin 2006).

**Document n°10: Cass. Civ. 2<sup>e</sup>, 14 décembre 2017 (pourvoi n° 16-26687), F-P+B+I, \***

---

Sur le moyen unique :

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Metz, 29 septembre 2016), rendu sur renvoi après cassation (2<sup>e</sup> Civ., 10 septembre 2015, pourvoi n° 14-19.891), que le 9 septembre 2008, Abdallah X..., qui effectuait des missions pour la société Manpower, dont le courtier en assurance est la société Aon France, a été victime d'un accident mortel du travail alors qu'il avait été mis à la disposition de la société Fimaco Vosges (la société) assurée auprès de la société Axa France IARD (l'assureur) ; que sa veuve Mme X..., agissant tant en son nom personnel qu'en qualité de représentante légale de ses enfants mineurs, dont Zachary né le 27 décembre 2008, a saisi, en présence de la caisse primaire d'assurance maladie des Vosges, un tribunal des affaires de sécurité sociale pour faire juger que l'accident était dû à la faute inexcusable de l'employeur et obtenir réparation de son préjudice et de celui de ses enfants ; qu'il a été jugé que la société, ayant commis une faute inexcusable, devait, avec son assureur, garantir la société Manpower de l'ensemble des conséquences de celle-ci ;

Attendu que la société et l'assureur font grief à l'arrêt d'indemniser le préjudice moral de l'enfant Zachary, alors, selon le moyen :

1°/ pour ouvrir droit à réparation, un préjudice doit être certain ; qu'en l'espèce, pour justifier la fixation à la somme de 25 000 € du préjudice moral de Zachary X..., actuellement âgé de huit ans, du fait du décès de son père avant sa naissance, la cour d'appel a retenu, par motifs propres et adoptés, qu'il " souffre ", " à l'évidence ", de " l'absence définitive de son père, qu'il ne connaîtra jamais qu'au travers des récits des tiers ", sans l'avoir connu ; qu'en se déterminant ainsi, sans avoir retenu ni analysé aucun élément de nature à établir la réalité objective de la souffrance invoquée, la cour a privé sa décision de base légale au regard de l'article 1382 devenu 1240 du code civil ;

2°/ que pour ouvrir droit à réparation, un préjudice doit résulter du fait générateur qui l'a produit par un lien de causalité direct et certain ; qu'il n'existe pas de lien de causalité entre le décès accidentel d'une personne et le préjudice prétendument subi par son fils né après son décès ; qu'en jugeant le contraire, au motif inopérant que la mère de l'enfant a elle-même subi un préjudice moral lorsque, alors qu'elle était enceinte, son mari est décédé, la cour a violé l'article 1382 devenu 1240 du code civil ;

**Mais attendu que, dès sa naissance, l'enfant peut demander réparation du préjudice résultant du décès accidentel de son père survenu alors qu'il était conçu ; qu'ayant estimé que Zachary X... souffrait de l'absence définitive de son père décédé dans l'accident du 9 septembre 2008, la cour d'appel a caractérisé l'existence d'un préjudice moral ainsi que le lien de causalité entre le décès accidentel de Abdallah X... et ce préjudice ;**

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé ;  
PAR CES MOTIFS : REJETTE le pourvoi ;

**Commentaire :** par cet arrêt, la Cour de cassation reconnaît, pour la première fois, le préjudice moral, tiré de l'absence définitive de son père, d'un enfant, conçu mais non encore né à la date du décès de son père. Par un arrêt précédent, la Cour de cassation avait toutefois retenu la solution contraire (Civ. 2<sup>e</sup>, 4 novembre 2010), estimant qu'il n'existait pas de lien de causalité entre le décès du grand-père survenu avant la naissance de l'enfant et le préjudice allégué.

**Document n°11: Cass. Civ 3<sup>e</sup>, 7 avril 2016 (pourvoi n°15-14.888), inédit, \***

---

Sur le moyen unique :

**Vu l'article 1382 du code civil ;**

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Paris, 5 novembre 2014), que, par une promesse de vente du 17 avril 2009, Mme X... a vendu à M. Y... les murs d'un local commercial et un fonds de commerce de lingerie, mercerie, bonneterie au prix de 265 000 euros ; que la vente a été réitérée, par acte authentique reçu le 6 juillet 2009, par la société civile professionnelle B... (SCP) ; qu'ayant appris qu'une modification du règlement de copropriété du 8 janvier 2008, publiée le 16 octobre 2008, interdisait l'exploitation de tout commerce ou magasin de restauration dans l'immeuble, M. Y... a assigné la SCP en paiement de la somme de 115 000 euros à titre de dommages-intérêts pour manquement à son obligation de conseil ; qu'un arrêt mixte du 15 janvier 2014 a dit que la SCP avait manqué à son devoir de conseil et a rouvert les débats sur le préjudice ;

Attendu que, pour rejeter la demande indemnitaire de M. Y..., l'arrêt retient que, pour démontrer son intention de modifier l'activité en restauration rapide, sandwicherie, crêperie, laquelle doit s'être manifestée au plus tard au moment de la signature de l'acte authentique pour apprécier la perte de chance de renoncer à signer ledit acte du fait de la modification du règlement de copropriété et de l'impossibilité d'exercer une activité de restauration dans les lieux, M. Y... fait état de son curriculum vitae et de diverses attestations, que le fait que M. Y... ait précédemment rempli des fonctions en lien avec la restauration ou soit gérant d'un restaurant n'est pas suffisant à établir cette intention, les pièces relatives à l'acquisition de matériels le 20 août 2009, au business

plan solveig établi le 23 décembre 2009 et aux contacts avec Mme Z..., gérante d'une crêperie en juillet 2009 et avec Mme A..., du pôle création d'entreprise, en 2010, sont postérieures à la signature de l'acte authentique, que l'attestation de l'expert-comptable relate un rendez-vous avec M. Y... en avril 2009 au cours duquel a été évoqué le changement possible d'activité, qu'il apparaît néanmoins que M. Y... entendait préalablement liquider le stock de la mercerie lingerie et ensuite faire des travaux de conformité et qu'il s'ensuit que son intention de modifier l'activité du fonds de commerce n'était donc pas établie de manière ferme ;

**Qu'en statuant ainsi, alors que la perte de chance implique seulement la privation d'une potentialité présentant un caractère de probabilité raisonnable et non un caractère certain, après avoir constaté que le parcours professionnel de M. Y... était exclusivement tourné vers l'activité de restauration et qu'il avait pris des contacts avec des professionnels avant ou dans un temps très rapproché de la signature de l'acte authentique en vue d'une modification de l'activité en un commerce de restauration rapide, la cour d'appel, qui n'a pas tiré les conséquences légales de ses propres constatations, a violé le texte susvisé ;**

PAR CES MOTIFS : CASSE ET ANNULE,

**Commentaire :** la Cour de cassation revient dans cet arrêt sur les contours de la notion de perte de chance. Elle énonce ainsi que la perte de chance implique seulement la privation d'une probabilité raisonnable et non d'une probabilité certaine. Il s'agissait en l'espèce de l'acquéreur d'un local commercial qui souhaitait y développer une activité de restauration rapide. Il ignorait toutefois qu'une modification du règlement de copropriété intervenue quelques mois avant la vente interdisait ce genre de commerce dans l'immeuble. Assignant la société civile professionnelle, auprès de laquelle la vente avait été réitérée, en dommages et intérêts pour violation de son devoir de conseil, il est débouté de sa demande par les juges du fond. Ces derniers considèrent en effet que son intention de développer un commerce de restauration n'était pas tout à fait certaine. C'est ce raisonnement que la Cour de cassation sanctionne en faisant valoir qu'une simple probabilité raisonnable suffit.

#### Les caractères du dommage

##### *Préjudice direct et préjudice par ricochet*

#### **Document n°12: Cass. Civ. 2<sup>e</sup>, 23 mars 2017 (pourvoi n° 16-13.350), F-P+B, \***

---

Sur le moyen unique du pourvoi principal :

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Paris, 17 septembre 2015), que Mme Y...-X...a saisi une commission d'indemnisation des victimes d'infractions d'une demande d'indemnisation de ses préjudices consécutifs au décès de son mari, victime d'un assassinat le 4 septembre 2007, résultant, d'une part, du chagrin que lui cause la disparition de son conjoint, d'autre part, de l'atteinte à sa propre intégrité psychique constatée par expertise médico-légale ;

Attendu que le FGTI fait grief à l'arrêt de fixer à 25 000 euros la somme due à Mme Y...-X...au titre de son préjudice d'affection, alors, selon le moyen, que la douleur morale du conjoint d'une personne décédée peut être indemnisée soit au titre des souffrances endurées et du déficit fonctionnel permanent si elle se manifeste par une dépression réactionnelle, soit au titre du préjudice d'affection ; qu'en l'espèce, Mme Y...-X...a été victime d'une dépression réactionnelle à la suite du décès de son mari, dépression qui a été indemnisée au titre des souffrances endurées et du déficit fonctionnel permanent par un arrêt du 6 février 2014 ; qu'en acceptant d'indemniser, au surplus, un préjudice d'affection, la cour d'appel a réparé deux fois la douleur morale, violant ainsi l'article 706-3 du code de procédure pénale, ensemble l'article 1382 du code civil et le principe de la réparation intégrale ;

**Mais attendu qu'ayant justement énoncé que, parfois les préjudices subis par les proches d'une victime peuvent être de deux ordres, les uns subis dans leur propre corps, les autres résultant du rapport à l'autre, le déficit fonctionnel permanent et les souffrances endurées relevant du premier ordre, le préjudice d'affection du second et qu'ayant, d'une part, relevé dans l'arrêt partiellement avant dire droit du 6 février 2014 auquel les parties se référaient, qu'il résultait du rapport d'expertise judiciaire que Mme Y...-X...avait présenté à la suite de l'assassinat de son mari un syndrome dépressif majeur ayant nécessité un suivi très régulier par un psychiatre avec prescription de médicaments et entretiens psychothérapeutiques, qu'avant la consolidation de son état, fixée au 1er juin 2010, elle avait enduré des souffrances évaluées à 4 sur une échelle de 7 compte tenu du traumatisme et de l'intensité des soins et qu'elle conservait, après consolidation, un déficit fonctionnel permanent de 10 %, d'autre part, retenu que Mme Y...-X..., qui a perdu son mari à 53 ans et qui décrit le manque qu'elle ressent dans tous les aspects de leurs rapports, exprime des sensations qui ne relèvent pas d'une atteinte à l'élan vital ou à la santé ni d'une douleur mais de l'atteinte à un sentiment qui pourrait exister sans les conséquences pathologiques qu'elle subit, la cour d'appel, qui a ainsi caractérisé l'existence, en l'espèce, d'un préjudice d'affection résultant, pour Mme Y...-X..., de la douleur d'avoir perdu son conjoint, distinct de celui résultant de l'atteinte à son intégrité psychique consécutive à ce décès réparé au titre des postes des souffrances endurées et du déficit fonctionnel permanent, n'a pas, en allouant la somme critiquée, indemnisé deux fois le même préjudice ;**

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé ;



Et attendu qu'il n'y a pas lieu de statuer par une décision spécialement motivée sur les deux moyens annexés du pourvoi incident qui ne sont manifestement pas de nature à entraîner la cassation ;

PAR CES MOTIFS : REJETTE les pourvois principal et incident ;

**Commentaire :** en l'espèce, un homme est victime d'un assassinat et son épouse saisit une commission d'indemnisation des victimes d'infractions (FGTI) d'une demande d'indemnisation de ses préjudices consécutifs au décès de son conjoint. Ayant présenté un syndrome dépressif majeur à la suite du décès de son mari, elle obtient une indemnisation au titre des souffrances endurées et du déficit fonctionnel permanent. Une Cour d'appel accepte d'indemniser en plus un préjudice d'affection. Le FGTI forme alors un pourvoi considérant que la Cour d'appel a indemnisé deux fois la douleur morale. Il soutient que la douleur morale du conjoint d'une personne décédée, lorsqu'il manifeste une dépression réactionnelle, peut être indemnisée soit au titre de ses souffrances endurées et de son déficit fonctionnel permanent soit au titre de son préjudice d'affection. La Cour de cassation rejette le pourvoi. Elle considère, en effet, que les préjudices subis par les proches peuvent être de deux ordres : les uns subis dans leur propre corps – souffrances endurées et préjudice fonctionnel permanent –, les autres résultant du rapport à l'autre – préjudice d'affection. Pour la deuxième Chambre civile, la douleur liée à la perte de son mari pourrait exister sans les conséquences pathologiques (l'état dépressif nécessitant une prise en charge) que la personne subit, de sorte qu'il s'agit bien de deux postes de préjudice différents qui peuvent donc être indemnisés distinctement.

*Préjudice actuel et certain*

---

**Document n°13: Cass. Civ. 1<sup>re</sup>, 5 avril 2018 (pourvoi n°17-13.102), inédit, \***

---

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Bordeaux, 15 novembre 2016), rendu sur renvoi après cassation (1<sup>re</sup> Civ., 3 juin 2015, pourvoi n° 14-13.326), que, les 20 mars 1981, 29 mars 1985 et 24 octobre 1986, M. et Mme Z... ont contracté trois prêts hypothécaires auprès de la caisse régionale de Crédit agricole mutuel Pyrénées Gascogne (la banque), suivant trois actes authentiques reçus par M. X..., notaire ; que, par jugement du 6 novembre 1991, ils ont été mis en liquidation judiciaire, M. A... étant désigné en qualité de liquidateur ; que la banque a déclaré ses créances ; que les trois prêts étaient garantis par trois hypothèques conventionnelles prises sur une propriété agricole appartenant à M. Z..., qui l'avait reçue de ses parents à la suite d'une donation-partage, assortie d'un droit de retour et d'une interdiction d'aliéner ; qu'un arrêt irrévocable du 12 octobre 2009 a annulé, pour faux, les trois actes authentiques de prêt en ce qu'ils mentionnaient la renonciation des donateurs au bénéfice du droit de retour et de l'interdiction d'aliéner, et déclaré nulles les inscriptions d'hypothèque ; que la banque a assigné M. X... en responsabilité et paiement des trois prêts ;

Attendu que la banque fait grief à l'arrêt de rejeter ses demandes, alors, selon le moyen :

1°/ que le juge doit, en toutes circonstances, faire observer et observer lui-même le principe de la contradiction ; qu'en relevant d'office, et sans mettre les parties à même de s'en expliquer, le moyen tiré de la théorie des chances perdues, quand elle énonce que le préjudice subi par la banque « s'analyse en la perte de chance de disposer d'une créance hypothécaire lui permettant de récupérer tout ou partie des sommes prêtées plus favorablement que dans le cas d'une créance chirographaire », la cour d'appel a violé l'article 16 du code de procédure civile, ensemble le principe du respect des droits de la défense ;

2°/ que l'annulation d'une hypothèque cause au créancier hypothécaire un préjudice direct et certain qui est égal à la somme que l'hypothèque annulée lui aurait, si elle avait été valide, permis de recouvrer ; qu'en énonçant que l'annulation de l'hypothèque dont la banque était titulaire lui a seulement fait perdre la « chance de disposer d'une créance hypothécaire lui permettant de récupérer tout ou partie des sommes prêtées plus favorablement que dans le cas d'une créance chirographaire », préjudice qu'elle tient pour « minime » et qui « ne peut être par suite indemnisé faute d'être direct et certain », la cour d'appel a violé les articles 1382 ancien et 1240 nouveau du code civil ;

3°/ que la responsabilité des professionnels du droit ne présente pas un caractère subsidiaire ; que doit donc être réparé par le notaire, qui a failli à son devoir d'assurer l'efficacité juridique de l'acte par lui reçu, le dommage directement causé par sa faute, quand bien même la victime disposerait d'une autre voie de droit pour se remplir de tout ou partie de ses droits ; qu'en énonçant « que le choix de la banque était manifestement de soutenir cette exploitation agricole [celle de M. et Mme Jacques Z...] dont elle connaissait les importants besoins de trésorerie sans préoccupation réelle sur le sort de ses créances qu'elle soient hypothécaires ou chirographaires en sorte que le préjudice tenant à la perte de chance d'être réglé grâce à l'existence d'une hypothèque est minime et ne peut être par suite indemnisé faute d'être direct et certain », la cour d'appel, qui reproche à la banque de ne pas avoir utilisé la voie de droit dont elle disposait contre ses débiteurs pour se remplir de tout ou partie des droits que l'hypothèque annulée par la faute de M. X... lui aurait permis de recouvrer, a violé les articles 1382 ancien et 1240 nouveau du code civil ;

4°/ que le juge ne peut pas, pour refuser de réparer le préjudice que subit la victime, relever que ce préjudice serait minime sans méconnaître le principe de la réparation intégrale ; qu'en relevant que le préjudice qui est résulté pour la banque de la perte de la chance qu'elle avait de recouvrer comme créancier hypothécaire des sommes plus importantes que celles qu'elle aurait recouvrées comme créancier chirographaire, est « minime », et que, par conséquent, il ne peut pas être indemnisé « faute d'être direct et certain », la cour d'appel a violé l'article 1382 ancien et 1240 nouveau du code civil ;

Mais attendu qu'ayant constaté que les biens de M. et Mme Z... n'avaient toujours pas été vendus, de sorte que la banque ne justifiait pas d'une perte définitive des sommes prêtées, la cour d'appel en a exactement déduit que son préjudice n'était pas actuel et certain ; que le moyen ne peut être accueilli ;

PAR CES MOTIFS : REJETTE le pourvoi ;

**Commentaire :** en l'espèce, des particuliers avaient contracté trois prêts, par trois actes authentiques, prêts garantis par trois hypothèques conventionnelles prises sur leur propriété agricole. Le notaire en charge de l'opération ayant indiqué de fausses informations sur les actes de prêts, ils sont annulés pour faux et les inscriptions d'hypothèques sont déclarées nulles. Les emprunteurs ayant été mis en liquidation judiciaire, la banque décide d'assigner le notaire en responsabilité et paiement des trois prêts. Si la faute du notaire ne faisait guère de doute, la question se posait, en revanche, du préjudice subi par la banque. Cette dernière faisait notamment valoir que l'annulation des inscriptions hypothécaires par la faute du notaire lui avait fait perdre une chance de recouvrer comme créancier hypothécaire des sommes plus importantes que celles qu'elle aurait recouvrées comme créancier chirographaire. Autrement dit, pour la banque, le fait d'avoir perdu sa qualité de créancier hypothécaire lui faisait courir le risque de ne pas obtenir autant qu'elle aurait pu. Une Cour d'appel rejette sa demande considérant que le préjudice allégué par la banque était minime et que, par conséquent, il ne pouvait être indemnisé faute d'être direct et certain. Cette motivation en référence au caractère minime du préjudice peut surprendre. D'une part car le fait qu'un préjudice soit minime ne signifie pas nécessairement qu'il n'est pas direct et certain. D'autre part, car l'étendue d'un préjudice ne compte pas au nombre des critères devant être pris en compte pour déterminer s'il est réparable. Il reste que la Cour de cassation rejette le pourvoi formé par la banque. Elle s'appuie toutefois sur une motivation légèrement différente. Elle approuve ainsi la Cour d'appel d'avoir jugé que le préjudice allégué n'était pas actuel et certain dès lors que les biens des emprunteurs n'ayant pas encore été vendus, la banque ne pouvait prouver une perte définitive des sommes prêtées. Autrement dit, la banque aurait dû attendre d'être remboursée, au moins partiellement, pour pouvoir établir si oui ou non la perte de sa qualité de créancier hypothécaire avait eu une influence sur le montant des sommes recouvrées.

### *Préjudice légitime*

**Document n°14: Cass. 2<sup>e</sup> Civ., 30 juin 2011 (pourvoi n°10-30.838), FS-P+B, \*\***

---

Sur le moyen unique :

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Rennes, 12 mai 2010), que Mme X... a été interdite de jeux à sa demande par l'autorité administrative à compter du 8 janvier 2001, pour une durée de cinq ans ; qu'ayant cependant continué à fréquenter les salles de jeux de la société du Casino de La Baule (la société) jusqu'en 2004, en y accumulant des pertes, Mme X..., a assigné la société en dommages-intérêts sur le fondement de la responsabilité délictuelle ;

Attendu que la société fait grief à l'arrêt de déclarer recevable l'action de Mme X... et de la condamner à lui payer diverses sommes à titre de dommages-intérêts, alors, selon le moyen :

1°/ qu'une victime ne peut obtenir la réparation de la perte de ses rémunérations que si celles-ci sont licites ; qu'en indemnisant le préjudice allégué par Mme X... résultant des pertes de jeux qu'elle avait subies, quand elle constatait que le contrat de jeu la liant à Mme X... était nul comme reposant sur une cause illicite du fait de l'inscription de cette personne sur la liste nationale des personnes exclues des salles de jeux, la cour d'appel n'a pas tiré les conséquences légales de ses propres constatations et a violé les dispositions de l'article 1382 du code civil ;

2°/ que ne commet aucune faute l'établissement de jeux qui exploite ses machines à sous dans une pièce qui y est spécialement dédiée et dont aucune prescription légale ou réglementaire ne soumet l'accès à une vérification d'identité ; qu'en considérant qu'elle avait commis une faute engageant sa responsabilité en n'installant pas de pratiques propres à interdire l'accès à cette salle aux personnes figurant sur la liste nationale des personnes exclues des salles de jeux, la cour d'appel a violé l'article 1382 du code civil, ensemble l'article 14 du décret du 22 décembre 1959 dans sa rédaction antérieure au décret du 13 décembre 2006 et l'article 22 de l'arrêt du 23 décembre 1959 ;

Mais attendu que l'arrêt retient que Mme X... ne demande pas le règlement de sommes gagnées au jeu ; que la société n'a pris aucune disposition pour assurer l'efficacité de la mesure d'exclusion des salles de jeux concernant Mme X... en raison de son addiction au jeu ;

Que de ces constatations et énonciations, la cour d'appel a déduit à bon droit que Mme X... n'était pas privée d'un intérêt légitime à agir et qu'était caractérisée une abstention fautive de la société, génératrice d'un préjudice réparable ;

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé ;

PAR CES MOTIFS : REJETTE le pourvoi

**Commentaire :** une personne, interdite de jeux par l'autorité administrative mais qui continue à fréquenter un casino du fait de la négligence de l'établissement dans le contrôle d'identité, peut-elle utilement se retourner contre lui ?

A ce sujet, il convient de distinguer.



Si cette personne **a remporté des gains**, elle ne peut en demander le règlement en se plaçant sur le terrain contractuel en raison de la nullité du contrat la liant à l'établissement. Elle ne peut davantage se placer sur le terrain délictuel pour obtenir des dommages-intérêts en compensation du gain d'argent qu'elle n'a pas obtenue. En effet, il est de jurisprudence constante qu'une victime ne peut obtenir réparation de la perte de ses rémunérations que si celles-ci sont licites (Cass. Civ. 2e, 24 janvier 2002). Or, les gains revendiqués par un joueur interdit de jeux sont évidemment un bienfait illégitime dès lors que la personne n'avait plus le droit de jouer (en ce sens : Cass. Civ. 2e, 22 février 2007).

Qu'en est-il maintenant des **pertes subies** ? Le joueur interdit peut-il assigner en dommages-intérêts un établissement de jeux sur le fondement de l'article 1382 ancien (art. 1240 nouv.) du Code civil pour obtenir réparation des pertes de jeux ? C'est à cette question que répond le présent arrêt de la Cour de cassation en décidant que cette action est possible car le préjudice est alors légitime. Cette décision - rigoureuse pour les établissements de jeux - s'inscrit dans le courant jurisprudentiel qui admet la réparation du préjudice causé à la suite d'une situation illicite dans laquelle s'est placée la victime (par exemple, le passager qui subit une chute d'un train alors qu'il n'a pas de billet de transport a droit néanmoins à réparation). On notera *in fine* que les dommages-intérêts versés par le casino ne couvriront pas l'ensemble des pertes subies en raison de la faute de la victime qui entraîne la réduction du droit à réparation.

## **Lien de causalité**

### Lien de causalité et responsabilité du fait personnel

#### **Document n°15: Cass. Civ. 2<sup>e</sup>, 29 mars 2018 (pourvoi n° 17-15.257), inédit, \***

---

Attendu, selon l'arrêt attaqué, que Mme Y... a été blessée à la suite du déraillement du train dans lequel elle voyageait, provoqué par la présence sur les voies d'une remorque appartenant à M. Z..., qui a dévalé une pente alors que M. X... y chargeait des bottes de foin ; que Mme Y... a assigné M. X..., M. Z..., son assureur, la société MMA IARD, la société Groupama Centre Atlantique, assureur de la remorque, et la SNCF, en présence de la mutualité sociale agricole Midi-Pyrénées, en indemnisation de ses préjudices ;

Attendu qu'il n'y a pas lieu de statuer par une décision spécialement motivée sur le premier moyen annexé qui n'est manifestement pas de nature à entraîner la cassation ;

Mais sur le second moyen, pris en sa première branche :

**Vu l'article 1382, devenu 1240, du code civil ;**

Attendu que pour débouter l'établissement public à caractère industriel et commercial SNCF mobilités de ses demandes en garantie à l'encontre de M. Z..., de M. X..., de la société MMA IARD, de la société MMA IARD assurances mutuelles et de la société Groupama Centre Atlantique, l'arrêt retient que malgré la présence de la remorque appartenant à M. Z... sur la voie ferrée provoquée par l'action de M. X..., la cause immédiate et directe du dommage était le défaut de communication efficace entre le régulateur et le conducteur du train n° 3661 et le défaut de recours à la procédure de coupure de courant d'urgence des trains circulant sur voie ferrée, et que l'action de la SNCF a été déterminante et directe dans les circonstances et la réalisation de l'accident même s'il ne s'agit pas à proprement parler, d'une cause chronologiquement première ;

**Qu'en statuant ainsi, alors qu'il ressortait de ses propres constatations que sans la présence de la remorque sur la voie ferrée, aucune collision ne serait intervenue, de sorte que cette remorque constituait l'une des causes nécessaires du dommage, la cour d'appel, qui n'a pas tiré les conséquences légales de ses propres constatations, a violé le texte susvisé ;**

PAR CES MOTIFS, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur l'autre branche du second moyen :  
CASSE ET ANNULE, mais seulement en ce qu'il a débouté

**Commentaire** : en l'espèce, un train a déraillé suite à la collision avec une remorque se trouvant sur la voie ferrée. L'un des passagers est blessé et assigne le propriétaire de la remorque, celui qui l'utilisait au moment de l'accident et la SNCF. La Cour d'appel condamne la SNCF et rejette sa demande en garantie formée à l'encontre du propriétaire et de l'utilisateur de la remorque. Elle considère, en effet, que malgré la présence de la remorque sur la voie ferrée, la cause immédiate et directe du dommage était le défaut de communication efficace entre le régulateur et le conducteur du train et le défaut de recours à la procédure de coupure de courant d'urgence des trains. La Cour de cassation casse l'arrêt au visa de l'article 1382, devenu 1240, du Code civil. Elle considère que dès lors que la Cour d'appel avait établi que sans la présence de la remorque sur la voie ferrée, aucune collision ne serait intervenue, la remorque constituait une des causes nécessaires du dommage de sorte que même s'il ne s'agissait pas de la seule cause, la responsabilité du propriétaire et/ou de l'utilisateur ne pouvait être totalement exclue.

**1<sup>er</sup> arrêt (08-10.081)**

Sur le moyen unique :

Attendu que Mme X..., atteinte d'un adénocarcinome à cellules claires du col utérin qu'elle imputait à la prise, par sa propre mère, durant sa grossesse, de l'hormone de synthèse dénommée diéthylstilbestrol (DES), a assigné la société UCB Pharma et la société Novartis santé familiale, toutes deux fabricantes de la même molécule distribuée sous deux appellations différentes ;  
Attendu que Mme X... fait grief à l'arrêt attaqué (Versailles, 29 novembre 2007), de l'avoir déboutée de ses demandes, alors, selon le moyen :

1°/ que lorsque la demanderesse établit que la pathologie ou la malformation dont elle est atteinte est attribuée communément au DES, qu'elle a été conçue en France à une période où ce principe actif y était prescrit aux femmes enceintes et qu'il n'existe pas d'autre cause connue de ses dommages qui lui soit propre, il appartient alors au laboratoire, dont la responsabilité est recherchée, de prouver que celle-ci n'a pas été exposée au produit qu'il a mis sur le marché français à cette époque ; que Mme X... faisait valoir qu'elle était née en 1965, soit à une époque où le DES était habituellement prescrit, et qu'elle présentait une pathologie cancéreuse caractéristique d'une exposition au DES ; qu'en lui imposant en toute circonstance d'apporter la preuve de ce que sa mère s'était fait prescrire du DES durant sa grossesse, malgré l'impossibilité constatée dans laquelle elle était d'obtenir le dossier médical de sa mère ou un certificat médical de prescription eu égard à l'ancienneté des faits, la cour d'appel a violé les articles 1147 et 1382 du code civil ;

2°/ que celui qui par sa faute crée un risque pour la santé humaine doit répondre des dommages qui apparaissent comme la réalisation normale et prévisible du risque ainsi créé ; que Mme X... soutenait que les laboratoires avaient manqué à leur obligation de vigilance en ne procédant pas à une surveillance des risques pesant sur les enfants par l'administration à leur mère du DES, lesquels risques étaient identifiés depuis les années cinquante, soit antérieurement à sa naissance, et qu'elle souffrait d'une pathologie symptomatique d'une exposition au DES ; qu'il en résultait que les laboratoires engageaient leur responsabilité par la création fautive d'un risque à laquelle elle avait été exposée et dont les dommages qu'elle subissait apparaissaient comme étant la réalisation évidente ; qu'en se bornant cependant à affirmer qu'il lui appartenait de prouver son exposition au DES durant la grossesse de sa mère, la cour d'appel a violé l'article 1382 du code civil ;

3°/ que lorsqu'un dommage est causé par un membre indéterminé d'un groupe, tous les membres identifiés en répondent solidairement sauf pour chacun d'eux à démontrer qu'il ne peut en être l'auteur ; que forment en ce sens un groupe les laboratoires qui ont mis sur le même marché et à une même époque sous des noms différents une même molécule à laquelle il est reproché d'avoir causé des dommages à la santé ; Mme X... faisait valoir qu'elle était née en 1965, soit à une époque où le DES était habituellement prescrit en France, et qu'elle présentait une pathologie cancéreuse caractéristique d'une exposition au DES ; que l'arrêt constate que les deux laboratoires ont mis le DES sur le marché français à l'époque concernée en écartant la responsabilité solidaire des sociétés UCB et Novartis au prétexte que la preuve n'était pas rapportée par la demanderesse que le DES que ces laboratoires fabriquaient lui avait été concurremment administré, quand la circonstance qu'ils l'avaient exposée in utero aux risques induits par cette molécule était établi, ce dont il résultait qu'ils formaient entre eux un groupe identifié susceptible d'être l'auteur des dommages litigieux, à supposer l'exposition au DES acquise, la cour d'appel a violé les articles 1147 et 1382 du code civil ;

**Mais attendu qu'après avoir, à bon droit, retenu qu'il appartenait à Mme X... de prouver qu'elle avait été exposée au médicament litigieux dès lors qu'il n'était pas établi que le diéthylstilbestrol était la seule cause possible de la pathologie dont elle souffrait, la cour d'appel a constaté qu'elle ne rapportait pas une telle preuve ; que le moyen n'est fondé en aucune de ses branches ;**

PAR CES MOTIFS : REJETTE le pourvoi ;

**2<sup>nd</sup> arrêt (08-16.305)**

Sur le second moyen :

**Vu l'article 1382 du code civil, ensemble l'article 1315 du même code ;**

Attendu que Mme X..., épouse Y..., atteinte d'un adénocarcinome à cellulaires claires du col utérin qu'elle imputait à la prise, par sa propre mère, durant sa grossesse, de l'hormone de synthèse dénommée diéthylstilbestrol (DES), a assigné la société UCB pharma et la société Novartis santé familiale, toutes deux fabricantes de la même molécule distribuée sous deux appellations différentes ;  
Attendu que pour débouter les consorts X... Y... de leur demande en réparation de leurs préjudices dirigée contre les deux laboratoires, l'arrêt retient que le fait que ceux-ci aient tous deux mis sur le marché la molécule à l'origine du dommage, fait non contesté, ne peut fonder une action collective, ce fait n'étant pas en relation directe avec le dommage subi par Mme Y..., et qu'aucun élément de preuve n'établissait l'administration à celle-ci du distilbène (R) fabriqué par la société UCB pharma ni du Stilboestrol Borne fabriqué par la société Novartis santé familiale ;

**Qu'en se déterminant ainsi, après avoir constaté que le DES avait bien été la cause directe de la pathologie tumorale, partant**

que Mme Y... avait été exposée in utero à la molécule litigieuse, de sorte qu'il appartenait alors à chacun des laboratoires de prouver que son produit n'était pas à l'origine du dommage, la cour d'appel a violé les textes susvisés ;  
PAR CES MOTIFS, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur le premier moyen : CASSE ET ANNULE,

**Commentaire :** ces arrêts ont trait au drame des « filles DES ». Nées de mères auxquelles a été administré durant leur grossesse une hormone de synthèse, dénommée DES, notamment pour réduire le risque de fausse-couches, ces filles ont connu à l'âge adulte de très graves maladies dont certaines pathologies cancéreuses. Plus de quarante ans après la période de prescription du DES, ces victimes se sont tournées vers les deux laboratoires qui ont commercialisé ce médicament pour demander réparation de leur dommage. Ces actions sont fondées sur les règles de droit commun de la responsabilité civile, compte tenu de la date de mise sur le marché du médicament, antérieure à l'entrée en vigueur de la directive relative aux produits défectueux. Dès les premières décisions rendues en matière de DES, il a été jugé que les laboratoires ont manqué à leur obligation de vigilance, en maintenant la distribution d'un médicament alors que des études scientifiques avaient déjà montré le risque de nocivité du DES. Dans ces deux affaires, ce n'est pas le fait générateur de responsabilité mais le lien de causalité qui posait difficultés. Deux questions se posaient : celle de la démonstration du rôle causal dans le dommage et celle du rattachement du fait dommageable au responsable. A propos de la charge de la preuve du rôle causal de la molécule DES dans la pathologie, la Cour de cassation a rappelé, dans le premier arrêt, que la charge de la preuve repose sur la victime. Son action a donc été rejetée, faute d'avoir pu démontrer que sa mère avait été exposée au DES pendant sa grossesse. En revanche, sur la démonstration du rattachement du fait dommageable au responsable, la Cour de cassation a posé une solution nouvelle. En l'espèce, deux laboratoires commercialisaient le DES à la date où la mère de la victime s'était fait prescrire cette molécule. Or, la victime, qui avait démontré que sa mère avait bien été exposée au DES, n'était pas parvenue à démontrer de quel laboratoire émanait le médicament incriminé. Afin de favoriser l'indemnisation de la victime, la Cour de cassation pose une nouvelle présomption de droit : dès lors que l'exposition de la victime, *in utero*, au DES n'est pas contestée, il appartient à chacun des laboratoires de démontrer que leur médicament n'est pas à l'origine du dommage. Cette preuve étant quasi-impossible, en pratique, la victime obtiendra systématiquement une condamnation *in solidum* des deux laboratoires.

## Causes d'exonération

### Faute de la victime

#### **Document n°17: Cass. Civ. 2<sup>e</sup>, 3 mars 2016 (pourvoi n°15-12.217), F-P+B, \*\***

---

Attendu, selon l'arrêt attaqué, que le 23 novembre 2010, M. X..., qui était descendu d'un train à la gare d'arrivée de son voyage et avait commencé à se diriger vers la sortie, a été blessé à la suite d'une chute intervenue alors qu'il tentait de remonter dans ce train qui avait redémarré pour récupérer un bagage oublié ; que M. X... a assigné la Société nationale des chemins de fer français (la SNCF) en responsabilité et en indemnisation de ses préjudices en présence de la caisse primaire d'assurance maladie de Pau ;  
Sur le moyen unique, pris en sa première branche :

Attendu que la SNCF fait grief à l'arrêt de la déclarer seule et entière responsable des conséquences dommageables de l'accident, alors, selon le moyen, que le gardien d'une chose ayant joué un rôle actif dans la réalisation du dommage est exonéré de sa responsabilité de plein droit lorsque le dommage résulte de la faute exclusive de la victime qui revêt les caractères de la force majeure ; que tel est le cas lorsque, postérieurement à l'exécution du contrat de transport, une personne est victime d'un accident en tentant, en infraction avec la réglementation ferroviaire, de monter, après le signal du départ, dans le train dont les portes sont fermées et qui a commencé à rouler vers sa prochaine destination ; qu'en l'espèce, la SNCF faisait valoir que M. X... avait commis une faute en tentant de remonter dans un train qui roulait vers sa prochaine destination, à une allure d'au moins 7 km/h et dont les portes étaient fermées ; qu'elle soulignait que cette tentative de monter dans un train en marche, pour récupérer des affaires oubliées, était à la fois irrésistible et imprévisible, rien ne permettant de supposer qu'une personne essaie de s'introduire dans un train alors même que plus personne n'était visible sur le quai et que le train s'était élancé une dizaine de secondes auparavant ; qu'elle en déduisait que la faute commise par M. X... était la cause exclusive du dommage et, revêtant les caractères de la force majeure, justifiait le rejet de ses prétentions indemnitaires ; que la cour d'appel a constaté que M. X... a « commis une faute en effectuant une manœuvre interdite et dangereuse » ; qu'elle a néanmoins jugé la SNCF « entièrement responsable de l'accident » après avoir relevé que « cette faute ne présente pas les caractères de la force majeure » et qu'elle n'était « pas imprévisible, la SNCF étant régulièrement confrontée à ce type de comportement », ni « irrésistible puisque des moyens peuvent permettre d'empêcher les passagers de remonter dans le train dans ces conditions, comme la présence d'agents sur le quai » ; qu'en se prononçant ainsi, tandis qu'il résultait de ses constatations que M. X... avait commis une faute qui était la cause exclusive de son dommage et revêtait les caractères de la force majeure, la cour d'appel a violé l'article 1384 alinéa 1er du code civil ;

Mais attendu qu'ayant d'abord retenu que M. X... en tentant de remonter dans le train alors que celui-ci se trouvait dans sa phase de démarrage et que les portes avaient été fermées à l'initiative du contrôleur a commis une faute en effectuant une manœuvre interdite et dangereuse, puis souverainement relevé que celle-ci n'était ni imprévisible, la SNCF étant régulièrement confrontée à ce type de comportement, ni irrésistible puisque des moyens peuvent permettre d'empêcher les passagers de remonter dans le train dans ces conditions, comme la présence d'agents sur le quai, ce qui n'était pas le cas le jour de l'accident, ou la mise en place de systèmes différents de fermeture des portes, la cour d'appel a pu déduire que la faute d'imprudence relevée à l'encontre de la victime ne présentait pas les caractères de la force majeure seule de nature à exonérer totalement la SNCF de sa responsabilité ;

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé ;

Mais sur le moyen unique, pris en sa seconde branche :

**Vu l'article 1384, alinéa 1er, du code civil ;**

**Attendu que le gardien d'une chose instrument du dommage est partiellement exonéré de sa responsabilité s'il prouve que la faute de la victime a contribué à son dommage ;**

**Attendu que pour déclarer la SNCF totalement responsable de l'accident, l'arrêt retient que M. X... a commis une faute en effectuant une manœuvre interdite et dangereuse mais que cette faute ne présente pas les caractères de la force majeure ; Qu'en statuant ainsi la cour d'appel, qui n'a pas tiré les conséquences légales qui s'évinçaient de ses propres constatations, a violé le texte susvisé ;**

PAR CES MOTIFS : CASSE ET ANNULE, mais seulement en ce qu'il a déclaré la SNCF seule et entièrement responsable...

**Commentaire :** la deuxième Chambre civile de la Cour de cassation confirme par cet arrêt sa jurisprudence s'agissant de l'influence de la faute de la victime sur la responsabilité du transporteur de personnes.

En l'espèce, un voyageur qui était descendu du train à la gare d'arrivée de son voyage, avait été grièvement blessé à la suite d'une chute intervenue alors qu'il tentait de remonter dans le train, qui avait redémarré, pour récupérer un bagage oublié. Il avait alors assigné la SNCF en réparation de ses préjudices sur le fondement de l'article 1384 alinéa 1 ancien (art. 1242 al. 1 nouv.) du Code civil (le contrat de transport ayant pris fin au moment où il était descendu sur le quai, la responsabilité ne pouvait être que de nature délictuelle). Les juges du fond avaient considéré que la faute commise par la victime n'étant ni irrésistible, ni imprévisible, elle ne présentait pas les caractères de la force majeure, et, en conséquence, que la SNCF était entièrement responsable de l'accident. Saisie d'un pourvoi formé par la SNCF, la deuxième Chambre civile casse partiellement l'arrêt d'appel.

Elle approuve tout d'abord les juges du fond d'avoir retenu que la faute de la victime ne présentait pas les caractères de la force majeure. Si le voyageur a bien commis une faute en effectuant une manœuvre interdite et dangereuse, elle n'était « *ni imprévisible, la SNCF étant régulièrement confrontée à ce type de comportement, ni irrésistible puisque des moyens peuvent permettre d'empêcher les passagers de remonter dans le train dans ces conditions, comme la présence d'agents sur le quai ou la mise en place de systèmes différents de fermeture des portes* ». Cette solution est classique et l'on sait que la jurisprudence se montre particulièrement sévère à l'égard de la SNCF pour qui, semble-t-il, rien n'est jamais ni irrésistible ni imprévisible (à ce jour, l'exonération totale de responsabilité du transporteur n'a été retenue qu'en présence d'une faute intentionnelle de la victime qui avait la volonté de produire le dommage – voir Ass. Plén. 14 avril 2006 s'agissant d'un suicide dans le métro).

En revanche, la deuxième Chambre civile censure l'arrêt d'appel s'agissant des conséquences de cette faute de la victime sur la responsabilité de la SNCF. Elle affirme en effet, dans un attendu de principe, que « *le gardien d'une chose instrument du dommage est partiellement exonéré de sa responsabilité s'il prouve que la faute de la victime a contribué à son dommage* ». Ainsi, pour la deuxième Chambre civile, soit la faute de la victime présente les caractères de la force majeure et elle exonère totalement le transporteur de sa responsabilité, soit elle ne les présente pas et elle conserve un effet partiellement exonératoire (voir déjà en ce sens : Cass. Civ. 2<sup>e</sup>, 22 octobre 2009, n°08-20.166).

On sait toutefois que la première Chambre civile avait pu décider, sur le fondement de l'article 1147 ancien (art. 1231-1 nouv.) du Code civil, que la faute de la victime n'emportait exonération du transporteur que si elle présentait les caractères de la force majeure. Dans le cas contraire, le transporteur de personnes était entièrement responsable (Cass. Civ. 1<sup>re</sup>, 13 mars 2008, n°05-12.551). Dans l'affaire qui nous intéresse, la Cour d'appel avait manifestement entendu étendre cette jurisprudence lorsque la responsabilité du transporteur est de nature délictuelle et c'est ce raisonnement que la deuxième Chambre civile censure.

On ignore toutefois quelle portée donner à ces jurisprudences divergentes. Faut-il considérer qu'il s'agit là d'une simple divergence entre les deux chambres qui se résoudra, le cas échéant, par la réunion d'une formation extraordinaire ? Ou, au contraire, que la Cour de cassation entend traiter différemment la faute de la victime selon que la responsabilité du transporteur de personnes est de nature contractuelle ou délictuelle ? La première interprétation semble préférable tant il est difficile de justifier une différence de traitement selon que la victime d'un préjudice corporel engage la responsabilité contractuelle ou délictuelle du transporteur.

On remarquera que l'avant-projet de réforme de la responsabilité civile, tel que présenté le 13 mars 2017, contredit la solution retenue par la première Chambre civile et remet partiellement en question celle de la deuxième Chambre civile. L'article 1254 prévoit en effet que la faute de la victime, que l'on soit en matière contractuelle ou délictuelle, est partiellement exonératoire lorsqu'elle a contribué à la réalisation du dommage. Il précise toutefois qu'en cas de dommage corporel, seule une faute lourde peut entraîner l'exonération partielle.

---

**Document n°18: Cass. Civ. 2<sup>e</sup>, 5 juillet 2018 (pourvoi n° 17-22.453), F-P+B, \***

---

Attendu, selon l'arrêt attaqué, que, par un jugement définitif rendu le 8 avril 2015, un tribunal correctionnel a notamment condamné deux personnes pour avoir, le 8 octobre 2013, commis en réunion des faits de violences volontaires à l'encontre de M. X... ayant entraîné une incapacité de travail supérieure à huit jours ; que, se prévalant de ce jugement, M. X... a saisi le président d'une commission d'indemnisation des victimes d'infractions d'une demande d'expertise médicale et de provision à valoir sur l'indemnisation de son préjudice corporel ;

Sur le moyen unique, pris en sa première branche :

**Vu l'article 706-3 du code de procédure pénale, ensemble les articles 706-6, R. 50-15 de ce code et 1351, devenu 1355, du code civil ;**

**Attendu que les décisions pénales ont au civil autorité absolue à l'égard de tous en ce qui concerne ce qui a été jugé quant à l'existence du fait incriminé et la culpabilité de celui auquel le fait est imputé ;**

Attendu que, pour juger non sérieusement contestable le droit à indemnisation de M. X..., l'arrêt énonce que le déroulement détaillé des faits est inconnu, l'enquête pénale n'ayant pas été versée au dossier, ni à l'initiative du président de la commission, ni à celle du fonds de garantie ; que ce dernier refuse la demande de provision et d'expertise en affirmant que la victime a participé à la rixe du 8 octobre 2013, sans viser précisément les éléments de l'enquête qui lui permettent de soutenir cette argumentation, et procède par des considérations générales telles que « la solidarité de la collectivité ne peut être mise à contribution que pour les victimes innocentes de la délinquance et non pour les personnes qui prennent part à des rixes, de manière délibérée et avec la conscience d'un risque d'altercation violente » ; qu'il résulte de l'application de l'article 9 du code civil qu'il appartient au Fonds qui refuse sa garantie de rapporter concrètement la preuve, au cas d'espèce, de l'existence de motifs justifiant d'exclure sa garantie, qu'il y a lieu de constater qu'il ne rapporte pas cette preuve ni en première instance, ni en cause d'appel ; que l'ordonnance dont il a été fait appel retient, en revanche, que M. X... a été victime de blessures particulièrement graves de la part de deux personnes qui ont été pénalement condamnées de ce chef ;

**Qu'en statuant ainsi, alors qu'il résultait de ses propres constatations que le jugement du tribunal correctionnel du 8 avril 2015 déclare également M. X... coupable de violences volontaires commises, à l'occasion de la rixe du 8 octobre 2013, sur ces deux personnes de sorte qu'elle devait tenir pour établie que la victime avait commis une faute en lien direct avec l'atteinte à son intégrité physique susceptible de rendre sérieusement contestable son droit à indemnisation, la cour d'appel a violé les textes susvisés ;**

Et sur le moyen unique, pris en sa cinquième branche :

Vu les articles 706-3, 706-6 du code de procédure pénale, ensemble l'article R. 50-15 de ce code ;

Attendu que ces textes instituent en faveur des victimes d'infractions un mode de réparation répondant à des règles qui lui sont propres ;

Attendu que, pour juger non sérieusement contestable le droit à indemnisation de M. X..., l'arrêt énonce également que le jugement du 8 avril 2015 du tribunal correctionnel précise, tant dans ses motifs que dans son dispositif, que les deux personnes condamnées pour les violences commises sur M. X... sont entièrement responsables du préjudice subi par ce dernier, sans aucun partage de responsabilité ;

Qu'en statuant ainsi, en s'estimant liée par la décision qui a statué sur l'action civile de M. X..., la cour d'appel a méconnu l'étendue de ses pouvoirs et, partant, violé les textes susvisés ;

PAR CES MOTIFS, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur les deuxième, troisième et quatrième branches du moyen :  
CASSE ET ANNULE,

**Commentaire :** par cet arrêt, la Cour de cassation vient rappeler que les décisions pénales ont au civil autorité absolue à l'égard de tous en ce qui concerne ce qui a été jugé quant à l'existence du fait incriminé et la culpabilité de celui auquel le fait est imputé. En l'occurrence, la victime avait été blessée au cours d'une rixe à laquelle elle avait participé et avait été condamnée pénalement pour des faits de violences volontaires commis à cette occasion. La Cour d'appel accueille sa demande d'indemnisation et considère qu'il n'est pas établi que la victime aurait commis une faute en lien direct avec l'atteinte à son intégrité physique. Censure de la Cour de cassation : dès lors que la victime a été condamnée pénalement pour une faute en lien direct avec son dommage, sa faute doit être tenue pour établie par les juges au civil.

[Fait du tiers et force majeure](#)

**Document n°19: Cass. Civ. 2<sup>e</sup>, 8 février 2018 (pourvoi n° 17-10.516), FS-P+B+I, \***

---

Sur le moyen unique :

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Paris, 18 décembre 2015), qu'alors qu'il se trouvait, [...], sur un quai de RER, X... A... a été, au moment où un train entrant en gare, soudainement ceinturé et entraîné sur les voies par un tiers ; que, chutant sur les rails, les deux hommes ont été immédiatement percutés par le train et sont décédés ; qu'ayant indemnisé les ayants droit de X... A..., le Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions (le FGTI) a agi en remboursement des sommes versées contre la Société nationale des chemins de fer français, devenue SNCF mobilités (la SNCF) ;

Attendu que le FGTI fait grief à l'arrêt de déclarer son action non fondée, alors, selon le moyen :

1°/ que la SNCF, gardienne du train entré en contact avec la victime, ne peut s'exonérer de sa responsabilité qu'en rapportant la preuve du caractère imprévisible et irrésistible de ce heurt ; qu'il résulte des propres constatations de l'arrêt que l'installation de façades sur les quais aurait permis d'éviter le drame ; qu'en jugeant néanmoins que la SNCF s'exonérait de toute responsabilité, la

cour d'appel n'a pas tiré les conséquences légales de ses propres constatations et a violé l'article 1384, alinéa 1, du code civil, dans sa version applicable en la cause, ensemble l'article 706-11 du code de procédure pénale ;

2°/ qu'en toute hypothèse, il incombait à la SNCF qui invoquait l'impossibilité technique de l'installation de façades sur les quais, pour soutenir que l'acte d' Z... B... était irrésistible et échapper à son obligation de prendre en charge les conséquences dommageables de l'accident survenu le [...], d'en rapporter la preuve ; qu'en faisant peser sur le FGTI la charge de la preuve de la faisabilité technique de l'installation de façades, la cour d'appel a inversé la charge de la preuve et a violé l'article 1315 du code civil, dans sa version applicable en la cause ;

**Mais attendu qu'ayant relevé, par motifs propres et adoptés, que l'agresseur de X... A... souffrait de schizophrénie et entendait des voix, qu'aucune altercation n'avait opposé les deux hommes qui ne se connaissaient pas, qu'un laps de temps très court s'était écoulé entre le début de l'agression et la collision avec le train, que l'enquête pénale avait conclu à un homicide volontaire et à un suicide et qu'aucune mesure de surveillance ni aucune installation n'aurait permis de prévenir ou d'empêcher une telle agression, sauf à installer des façades de quai dans toutes les stations ce qui, compte tenu de l'ampleur des travaux et du fait que la SNCF n'était pas propriétaire des quais, ne pouvait être exigé de celle-ci à ce jour, la cour d'appel, sans inverser la charge de la preuve, a pu décider que le fait du tiers avait présenté pour cette dernière un caractère irrésistible et imprévisible pour en déduire, à bon droit, l'existence d'un cas de force majeure ;**

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé ;

PAR CES MOTIFS : REJETTE le pourvoi ;

**Commentaire** : en l'espèce, un homme qui se trouvait sur un quai de RER avait été, au moment où un train entrainait en gare, soudainement ceinturé et entraîné sur les voies par un tiers. Les deux hommes immédiatement percutés par le train, décédèrent. Les ayants droit de la victime avaient été indemnisés par le Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions qui entendait, de son côté, se retourner contre la SNCF. Le Fonds d'indemnisation faisait valoir qu'en tant que gardien du train ayant percuté la victime, la SNCF était responsable sur le fondement de l'article 1384 alinéa 1 ancien (art. 1242 al. 1 nouv.). La Cour d'appel rejette sa demande en considérant que l'intervention du tiers, imprévisible et irrésistible pour la SNCF, constituait un cas de force majeure qui exonérait la SNCF de sa responsabilité. Le Fonds ayant formé un pourvoi, la Cour de cassation le rejette. Sur l'imprévisibilité de l'événement, elle approuve la Cour d'appel d'avoir relevé que l'agresseur souffrait de schizophrénie, qu'aucune altération n'avait opposé les deux hommes qui ne se connaissaient pas et qu'un laps de temps très court s'était écoulé entre le début de l'agression et la collision avec le train. Quant au caractère irrésistible de l'événement, la Cour de cassation approuve là encore la Cour d'appel d'avoir relevé qu'aucune mesure de surveillance ni aucune installation n'aurait permis de prévenir ou d'empêcher une telle agression, sauf à installer des façades de quai dans toutes les stations ce qui, compte tenu de l'ampleur des travaux et du fait que la SNCF n'était pas propriétaire des quais, ne pouvait être exigé de sa part.

## **La réparation**

### Principe de la réparation intégrale

**Document n°20: Cass. Civ. 2<sup>e</sup>, 18 mai 2017 (pourvoi n° 16-15.912), F-P+B, \***

---

Sur le second moyen :

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Douai, 11 février 2016), que le 24 janvier 2000, M. X... a été victime d'un accident de la circulation alors qu'il était passager d'un véhicule conduit par Fabio Y..., qui est décédé dans la collision ; qu'un protocole d'indemnisation a été conclu, exception faite des postes du logement, de l'aménagement du véhicule automobile, des aides techniques et des frais de soins non remboursés et restant mensuellement à charge ; que par arrêt du 2 décembre 2004, le contrat d'assurance afférent au véhicule impliqué dans l'accident a été annulé ; que M. X... a assigné en indemnisation de ses préjudices le Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages (le FGAO), en présence de la caisse primaire d'assurance maladie de Lille ; qu'il a ensuite assigné en intervention forcée Mme Z... et M. Y..., en qualité d'héritiers de Fabio Y... ; que Mme Y..., soeur de Fabio Y..., et la mutuelle SMH ont été appelées en intervention forcée en cause d'appel ;

Attendu que Mmes Z... et Y... font grief à l'arrêt de condamner in solidum les héritiers du responsable du dommage à payer à la victime la somme de 314 636,52 euros, au titre de l'acquisition du terrain, de la construction et de l'aménagement d'un logement adapté, alors, selon le moyen, qu'en présence d'un dommage corporel, le poste de préjudice indemnisant les frais de logement adapté couvre le surcoût financier d'acquisition d'un logement mieux adapté au handicap, ainsi que les frais d'aménagement de celui-ci ; qu'en condamnant in solidum les héritiers du responsable du dommage à indemniser la victime de la totalité des frais d'acquisition du terrain, de construction de la maison et d'adaptation de celle-ci au handicap, pour une somme totale de 314 636,52 euros, la cour d'appel a violé l'article 1382 du code civil et le principe de la réparation intégrale du préjudice sans perte ni profit pour la victime ;

**Mais attendu qu'ayant relevé que M. X..., qui était âgé de 26 ans au jour de l'accident, résidait au domicile de ses parents, lequel est devenu inadapté aux besoins de son handicap, que l'importance de ce handicap et l'usage permanent d'un fauteuil roulant**



justifient, selon le rapport d'expertise, des aménagements du logement suffisamment lourds pour qu'ils soient incompatibles avec le caractère provisoire d'une location, que le changement de lieu de vie n'est donc pas un choix purement personnel mais a été provoqué par les séquelles de l'accident, qu'il n'est d'ailleurs pas démontré que le coût financier de l'acquisition d'un immeuble déjà construit et de ses travaux d'adaptation soit inférieur à l'option prise par la victime de faire construire en tenant compte des contraintes matérielles de son handicap, que les frais que M. X... a dû engager pour acquérir un terrain et faire construire un logement adapté à son handicap sont directement imputables aux séquelles provoquées par l'accident, la cour d'appel en a exactement déduit que la victime devait être indemnisée des frais d'acquisition d'un logement adapté ;

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé ;

Et attendu qu'il n'y a pas lieu de statuer par une décision spécialement motivée sur le premier moyen annexé qui n'est manifestement pas de nature à entraîner la cassation ;

PAR CES MOTIFS : REJETTE le pourvoi ;

**Commentaire :** Le principe de la réparation intégrale du préjudice suppose, d'une part, que la réparation ne doit pas être inférieure au préjudice subi et, d'autre part, que cette réparation ne peut excéder le montant du préjudice. En l'espèce, un jeune homme avait été victime d'un accident de la circulation, le laissant handicapé. Il ne pouvait désormais plus se déplacer qu'avec un fauteuil roulant, ce qui nécessitait une adaptation de son logement. Les héritiers du conducteur responsable de l'accident sont condamnés *in solidum* à payer à la victime une certaine somme au titre de l'acquisition d'un terrain, de la construction et de l'aménagement d'un logement adapté et forment un pourvoi en cassation contre cette décision. Ils considèrent qu'ils n'auraient pas dû être condamnés à indemniser la victime de la totalité des frais d'acquisition du terrain, de construction de la maison et de son adaptation au handicap. La nomenclature Dintilhac prend, en effet, en compte ce préjudice en le définissant comme les dépenses concernant les frais que doit déboursier la victime directe à la suite du dommage pour adapter son logement à son handicap et bénéficier ainsi d'un habitat en adéquation avec ce handicap. Il est précisé que ce poste de préjudice inclut non seulement l'aménagement du domicile préexistant, mais éventuellement celui découlant de l'acquisition d'un domicile mieux adapté prenant en compte le surcoût financier engendré par cette acquisition. Autrement dit, pour les demandeurs au pourvoi, si l'on applique strictement le rapport Dintilhac, ils ne pouvaient être condamnés qu'à indemniser les dépenses liées à l'aménagement du domicile préexistant ou à l'acquisition d'un domicile mieux adapté. En revanche, l'indemnisation ne pouvait porter sur l'achat d'un terrain, la construction d'une maison et son adaptation au handicap de la victime.

La Cour de cassation rejette le pourvoi. Elle considère que le domicile des parents, dans lequel vivait la victime, était inadapté aux besoins de son handicap et que l'importance de ce handicap et l'usage permanent d'un fauteuil roulant justifiait des aménagements du logement suffisamment lourds pour qu'ils soient incompatibles avec le caractère provisoire d'une location. Ainsi, le changement de lieu de vie n'était pas un choix purement personnel de la victime mais avait été provoqué par les séquelles de l'accident. En outre, la Cour de cassation fait valoir qu'il n'était pas démontré que le coût financier de l'acquisition d'un immeuble déjà construit et de ses travaux d'adaptation eut été inférieur à l'option prise par la victime de faire construire en tenant compte des contraintes matérielles de son handicap.

La solution est particulièrement favorable à la victime en ce qu'elle lui laisse, en principe, le choix des modalités de la réparation. (cette solution n'est au demeurant pas nouvelle, la Cour de cassation ayant déjà statué en ce sens – voir, par ex. : Cass. Civ. 2<sup>e</sup>, 5 février 2015). Reste qu'en précisant qu'il n'était pas démontré que le coût de l'achat du terrain et de la construction était supérieur au coût de l'acquisition d'un logement adapté, la Cour de cassation semble ouvrir la possibilité de s'opposer à une telle indemnisation lorsque cette preuve est établie.

---

**Document n°21: Cass. Civ. 1<sup>re</sup>, 21 novembre 2018 (pourvoi n° 17-26.766), inédit, \***

---

Attendu, selon l'arrêt attaqué, que M. X..., qui avait été exclu de l'association L'Harmonie municipale de [...] (l'association), a demandé l'annulation de cette sanction et la condamnation de cette dernière et de sa présidente, Mme Y..., à lui payer des dommages-intérêts ;

Sur le premier moyen pris en ses première, deuxième et quatrième branches, et sur les deuxième et troisième moyens, ci-après annexés :

Attendu que ces griefs ne sont manifestement pas de nature à entraîner la cassation ;

Mais sur le premier moyen, pris en sa troisième branche :

**Vu l'article 1382, devenu 1240 du code civil, ensemble le principe de réparation intégrale du préjudice ;**

Attendu que l'arrêt retient que le seul préjudice résultant de son exclusion, qui a privé M. X..., de façon irrégulière, pendant plusieurs mois, de toute participation aux diverses manifestations musicales et conviviales de l'association, doit être reconnu, mais que la réparation ne peut être que symbolique ;

**Qu'en statuant ainsi, alors que le préjudice doit être réparé dans son intégralité et non pour le principe, la cour d'appel a violé le texte et le principe susvisés ;**

PAR CES MOTIFS : CASSE ET ANNULE, mais seulement en ce qu'il limite à 1 euro...

**Commentaire :** dans cet arrêt, la Cour de cassation exclut la possibilité de fixer le montant des dommages et intérêts dus à un montant symbolique. En effet, en vertu du principe de réparation intégrale, le quantum de la réparation doit correspondre à l'intégralité du préjudice subi et non à une condamnation de principe.

#### Obligation de minimiser son dommage

**Document n°22: Cass. Civ. 2<sup>e</sup>, 25 octobre 2012 (pourvoi n° 11-25.511), F-D, inédit, \***

---

Attendu, selon l'arrêt attaqué, que Mme Nathalie X..., épouse Y..., a été blessée dans un accident de la circulation survenu le 22 octobre 2000 impliquant un véhicule appartenant au ministère de la défense, conduit par M. Z..., alors qu'elle était passagère du véhicule conduit par son époux, M. Jean-Roger Y..., assuré auprès de la société Assurances du crédit mutuel (l'assureur) ; qu'à la suite de deux rapports déposés par deux experts successifs désignés en référé, Mme Y..., en son nom personnel et en qualité d'administratrice légale des biens de son fils mineur Raphaël Y..., et Mme Ginette A..., épouse X..., ont assigné en indemnisation l'agent judiciaire du Trésor, M. Jean-Roger Y... et l'assureur, en présence de la caisse primaire d'assurance maladie du Vaucluse (la caisse) et de la Caisse de prévoyance des agents de la sécurité sociale et assimilés (la CAPSSA) ;

Sur la recevabilité des moyens du pourvoi en tant qu'il a été formé par Mme Ginette X... et par Mme Y..., agissant en qualité d'administratrice légale de son fils mineur, contestée par la défense :

Attendu que le mémoire ampliatif déposé par Mme Y..., en qualité d'administratrice légale de son fils mineur Raphaël, et Mme X... ne contient de griefs que contre les dispositions de l'arrêt du 1er mars 2010 ayant liquidé le préjudice de Mme Y... ; que Mme Y..., en qualité d'administratrice légale de son fils mineur Raphaël et Mme X... ne sont donc pas recevables à critiquer les dispositions de cette décision rejetant les prétentions d'une autre partie ;

D'où il suit que les moyens ne sont pas recevables ;

Sur les moyens du pourvoi formé par Mme Y..., agissant en son nom personnel : Attendu que le second moyen n'est pas de nature à permettre l'admission du pourvoi ;

Mais sur le premier moyen, pris en sa seconde branche :

**Vu l'article 3 de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985, ensemble le principe de la réparation intégrale ;**

**Attendu que l'auteur d'un accident doit en réparer toutes les conséquences dommageables ; que la victime n'est pas tenue de limiter son préjudice dans l'intérêt du responsable ;**

Attendu que pour limiter à une certaine somme l'indemnisation du besoin d'une tierce personne de Mme Y..., l'arrêt retient que la victime est mal fondée à justifier la nécessité d'une tierce personne la nuit, et non également durant la totalité de la journée, par la situation de la chambre à l'étage, elle a besoin d'être aidée pour monter ou descendre les escaliers, ce qui l'empêche de se sortir seule d'une situation de danger la nuit ; qu'en effet, les difficultés liées à la localisation de la chambre à l'étage s'agissant d'une victime qui demeure dans le Var dans une maison à étage, isolée en campagne, peuvent être résolues par des solutions plus simples, moins contraignantes et plus économiques que la présence d'une tierce personne douze heures par nuit, parmi lesquelles l'aménagement d'une chambre au rez-de-chaussée, l'agrandissement de la maison, voire un déménagement que les époux ont d'ailleurs effectué puisqu'il ressort de la procédure qu'ils étaient successivement domiciliés dans le département du Var pendant la procédure de première instance, dans celui de la Manche pendant la procédure d'appel et qu'interpellé à l'audience quant à leur domicile actuel, le conseil de la victime a indiqué qu'ils vivaient à nouveau dans leur maison du Var ;

**Qu'en statuant ainsi, la cour d'appel a violé le texte et le principe susvisés ;**

PAR CES MOTIFS, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur la première branche du premier moyen du pourvoi formé par Mme Y... en son nom personnel : DIT n'y avoir lieu de mettre hors de cause la caisse primaire d'assurance maladie des Hautes-Alpes et du Vaucluse ; REJETTE le pourvoi de Mme Y..., agissant en qualité d'administratrice légale de son fils mineur Raphaël, et de Mme X... ; CASSE ET ANNULE

**Commentaire :** sous une influence anglo-saxonne essentiellement (mitigation of damage), se pose la question de savoir si la victime d'un dommage pourrait être contrainte de minimiser celui-ci, c'est-à-dire de prendre toutes les initiatives pertinentes qui conduiraient à en réduire l'importance. C'est une réponse fermement négative que fournit la Cour de cassation que la décision rapportée vient à nouveau confirmer (voir déjà en ce sens : Civ. 2<sup>e</sup>, 19 juin 2003 ; Civ. 2<sup>e</sup>, 24 novembre 2011 ; Civ. 2<sup>e</sup>, 29 mars 2012). La formule est toutefois trop générale pour emporter vraiment la conviction. On conçoit en effet qu'on ne puisse pas demander à la victime de s'exposer à des traitements particulièrement dangereux ; on conçoit moins que le débiteur de l'indemnisation ait à porter le poids de caprices ou d'erreurs de la victime. L'attendu de la Cour de cassation semble donc beaucoup trop radical dans un domaine où une certaine liberté d'appréciation pourrait être laissée aux juges du fond.

On relèvera que l'avant-projet de réforme de la responsabilité civile, présenté le 13 mars 2017, entend introduire l'obligation pour la victime de prendre les mesures « sûres et raisonnables propres à éviter l'aggravation de son préjudice », en la limitant toutefois aux dommages matériels.



Attendu, selon l'arrêt attaqué (Poitiers, 14 octobre 2011), que Mme Y... a confié à M. Z..., artisan plombier, des travaux de raccordement d'une maison au tout-à-l'égout ; que M. Z... l'a mise en relation avec M. A..., artisan maçon, afin de réaliser les travaux de terrassement de la tranchée ; que ces travaux ont provoqué des fissurations et la désolidarisation d'un pan de mur du rez-de-chaussée et du premier étage ; qu'après une première expertise judiciaire, Mme Y... a assigné MM. Z... et A... en réparation de ses préjudices ; qu'un voisin, M. X..., est intervenu volontairement à l'instance en raison de désordres affectant son immeuble ; que les étais mis en place pour protéger la maison de Mme Y... ayant été volés, il s'en est suivi une aggravation du dommage et l'expert, à nouveau désigné pour évaluer la réparation de l'entier dommage, a conclu à la nécessité d'une démolition suivie d'une reconstruction ;

Sur le premier moyen du pourvoi principal et le moyen unique du pourvoi incident, réunis, ci-après annexé :

(...)

Mais sur le deuxième moyen du pourvoi principal :

**Vu l'article 1147 du code civil ;**

Attendu que pour limiter à la somme de 102 309, 33 euros la réparation due par M. A... au titre du préjudice matériel, l'arrêt retient que, dans son premier rapport, l'expert avait constaté que l'étalement mis en place par M. A... était correctement monté et remplissait sa fonction de consolidation du plancher supérieur et du pignon côté droit, que la reprise des désordres était encore possible et qu'après le vol des étais seule était praticable une démolition suivie d'une reconstruction, que M. A... n'était pas chargé du gardiennage de l'immeuble et qu'il appartenait à Mme Y..., qui avait reçu une provision de l'assureur de l'entrepreneur, de décider de toute mesure conservatoire utile de nature à éviter l'aggravation du dommage provoqué par la disparition des étais et l'abandon de l'immeuble pendant plusieurs mois de sorte que M. A... ne pouvait pas être tenu pour responsable de l'aggravation du dommage ;

**Qu'en statuant ainsi, alors que l'auteur d'un dommage doit en réparer toutes les conséquences et que la victime n'est pas tenue de limiter son préjudice dans l'intérêt du responsable, la cour d'appel a violé le texte susvisé ;**

PAR CES MOTIFS : CASSE ET ANNULE, mais seulement en ce qu'il condamne...

**Commentaire :** au-delà de la question de savoir si l'obligation de minimiser le dommage devrait ou non s'entendre différemment selon que l'on se place dans le cadre de la responsabilité délictuelle ou bien contractuelle comme en l'espèce (l'arrêt est rendu au visa de l'article 1147 ancien (art. 1231-1 nouv.) du Code civil en raison du contrat d'entreprise liant l'auteur du dommage et la victime), cet arrêt illustre une fois de plus le refus de la jurisprudence française de consacrer une telle obligation et ce, que le dommage en question soit corporel ou matériel. Cela dit, l'intérêt de cet arrêt non publié, tient peut-être dans le fait qu'il permet de poser la question de la distinction, quelque peu subtile il est vrai, entre l'obligation de minimiser le dommage et celle de ne pas l'aggraver. À en croire l'expert, la propriétaire de la maison aurait pu éviter l'aggravation du dommage, à la suite du vol des étais, en prenant des mesures conservatoires. Or, on peut penser qu'il n'aurait pas été illégitime que la victime joue un tel rôle, qui consiste au fond, non pas à réparer elle-même une partie de son propre dommage, mais simplement à le cantonner à ce qu'il est déjà. Au fond, il y a peut-être une sorte d'équilibre à trouver. Parce qu'il n'y a pas de raison d'accorder de faveur à l'auteur du dommage, la victime n'est pas tenue de minimiser son dommage. En revanche, parce qu'il n'y a pas de raison non plus d'accabler l'auteur du dommage, et dans le prolongement du devoir de loyauté censé présider à l'exécution du contrat par les parties, la victime pourrait être tenue de ne pas laisser le dommage s'aggraver. Finalement, il ne s'agirait là que d'une lecture du principe de la réparation intégrale envisagé du côté de l'auteur du dommage : celui-ci doit réparer le dommage, tout le dommage, mais rien que le dommage dont il est l'auteur. Ce qui, le plus souvent, déplacerait ainsi le débat sur le terrain de la causalité, comme en l'espèce. Parce qu'après tout, l'aggravation du dommage subie par la propriétaire de la maison était-elle directement en lien avec l'intervention de l'entrepreneur dès lors que c'est le vol des étais qui a conduit à la démolition reconstruction de la maison ? Par où l'on vérifie, comme souvent, que toutes ces questions sont intimement liées.

En outre, on signalera à ce sujet qu'un arrêt de la première Chambre civile du 2 octobre 2013, lui aussi inédit, semble d'ailleurs avoir fait application au détriment de la victime de ce qui ressemblerait à une obligation de ne pas laisser s'aggraver le dommage. En l'espèce, la victime avait assigné un chauffagiste, à la suite d'un dysfonctionnement d'une chaudière, en considérant notamment que l'absence de chauffage avait contribué à rendre l'immeuble impropre à la location pendant deux ans. Constatant qu'elle n'avait pas procédé à une opération de rinçage initial fortement recommandée, la Cour de cassation a considéré que son « inertie » avait « accru son préjudice ». Le rapprochement des deux arrêts est donc intéressant, car il montre toute la difficulté de distinguer l'obligation de minimiser le dommage de celle de ne pas le laisser s'aggraver et ce, surtout, en présence d'actes négatifs...

Sur le moyen unique, pris en ses deux branches :

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Pau, 7 février 2013), qu'après que la SCI Les Gones ayant son siège social à Pau, eut, par acte notarié en date du 30 octobre 2006, acquis en l'état futur d'achèvement un logement dépendant d'une résidence à construire à la Réunion, investissement présenté comme entrant dans les prévisions de l'article 199 undecies A du code général des impôts au titre de

certain investissements réalisés outre-mer par les personnes physiques, ses associés et cogérants, M. et Mme X..., qui avaient imputé sur leurs revenus personnels des années 2006 et 2007 la réduction d'impôt prévue par ce texte, se sont vus notifier par l'administration fiscale une proposition de rectification motivée par l'absence de transparence fiscale de la SCI ; qu'informés, par l'administration, de la faculté d'opter pour d'autres systèmes de défiscalisation, tels que la déduction au titre de l'amortissement prévue en matière de calcul des revenus fonciers par l'article 31, h du même code, ils ont réglé les rappels d'impôts sur le revenu puis assigné en responsabilité, pour manquement à leur devoir de conseil, outre les promoteurs-vendeurs, les deux sociétés de notaires qui avaient prêté leur concours à la vente, l'une, la SCP Jacques Entz, Jean-Paul Mattéi, Pierre Calaudi et Sylvie Mendribil, titulaire d'un office à Pau, en recommandant cet investissement et en établissant la procuration notariée en vertu de laquelle l'acte notarié de vente avait pu être conclu à la Réunion, l'autre, la SCP Bellanger, Locate, Virapoulle- Ramassany et Hoareau, titulaire d'un office à la Réunion, en instrumentant cet acte de vente ; qu'ils ont également recherché la garantie de la société MMA, assureur de la responsabilité professionnelle de l'office palois ;

Attendu que les deux sociétés civiles professionnelles de notaires et l'assureur font grief à l'arrêt de les condamner in solidum à payer à M. et Mme X... la somme de 54 440 euros de dommages-intérêts, alors, selon le moyen :

1°/ que commet une faute de nature à supprimer ou à réduire son droit à réparation la victime qui n'adopte pas les mesures raisonnables de nature à prévenir la réalisation de son dommage ; qu'en jugeant qu'il ne pouvait être fait grief à M. et Mme X... de ne pas avoir accepté de changer de régime de défiscalisation, cependant qu'en refusant l'application du dispositif proposé par l'administration fiscale, qui aurait permis de prévenir ne serait-ce qu'en partie la réalisation du préjudice lié à la perte du bénéfice fiscal de faveur dont ils demandaient l'application, M. et Mme X... avaient commis une faute de nature à exonérer le notaire de sa responsabilité, la cour d'appel a violé l'article 1382 du code civil ;

2°/ que le contribuable qui acquiert un logement neuf ou en l'état futur d'achèvement bénéficie, au titre du dispositif de défiscalisation Robien recentré, d'une réduction d'impôt s'il s'engage à louer le bien pendant une durée d'au moins neuf ans en respectant les conditions de montant des loyers fixées par décret ; qu'en se bornant à relever, pour juger qu'il ne pouvait être fait grief à M. et Mme X... de ne pas avoir opté pour le régime de défiscalisation Robien recentré, que ce dispositif supposait que l'investissement soit donné en location nue à titre d'habitation principale pour une durée de neuf ans, sans établir, cependant qu'elle avait elle-même constaté qu'un bail avait été conclu de 2007 à 2017, que M. et Mme X... n'auraient pu, par ailleurs, bénéficier de ce dispositif, la cour d'appel a privé sa décision de base légale au regard de l'article 1382 du code civil, ensemble l'article 31, h) du code général des impôts ;

**Mais attendu qu'en vertu de l'article 1382 du code civil, l'auteur d'un dommage doit en réparer toutes les conséquences et que la victime n'est pas tenue de limiter son préjudice dans l'intérêt du responsable ; que, dès lors, c'est par une exacte application de ce texte que la cour d'appel a retenu que les notaires, ayant manqué à leur devoir d'information et de conseil en n'alertant pas M. et Mme X... sur l'absence de transparence fiscale de la SCI par le biais de laquelle ils projetaient de réaliser leur acquisition, ne pouvaient valablement reprocher à ces derniers de ne pas avoir, après la rectification ayant résulté de cette défaillance, accepté, pour réduire le préjudice financier qui en découlait pour eux, d'opter pour un autre dispositif de défiscalisation que celui qu'ils avaient choisi, les conditions d'une déduction au titre de l'amortissement prévues à l'article 31, h) du code général des impôts eussent-elles été remplies, justifiant ainsi légalement sa décision d'indemniser intégralement la perte des réductions d'impôt sur le revenu dont les acquéreurs auraient pu bénéficier en application de l'article 199 undecies A du même code, aux dispositions duquel l'investissement réalisé avait été présenté comme éligible ;**

PAR CES MOTIFS : REJETTE le pourvoi ;

**Commentaire :** des époux avaient constitué une société civile immobilière (SCI) dans le but d'acquérir un logement outre-mer bénéficiant de la réduction d'impôt sur le revenu du dispositif "Girardin". Après avoir imputé sur leurs revenus la réduction d'impôt prévue par la loi, ils se sont vus notifier, par l'administration fiscale, une proposition de rectification motivée par l'absence de transparence fiscale de la SCI. A l'occasion de ce redressement, l'administration fiscale a également proposé aux époux d'opter pour un autre système de défiscalisation. Les époux ont refusé d'adopter le système proposé et se sont retournés principalement contre les notaires, qui avaient prêté leur concours à la vente, pour manquement à leur devoir de conseil.

La cour d'appel de Pau a retenu la responsabilité délictuelle des notaires sur le fondement de l'article 1382 ancien (art. 1240 nouv.) du Code civil et les a condamnés à réparer le préjudice estimé à l'intégralité des réductions d'impôts auxquelles les époux croyaient pouvoir prétendre. Les notaires ont alors formé un pourvoi en soutenant que les époux - en refusant le dispositif de défiscalisation proposé par l'administration - avait commis une faute consistant à ne pas avoir réduit le préjudice et que cette faute entraînait une exonération, au moins partielle, de leur responsabilité. La Cour de cassation rejette le pourvoi au motif *"l'auteur d'un dommage doit en réparer toutes les conséquences et que la victime n'est pas tenue de limiter son préjudice dans l'intérêt du responsable"*.

Deux remarques sur cet arrêt.

Tout d'abord, la Cour de cassation maintient sa jurisprudence sur l'absence d'obligation pour la victime de minimiser son dommage alors même que le préjudice était, en l'espèce, purement matériel et que l'on se trouvait donc dans une hypothèse où une partie de la doctrine - voire les projets de réforme de la responsabilité civile - juge souhaitable d'admettre une telle obligation à la charge de la victime.

Ensuite, et de manière plus accessoire, l'arrêt est une illustration - assez rare pour être signalé - de réparation intégrale du dommage subi en cas de manquement du notaire à son devoir de conseil. Habituellement, dans ce domaine, la réparation du dommage est cantonnée à la réparation de la perte de chance car, la plupart du temps, on est rarement certain du choix qu'aurait fait la victime si elle avait été correctement informée. En l'espèce, il y avait au contraire la certitude que les victimes dument informées, aurait pris la décision leur permettant d'éviter le préjudice dès lors qu'il était démontré que les victimes

auraient pu bénéficier de la même réduction fiscale sur leur impôt sur le revenu s'ils avaient réalisé cet investissement à titre personnel et non - comme l'avait recommandé les notaires - par le biais d'une SCI non transparent.

**Document n°25: Cass. Crim., 27 septembre 2016 (pourvoi n°15-83.309), FS-P+B, \***

---

Vu les mémoires produits en demande et en défense ;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué, du jugement qu'il confirme et des pièces de procédure que le 27 juillet 2007, Riadh Z... et son épouse Mme X... ont été victimes d'un accident de la circulation occasionné par M. Y... ; que Riadh Z... est décédé après un temps de coma ; que, statuant sur intérêts civils pour liquider le préjudice personnel de Mme X..., les juges du premier degré ont notamment écarté une expertise amiable produite par la victime, en ont utilisé une autre à titre de simple renseignement, ont débouté Mme X... de sa demande de perte de gains professionnels actuels et de sa demande d'indemnisation de dépenses de santé futures, l'ont déboutée de même de sa demande d'indemnisation des souffrances subies par le défunt pendant la période de coma, et ont prononcé sur le doublement de l'intérêt légal affectant l'assureur dont l'offre a été tardive ou dérisoire ; que Mme X... a relevé appel de cette décision ;

En cet état :

(...)

**Vu les articles 16-3 et 1382 du code civil ;**

**Attendu que le refus d'une personne, victime du préjudice résultant d'un accident dont un conducteur a été reconnu responsable, de se soumettre à des traitements médicaux, qui ne peuvent être pratiqués sans son consentement, ne peut entraîner la perte ou la diminution de son droit à indemnisation de l'intégralité des préjudices résultant de l'infraction ;**

Attendu que, pour limiter la réparation du préjudice universitaire de Mme Z... causé par la mort accidentelle de son mari, l'arrêt, par motifs propres et adoptés, relève qu'en ayant délibérément interrompu les traitements antidépresseurs et thérapeutiques qui lui étaient préconisés par les experts et en poursuivant une autoprescription médicamenteuse, la blessée a participé à la dégradation de son état psychologique, ruinant toute possibilité de restaurer la poursuite de ses études engagées avant l'accident ;

**Mais attendu qu'en statuant ainsi, la cour d'appel a méconnu le sens et la portée des textes susvisés et le principe ci-dessus rappelé ;**

D'où il suit que la cassation est, à nouveau, encourue ;

Par ces motifs : CASSE et ANNULE l'arrêt susvisé de la cour d'appel de Dijon, en date du 16 avril 2015, mais en ses seules dispositions...

**Commentaire :** en l'espèce, la passagère d'un véhicule, gravement blessée lors d'un accident de la circulation dans lequel son époux était décédé, entendait notamment obtenir réparation de son préjudice universitaire. Le préjudice universitaire est un préjudice patrimonial et permanent recensé dans la nomenclature Dintilhac qui consiste en « *la perte d'une ou de plusieurs années d'études à l'origine d'un simple retard dans la formation, d'un changement d'orientation, voire d'une renonciation à toute formation* ». Si l'existence de ce préjudice ne faisait pas débat en l'espèce, la question se posait du *quantum* de la réparation. La Cour d'appel avait en effet relevé que la victime avait délibérément interrompu les traitements antidépresseurs et thérapeutiques qui lui étaient préconisés par les experts et avait poursuivi une autoprescription médicamenteuse, de sorte qu'elle avait participé à la dégradation de son état psychologique, ruinant toute possibilité de restaurer la poursuite de ses études engagées avant l'accident. La Cour d'appel faisait ainsi peser sur la victime une faute susceptible de réduire son droit à indemnisation. La Cour de cassation censure la Cour d'appel sur ce point au visa non seulement de l'article 1382 ancien (art. 1240 nouv.) du Code civil, qui fonde le principe de la réparation intégrale, mais également de l'article 16-3 du même Code qui protège l'intégrité du corps humain et la libre disposition de son corps par le patient. Ainsi, une victime ne peut voir son droit à indemnisation limité au motif qu'elle n'aurait pas accepté les traitements préconisés pour améliorer son état de santé, même lorsque ces traitements sont bénins et non invasifs.

[Indemnisation : libre emploi](#)

**Document n°26: Cass. Crim., 2 juin 2015 (pourvoi n° 14-83.967) FP+B, \***

---

Sur le moyen unique de cassation, pris de la violation des articles 1382 du code civil, 2 et 591 du code de procédure pénale ;

"en ce que l'arrêt infirmatif attaqué a condamné M. X... à rembourser à M. Y... ses principales dépenses de santé futures au fur et à mesure de ses besoins et sur présentation des factures acquittées ;

"aux motifs que le premier juge a évalué à 13 178,92 euros la créance de RSI à l'exclusion des frais de prothèse et de déplacement pour appareillage qui restent à la charge de M. Y... ; que (i) le premier juge a alloué à la partie civile l'intégralité des sommes réclamées se composant de frais pharmaceutiques à hauteur de 1 168,18 euros, de frais d'appareillage pour 328 517,52 euros et de frais de fauteuil roulant à concurrence de 8 171,35 euros, lesdites sommes étant le résultat d'une capitalisation viagère sur la base du barème de la Gazette du Palais de 2011 ; que dans ses conclusions déposées devant la cour, M. Y... sollicite désormais une capitalisation sur la base du barème publié par la Gazette du Palais dans son édition des 27 et 28 mars 2013 et, tenant compte des conclusions de la nouvelle expertise du professeur A..., il demande, au titre des frais pharmaceutiques, une somme globale de 1

486,01 euros (2) ; qu'au titre des frais d'appareillage, M. Y... sollicite la somme globale de 247 783,05 euros (2) ; que RSI ayant refusé de procéder à la capitalisation des frais futurs, M. Y... y a procédé lui-même sur la base d'un euro de rente viagère de 7,938 (barème applicable aux organismes sociaux) et a déduit une somme totale de 49 927,79 euros au titre de la prise en charge par cet organisme des frais de prothèse principale (27 679,57 euros), prothèse de secours (20 759,69 euros), manchons, en réalité bonnets de calage (917 euros), cannes anglaises (48,42 euros) et fauteuil roulant manuel (523,11 euros), à l'exclusion des autres appareillages ou prestations qui ne sont pas pris en charge ; que la MAAF n'ayant pas intégré dans sa créance définitive de frais futurs, ce dont il se déduit qu'elle n'en prend pas en charge, M. Y... demande en conséquence de lui allouer, au titre des dépenses de santé futures, une somme de 199 341,27 euros (249 269,06 - 49 927,79) ; que M. X... et Axa France contestent le mode d'indemnisation sous forme d'un capital, le considérant comme peu en adéquation avec la réparation de ce type de préjudice et également plus incertain pour la victime qui risque de le dilapider, et surtout le choix du barème au regard tant du taux de capitalisation que de la prise en compte de l'inflation, étant observé que la victime, pour capitaliser la créance de RSI, ne manque pas de faire le choix d'un barème bien plus avantageux pour elle, créant ainsi un écart artificiel contraire au principe de réparation intégrale ; qu'en conséquence, ils offrent d'indemniser ce poste au fur et à mesure des besoins de la victime, sur présentation des factures acquittées après prise en charge des organismes sociaux et, subsidiairement, de régler une rente annuelle viagère qui, selon les textes applicables, ne devrait pas être soumises à l'impôt sur le revenu, contrairement à ce que soutient la partie civile ; que la cour ne peut que constater que, pour calculer le montant de l'indemnité due en réparation des postes de préjudice mentionnés ci-dessus, M. Y..., après avoir capitalisé le montant de la dépense annuelle sur la base d'un euro de rente viagère généralement de 15,455, sauf dans les cas où le point de départ de la capitalisation est avancé ou retardé, ne manque pas, pour calculer la créance à déduire de RSI qui n'a pas lui-même offert de capitaliser les dépenses de santé futures qu'il a seulement listées et évaluées pour un premier engagement, d'utiliser un prix d'euro de rente de 7,938, créant ainsi un écart tout à fait artificiel qui repose sur l'emploi de deux barèmes de capitalisation fort différents, sans aucune justification puisqu'il s'agit de capitaliser le même préjudice subi par la même victime pour une période de vie statistiquement équivalente ; que ce procédé, qui n'a d'autre objet que de dégager un important différentiel d'indemnisation ne correspondant à aucun préjudice, n'est pas tolérable et, compte tenu des évolutions envisageables à la fois quant aux prix des appareillages et à leur niveau de prise en charge par les organismes de sécurité sociale, l'offre principale de l'assureur, qui a par ailleurs pour mérite d'éviter toute discussion sur l'éventuelle imposition de la rente et de garantir l'indemnisation la plus proche possible du préjudice réellement subi, doit être retenue ; "alors que le principe de la réparation intégrale du préjudice n'implique pas de contrôle sur l'utilisation des fonds alloués à la victime qui conserve leur libre utilisation ; qu'en condamnant le responsable à rembourser à la victime ses dépenses de santé futures au fur et à mesure des besoins de celle-ci et sur présentation de factures acquittées, la cour d'appel a méconnu les textes susvisés" ;

**Vu l'article 1382 du code civil ;**

**Attendu que le principe de la réparation intégrale n'implique pas de contrôle sur l'utilisation des fonds alloués à la victime qui en conserve la libre utilisation ;**

Attendu que M. Elie Y... a été victime, le 20 juin 2009, d'un accident de la circulation, dont M. X..., assuré auprès de la société Axa France, reconnu coupable de blessures involontaires, a été définitivement déclaré tenu à réparation intégrale ; que M. Y... et Mme Z..., son épouse, ont demandé réparation des préjudices subis du fait de cet accident et, notamment, des dépenses de santé futures que M. Y... devra exposer ;

Attendu que l'arrêt attaqué a condamné M. X... au remboursement des dépenses de santé futures relatives aux appareillages de M. Y... à la suite de l'accident, au fur et à mesure de ses besoins et sur présentation des factures acquittées, en l'absence d'éléments suffisants quant à leur prise en charge par les organismes de sécurité sociale et aux prix de ces appareillages ;

**Mais attendu qu'en subordonnant ainsi l'indemnisation de M. Y... à la production de justificatifs, alors qu'il lui appartenait, pour liquider son préjudice, de procéder à la capitalisation des frais futurs, en déterminant le coût de ces appareillages et la périodicité de leur renouvellement, en exigeant la communication des décomptes des prestations que ces organismes de sécurité sociale envisageaient de servir à la victime et en recourant, en tant que de besoin à une nouvelle expertise et à un sursis à statuer, la cour d'appel a méconnu le texte susvisé et le principe ci-dessus rappelé ;**

D'où il suit que la cassation est encourue de ce chef ;

Par ces motifs : I - Sur les pourvois formés par M. X... et la société Axa France : Les REJETTE ;

II - Sur le pourvoi formé par M. Elie Y... et Mme Marie-Christine Z... :

CASSE et ANNULE l'arrêt susvisé de la cour d'appel d'Amiens, chambre correctionnelle, en date du 16 avril 2014, mais en ses seules dispositions...

**Commentaire** : dès lors que l'on quitte le domaine de la réparation en nature pour celui de la réparation par équivalent, se pose la question de l'emploi que le bénéficiaire des dommages et intérêts est susceptible de faire des sommes qui lui sont allouées. Sont-elles affectées à la réparation du préjudice ou la victime en a-t-elle la libre disposition ? C'est cette seconde interprétation qui prédomine, si bien que le débiteur de l'indemnisation ne saurait conditionner son paiement à la preuve de la satisfaction du besoin au titre duquel il a été condamné à payer. Le principe est bon. La solution contraire conduirait en effet à exiger de la victime qu'elle avance les frais en cause – le cas échéant au moyen d'un emprunt ? – ce qui serait proprement scandaleux. L'arrêt rapporté est une illustration de ce principe.

Victime d'un accident de la circulation, un homme avait subi une amputation. La liquidation de ses préjudices a soulevé des difficultés, s'agissant de la question de l'indemnisation des dépenses de santé futures, et notamment, du renouvellement de sa prothèse. L'assureur prétendait que l'octroi d'un capital n'était pas en adéquation avec la réparation de ce type de préjudice. De

plus, il y avait un risque que la victime ne le dilapide. L'assureur proposait donc d'indemniser le coût des prothèses au fur et à mesure de leur acquisition sur présentation des factures acquittées. La cour d'appel avait fait droit à la demande de l'assureur. Au visa de l'article 1382 ancien (art. 1240 nouv.) du Code civil, la Cour de cassation casse l'arrêt en indiquant que « *le principe de la réparation intégrale n'implique pas de contrôle sur l'utilisation des fonds alloués par la victime qui en conserve la libre utilisation* ». La solution n'est pas nouvelle (V. par ex. Crim. 22 février 1995 ; Civ. 2<sup>e</sup>, 8 juillet 2004). La règle de libre disposition des fonds implique un calcul du préjudice en valeur, peu important que la dépense soit, par la suite, engagée ou non (V. Civ. 2<sup>e</sup>, 7 juill. 2011). Pareillement, ce principe interdit que le versement des fonds à la victime soit conditionné par la production de factures en matière d'appareillage médical (Civ. 2<sup>e</sup>, 13 juill. 2006). Le rappel est important car la dette de réparation ne relève pas d'un simple remboursement, mais d'une restauration en valeur. Il appartiendra dès lors à la victime de prouver la valeur économique du préjudice dont elle entend obtenir réparation.

## **Responsabilité du fait personnel**

### Responsabilité de l'associé d'une société vis-à-vis des tiers

#### **Document n°27: Cass. Com. 18 fév. 2014 (pourvoi n°12-29.752), F-S+P+B, \*\***

Attendu, selon l'arrêt attaqué, et les productions, que M. X... a conclu le 24 avril 1985 avec la société ITM entreprises, holding du groupe de distribution Les Mousquetaires, un contrat d'adhésion aux fins d'exploiter un point de vente sous enseigne Intermarché ; qu'il a créé à cette fin la société par actions simplifiée Macris dont il était l'associé majoritaire et le président ; que la société ITM entreprises détenait une action de cette société dont les statuts stipulaient une règle d'unanimité pour les décisions collectives extraordinaires pendant quinze années au moins, pouvant être ultérieurement convertie en une règle de majorité simple à l'initiative de l'associé majoritaire ; que la société Macris représentée par M. X..., ce dernier intervenant également à l'acte à titre personnel en sa qualité d'adhérent, a conclu avec la société ITM entreprises plusieurs contrats d'enseigne successifs, le dernier le 30 avril 2009 ; que le terme de ce contrat fixé au 7 juillet 2009 était renouvelable ensuite d'année en année par tacite reconduction ; que l'article 9 du contrat d'enseigne prévoyait qu'il « expirerait de plein droit à la date d'effet de la modification de la règle de l'unanimité stipulée à l'article 19 des statuts de la société d'exploitation » ; que, le 25 août 2008, la société ITM alimentaire France (la société ITM alimentaire), centrale d'approvisionnement du groupe et filiale de la société ITM entreprises, a signé avec la société Macris représentée par M. X..., une convention dite Mag3 prévoyant le développement d'un nouveau concept de vente, financé par un budget d'accompagnement octroyé par la société ITM alimentaire ; qu'aux termes de l'article 3-3 de cette convention, la société Macris s'engageait « pendant une durée de cinq ans au moins ... , à maintenir l'exploitation de son fonds de commerce sous enseigne Intermarché » et « en conséquence à ne rien faire qui puisse, dans ce délai ... affecter l'usage de l'enseigne ... » ; que, par lettre du 22 décembre 2009, M. X... a informé la société ITM entreprises qu'en sa qualité d'associé majoritaire de la société Macris, il procéderait, en application des statuts de celle-ci, à la conversion de la règle de l'unanimité des décisions collectives extraordinaires en une règle de majorité simple, prenant effet le 28 juin 2010, et lui a rappelé que cette modification aurait pour effet la résiliation de plein droit du contrat d'enseigne au 28 juin 2010 ; que les sociétés ITM alimentaire et ITM entreprises, invoquant les obligations souscrites dans le cadre de la convention Mag3, ont recherché la responsabilité de la société Macris et de M. X... ;  
(...)

Mais sur le quatrième moyen :

**Vu les articles 1382 et 1842 du code civil ;**

Attendu que pour déclarer M. X... responsable avec la société Macris de la violation de la convention Mag3 et les condamner in solidum à payer à la société ITM alimentaire une certaine somme, l'arrêt retient, après avoir énoncé que les délibérations prises par l'assemblée générale extraordinaire d'une société par actions simplifiée sont susceptibles d'engager la responsabilité d'un associé envers un tiers dans la mesure où cet associé a commis une faute à l'égard du tiers et que celle-ci lui a causé un préjudice, que M. X..., qui a signé la convention Mag3 en sa qualité de dirigeant, ne pouvait ignorer l'obligation souscrite par la société et qu'en décidant en sa qualité d'associé majoritaire de faire modifier la règle d'unanimité au sein de la société Macris, décision qui était de nature à rompre le contrat d'enseigne alors même qu'il savait que la société Macris était liée jusqu'en août 2013, il s'est rendu complice de la violation par la société d'une disposition contractuelle ;

**Attendu qu'en se déterminant ainsi, sans rechercher si la décision de M. X... de réunir l'assemblée générale extraordinaire des associés afin que la règle de l'unanimité fût convertie en une règle de majorité simple, dont résultait la violation par la société de la convention dite Mag3, constituait de la part de celui-ci une faute intentionnelle d'une particulière gravité, incompatible avec l'exercice normal des prérogatives attachées à la qualité d'associé, de nature à engager sa responsabilité personnelle envers le tiers cocontractant de la société, la cour d'appel a privé sa décision de base légale ;**

PAR CES MOTIFS : CASSE ET ANNULE, mais seulement en ce qu'il a déclaré...

**Commentaire :** dans cet arrêt important, la Cour de cassation admet pour la première fois, au visa des articles 1382 ancien (art. 1240 nouv.) et 1842 du Code civil, le principe de la responsabilité de l'associé d'une société vis-à-vis des tiers, dès lors que celui-ci commet une faute intentionnelle d'une particulière gravité, incompatible avec l'exercice normal des prérogatives attachées à la qualité d'associé. Sont ainsi transposées les conditions de la responsabilité personnelle des dirigeants à l'égard des tiers,

fondée sur l'existence d'une faute séparable ou détachable des fonctions, telle que définie depuis l'arrêt de principe du 20 mai 2003 (Com. 20 mai 2003) comme « la faute d'une particulière gravité incompatible avec l'exercice normal des fonctions sociales ».

Lorsque le dirigeant agit pour le compte de la société, et même lorsqu'il commet une faute, on considère ainsi qu'il n'est jamais que l'organe de la société et qu'il ne se confond donc pas avec celle-ci. Du point de vue des tiers, c'est donc la société qui commet la faute, de sorte que le dirigeant n'engage en principe pas sa responsabilité personnelle à l'égard des tiers, sauf à mettre en évidence une faute établissant qu'il est « sorti » de ses fonctions, c'est-à-dire une faute séparable des fonctions. En ce qui concerne l'associé d'une société, l'idée reste sensiblement la même, quoique l'on parle davantage de *prérogatives* que de *fonctions*. Au travers des actes de l'associé, il faut voir en réalité la société. Par principe, c'est donc encore une fois la société qui commet la faute, de sorte que son associé n'engage pas sa responsabilité personnelle vis-à-vis des tiers comme peut l'être un cocontractant de la société. Sauf que désormais, l'associé peut être reconnu personnellement responsable si la faute qui lui est imputable remplit les critères fixés dans l'arrêt commenté, qui couvrent en réalité deux champs : celui de l'intention et celui de la gravité de la faute.

S'agissant de l'intention, il est fait référence à une « *faute intentionnelle* », ce qui est plus exigeant que la « *faute commise intentionnellement* » parfois mentionnée par la jurisprudence (Com., 4 juill. 2006) : la faute intentionnelle suppose en effet l'intention, non seulement de commettre la faute, mais aussi de causer le préjudice. Quant à la gravité, elle soulève surtout la question de savoir si les deux critères retenus par la Cour de cassation n'en formeraient pas qu'un seul, en réalité, dans la mesure où il n'est pas certain que l'on puisse concevoir des fautes d'une particulière gravité qui soient tout de même compatibles avec l'exercice normal des prérogatives attachées à la qualité d'associé...

#### Responsabilité du fait personnel – faute en matière sportive

#### **Document n°28: Cass. Civ 2<sup>e</sup>, 14 avril 2016 (pourvoi n°15-16.450), inédit, \***

---

Attendu, selon l'arrêt attaqué, tel que rectifié, que le 21 février 2010, M. Hugo X..., âgé de 13 ans, qui descendait à ski une piste rouge, large, balisée, sécurisée et peu pentue, a percuté Mme Y..., qui s'était arrêtée sur la piste pour ramasser un bâton de ski appartenant à un jeune skieur qui la précédait ; que, dans cette collision, M. Hugo X..., assuré auprès de la société Macif, et Mme Y..., assurée auprès de la société MAAF assurances, ont été blessés ; que M. Eric X... et Mme X..., agissant tant en leur nom personnel qu'en qualité de représentants légaux de leur fils, Hugo X..., ont assigné la société MAAF assurances ainsi que la caisse primaire d'assurance maladie des Yvelines en indemnisation ; que Mme Y..., intervenue volontairement à l'instance, a assigné la caisse primaire d'assurance maladie de Loire-Atlantique et la société Malakoff Médéric sur le fondement de l'article L. 376-1 du code de la sécurité sociale ; que les consorts X... ont assigné la société Macif en intervention forcée et en garantie ;

Attendu qu'il n'y a pas lieu de statuer par une décision spécialement motivée sur le moyen unique du pourvoi incident annexé qui est irrecevable ;

Mais sur le premier moyen du pourvoi principal, pris en sa première branche :

**Vu l'article 1382 du code civil ;**

Attendu que, pour déclarer Mme Y... responsable de l'accident de M. Hugo X... et la condamner in solidum avec la société MAAF assurances à indemniser M. Hugo X... de son entier préjudice, l'arrêt énonce que Mme Y... n'a pas contrevenu à la règle de bonne conduite sur les pistes de ski n° 6 établie par la Fédération Internationale de Ski (FIS), selon laquelle tout skieur et snowboarder doit éviter de stationner sans nécessité sur les pistes dans les passages étroits ou sans visibilité et qu'en cas de chute le skieur et snowboarder doit dégager la piste le plus vite possible, la piste étant large, balisée et sécurisée et la visibilité étant bonne car se présentant sous l'aspect d'une pente de neige peu pentue avec une inclinaison de 15° et une largeur de 50 mètres environ ; que, cependant, cette règle doit s'interpréter au regard également de la difficulté de la piste dans son ensemble ; que celle-ci était classée rouge, c'est-à-dire empruntée par des skieurs expérimentés désirant glisser le plus rapidement possible ; qu'en s'arrêtant sur la piste très rapidement pour ramasser un bâton que le jeune qui la précédait avait perdu, après avoir traversé la piste de gauche à droite, Mme Y... a eu un comportement imprudent, qui engage sa responsabilité envers Hugo X... sur le fondement de l'article 1383 du code civil ;

**Qu'en statuant ainsi, en retenant à la fois que Mme Y... avait commis une faute d'imprudence engageant sa responsabilité civile et qu'elle n'avait pas méconnu de règle de la pratique du ski alpin, la cour d'appel n'a pas tiré les conséquences légales de ses constatations et violé le texte susvisé ;**

PAR CES MOTIFS, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur les autres griefs du pourvoi principal :

CASSE ET ANNULE, mais seulement en ce qu'il a infirmé le jugement en ce qu'il a déclaré Hugo X... seul responsable de l'accident...

**Commentaire :** on sait que la faute en matière sportive est constituée par une violation caractérisée des règles du jeu. Ainsi, un comportement, même imprudent, qui n'est pas contraire aux règles du sport concerné ne sera pas considéré comme fautif. La Cour de cassation rappelle ici ce principe en censurant un arrêt de Cour d'appel qui, tout en reconnaissant que l'auteur du dommage n'avait pas méconnu les règles de la pratique du ski alpin, retenait tout de même une faute d'imprudence à son égard.



Attendu, selon l'arrêt attaqué (Riom, 19 avril 2017), que, le 18 septembre 2010, M. X... a validé une grille du jeu "loto foot" en pariant sur les résultats de quatorze matchs de football ; que seul le résultat de la rencontre ayant opposé le club de la société Losc Lille Métropole à une autre équipe n'a pas été pronostiqué par lui avec succès ; qu'ayant parié sur un match nul alors que le score, confirmé par les instances sportives, avait été d'un but à zéro en faveur du club lillois, l'intéressé a perçu un gain pour treize pronostics exacts ; qu'estimant que le résultat de cette rencontre avait été faussé par la prise en compte du but inscrit en position de hors-jeu à la fin du match par M. Y..., un des joueurs de ce club, M. X... les a assignés en dommages-intérêts en raison du gain manqué au titre de quatorze bons pronostics ;

Attendu que M. X... fait grief à l'arrêt de le débouter de ses demandes, alors, selon le moyen :

1°/ que, dans le domaine du pari sportif, toute faute résultant d'une transgression de la règle sportive commise par un joueur dans le cours du jeu, fût-elle sans influence sur la sécurité des pratiquants ou sur la loyauté de l'affrontement sportif, engage sa responsabilité et celle du club dont il dépend dès lors qu'elle a indûment faussé le résultat de la rencontre et causé la perte de chance d'un parieur de réaliser un gain ; qu'en considérant, pour le débouter de ses demandes, que la position de hors-jeu ayant faussé le résultat d'une rencontre sportive ne saurait constituer une faute civile de nature à fonder l'action en responsabilité d'un parieur mécontent, quand bien même cette faute lui aurait fait perdre une chance de réaliser un gain, la cour d'appel a violé les articles 1382 et 1384 du code civil, dans leur rédaction applicable à la cause, devenus les articles 1240 et 1242 ;

2°/ qu'en excluant la faute contre le jeu en se bornant à formuler des considérations d'ordre purement général sur la rapidité nécessaire du jeu offensif ou à retenir l'absence d'aveu formel du joueur, dans l'article de presse où il admettait avoir joué hors-jeu, qu'il l'avait fait sciemment, sans avoir recherché concrètement, ainsi qu'elle y était expressément invitée, s'il ne résultait pas des circonstances particulières de l'espèce, à savoir le positionnement grossièrement hors-jeu de plusieurs mètres par un joueur professionnel avant-centre international, que ce dernier avait nécessairement conscience de sa position irrégulière avant même de recevoir le ballon, caractérisant ainsi une volonté délibérée de marquer irrégulièrement le but et une atteinte à la loyauté de l'affrontement sportif, la cour d'appel a privé son arrêt de base légale au regard des articles 1382 et 1384 du code civil, dans leur rédaction applicable à la cause, devenus les articles 1240 et 1242 ;

3°/ que le principe posé par les règlements organisant la pratique d'un sport, selon lequel la violation des règles du jeu est laissée à l'appréciation de l'arbitre chargé de veiller à leur application, n'a pas pour effet de priver le juge civil, saisi d'une action en responsabilité fondée sur la faute de l'un des pratiquants, de sa liberté d'apprécier si le comportement de ce dernier a constitué une infraction aux règles du jeu de nature à engager sa responsabilité ; qu'en approuvant le tribunal d'avoir estimé que l'appréciation du caractère actif ou non du joueur placé en position de hors-jeu relevait de la compétence exclusive de l'arbitre qui se prononce concomitamment à l'action, la cour d'appel a violé l'article 1382 du code civil, dans sa rédaction applicable à la cause ;

4°/ que la perte de chance constitue un préjudice certain dès lors qu'est constatée la disparition d'une éventualité favorable ; qu'en approuvant le premier juge d'avoir estimé que l'invalidation du but inscrit par le club de Lille n'aurait pas nécessairement conduit à un match nul dans la mesure où la rencontre litigieuse n'était pas terminée, quand il était constant qu'aucun autre but n'avait été marqué après le but litigieux, la cour d'appel a violé l'article 1382 du code civil, en sa rédaction applicable à la cause ;

**Mais attendu que, contrairement à ce que soutient la première branche du moyen, seul un fait ayant pour objet de porter sciemment atteinte à l'aléa inhérent au pari sportif est de nature à engager la responsabilité d'un joueur et, le cas échéant, de son club, à l'égard d'un parieur ;**

**Qu'ayant exactement retenu que, même à supposer que M. Y... ait été en position de hors-jeu lorsqu'il a inscrit le but litigieux, cette transgression de la règle sportive ne constituait pas un fait de nature à engager sa responsabilité, ou celle de son club, envers un parieur, la cour d'appel a, par ces seuls motifs, légalement justifié sa décision ;**

**D'où il suit que le moyen, sans portée en ses deuxième et troisième branches et inopérant en sa dernière qui critique des motifs surabondants, ne peut être accueilli ;**

PAR CES MOTIFS : REJETTE le pourvoi ;

**Commentaire :** en l'espèce, un particulier a validé une grille du jeu « loto foot » en pariant sur les résultats de quatorze matchs de football. Treize de ses pronostics s'avèrent exact tandis que pour l'un, il avait parié sur un match nul alors que le score avait été d'un but à zéro. Estimant que le résultat de cette rencontre avait été faussé par la prise en compte d'un but inscrit en position de hors-jeu à la fin du match, le parieur assigne le joueur et son club en réparation en raison du gain manqué au titre de quatorze bons pronostics. La Cour d'appel rejette sa demande et le parieur forme un pourvoi en cassation. Il fait notamment valoir que dans le domaine du pari sportif, toute faute résultant d'une transgression de la règle sportive commise par un joueur dans le cours du jeu, fût-elle sans influence sur la sécurité des pratiquants ou sur la loyauté de l'affrontement sportif, engage sa responsabilité et celle de son club dès lors qu'elle a indûment faussé le résultat de la rencontre et causé la perte de chance d'un parieur de réaliser un gain. La Cour de cassation rejette son pourvoi. Elle considère, en effet, que seul un fait ayant pour objet de porter sciemment atteinte à l'aléa inhérent au pari sportif est de nature à engager la responsabilité d'un joueur et, le cas échéant, de son club. Or, une position de hors jeu ne constitue qu'une transgression de la règle sportive et n'a pas pour objet de porter sciemment atteinte à l'aléa inhérent au pari sportif.

**Document n°30: Cass. Civ 2<sup>e</sup>, 20 octobre 2016 (pourvoi n°15-25.465), F-P+B, \***

---

Sur le moyen unique, pris en sa première branche, qui est recevable :

**Vu l'article 1382, devenu 1240, du code civil, ensemble l'article 145 du code de procédure civile ;**

Attendu, selon l'arrêt attaqué statuant en matière de référé, que Mme X..., assistante familiale, qui s'était vue confier par l'association Oeuvre de l'Abbé Denis (l'association) M. Z..., alors mineur, aux termes d'un contrat d'accueil à titre permanent, a été agressée par celui-ci ; que Mme X..., qui a subi plusieurs arrêts de travail à la suite de cette agression, a été indemnisée par la Mutuelle assurance des instituteurs de France (la MAIF), assureur de responsabilité civile de l'association, des dégâts matériels causés à son domicile par M. Z... ; qu'elle a assigné M. Z..., l'association, en sa qualité de civilement responsable de ce dernier, la MAIF et la caisse primaire d'assurance maladie de Pau-Pyrénées (la CPAM) devant le juge des référés d'un tribunal de grande instance, aux fins de voir ordonner une mesure d'expertise médicale destinée à évaluer son préjudice corporel ; que l'association et la MAIF se sont opposées à cette demande en faisant valoir que la victime avait bénéficié d'une prise en charge au titre de la législation sur les accidents professionnels ;

Attendu que, pour débouter Mme X... de sa demande d'expertise, l'arrêt retient, d'abord, que Mme X... sollicite une expertise médicale sur le fondement de l'article 145 du code de procédure civile dans la perspective d'engager une action au fond en responsabilité contre l'association, en qualité de civilement responsable de M. Z..., mais que, même si elle a mis en cause ce dernier qui est aujourd'hui majeur, elle ne pourra agir au fond que contre l'association, son civilement responsable, puisqu'il était mineur au moment des faits dont elle a été victime ; qu'il relève, ensuite, qu'il est établi que pour l'indemnisation du préjudice résultant de cet accident du travail, tant Mme X... que la CPAM entendent se placer sous le régime de l'indemnisation du code de la sécurité sociale ; qu'il en déduit que son action au fond devant le juge du droit commun contre l'association, ès qualités, est manifestement vouée à l'échec dans la mesure où elle ne pourra faire juger sa responsabilité selon les règles du droit commun, de sorte que cette action au fond n'étant pas manifestement recevable devant le juge du fond, elle ne justifie pas d'un motif légitime à solliciter une mesure d'expertise devant le juge des référés ;

**Qu'en statuant ainsi alors que la minorité de l'auteur du dommage n'exclut pas sa responsabilité et ne fait pas obstacle à sa condamnation personnelle sur le fondement de l'article 1382, devenu 1240, du code civil, la cour d'appel a violé les textes susvisés ;**

PAR CES MOTIFS, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur la seconde branche du moyen : CASSE ET ANNULE,

**Commentaire :** par cet arrêt, la Cour de cassation vient réaffirmer une solution bien acquise : la minorité de l'auteur d'un dommage n'exclut pas sa responsabilité et ne fait pas obstacle à sa condamnation personnelle sur le fondement de l'article 1382 ancien (art. 1240 nouv.) du Code civil. Le mineur peut donc être condamné *in solidum* avec ceux qui en sont civilement responsables, y compris lorsqu'il s'agit d'une association qui se l'est vu confier à titre permanent.

Responsabilité des parents du fait de leur enfant mineur et responsabilité personnelle de l'enfant : cumul

**Document n°31: Cass. 2<sup>e</sup> civ., 11 septembre 2014 (pourvoi n° 13-16.897), F-P+B, \***

---

Sur le moyen unique pris en sa première branche :

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Rouen, 16 janvier 2013), que par jugement du 18 février 1993, un tribunal pour enfants a déclaré Sébastien X..., mineur de quinze ans, coupable de blessures volontaires ayant entraîné une incapacité temporaire totale de plus de huit jours, commises sur la personne de Hicham Y... ; que, statuant sur les intérêts civils, le tribunal a condamné Sébastien X... et ses parents in solidum à verser aux époux Y..., représentants légaux de leur fils mineur Hicham, une indemnité provisionnelle de 3 000 francs (457, 35 euros) et ordonné une expertise médicale de ce dernier ; que, le Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et autres infractions (FGTI), après avoir indemnisé la victime, a exercé son recours subrogatoire à l'encontre de M. Sébastien X... et de ses père et mère ;

Attendu que M. Sébastien X... fait grief à l'arrêt de le condamner in solidum avec M. Alain X... et Mme Catherine Z... épouse X..., ces deux derniers étant condamnés solidairement, à verser au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions la somme de 56 380, 41 euros et de les condamner solidairement à verser à ce dernier la somme de 1 200 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile, alors, selon le moyen, que n'est pas tenu à indemnisation à l'égard de la victime l'enfant mineur dont les parents sont solidairement responsables ; qu'en l'espèce, pour condamner M. Sébastien X..., in solidum avec ses parents, à verser une somme au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions, subrogée dans les droits de la victime, la cour d'appel a affirmé que sa minorité au moment des faits ne faisait pas obstacle à sa condamnation à indemniser la victime pour le dommage qu'elle avait subi à la suite de la faute qu'il avait commise ; qu'en statuant ainsi, quand la responsabilité des parents du fait de leur enfant mineur fait obstacle à ce que celui-ci soit personnellement tenu à indemniser la victime, la cour d'appel a violé les articles 1382 et 1384, alinéa 4, du code civil ;



Mais attendu que la condamnation des père et mère sur le fondement de l'article 1384, alinéa 4, du code civil ne fait pas obstacle à la condamnation personnelle du mineur sur le fondement de l'article 1382 du code civil ;  
Et attendu que l'arrêt retient à bon droit que la minorité de M. X... ne fait pas obstacle à sa condamnation à indemniser la victime pour le dommage qu'elle a subi à la suite de sa faute et qu'il doit l'être in solidum avec ses parents lesquels, seuls, sont tenus solidairement ;

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé ;

Et attendu que la seconde branche du moyen n'est pas de nature à permettre l'admission du pourvoi ;

PAR CES MOTIFS : REJETTE le pourvoi ;

**Commentaire** : la question était celle de savoir si, lorsque les parents d'un mineur sont tenus pour responsables du dommage causé par leur enfant mineur à un tiers sur le fondement de l'article 1384, alinéa 4, ancien (art. 1242 al. 4 nouv.) le mineur peut lui-même engager sa responsabilité pour faute sur le fondement de l'article 1382 ancien (art. 1240 nouv.) du Code civil.

Reprenant une solution classique, la deuxième Chambre civile de la Cour de cassation énonce que « *la condamnation des père et mère sur le fondement de l'article 1384, alinéa 4, du code civil ne fait pas obstacle à la condamnation personnelle du mineur sur le fondement de l'article 1382 du code civil* ». Autrement dit, une condamnation *in solidum* de tous les responsables est possible. On notera in fine que les parents sont, quant à eux, tenus solidairement.

## **Responsabilité des parents du fait de leur enfant mineur**

### Responsabilité des parents : conditions, régime

**Document n°32: Cass. crim., 29 avril 2014 (pourvoi n°13-84.207), F-P+B+I, \*\***

---

(...)

Vu les articles 1384, alinéa 4, du code civil, 2 et 3 du code de procédure pénale ;

Attendu que la responsabilité de plein droit prévue par le premier de ces textes incombe au seul parent chez lequel la résidence habituelle de l'enfant a été fixée, quand bien même l'autre parent, bénéficiaire d'un droit de visite et d'hébergement, exercerait conjointement l'autorité parentale et aurait commis une faute civile personnelle dont l'appréciation ne relève pas du juge pénal

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que Dylan X..., mineur de 14 ans, a mis le feu à de la paille dans un hangar agricole, causant ainsi la mort de Jonathan A... ; que le tribunal pour enfants l'a définitivement reconnu coupable d'homicide involontaire ;

Attendu que, pour confirmer le jugement ayant condamné le mineur, in solidum avec son père et sa mère, cités en qualité de civilement responsables, à des réparations civiles, l'arrêt, après avoir énoncé que le jugement de divorce a fixé la résidence de l'enfant au domicile de sa mère, attribué un droit de visite et d'hébergement au père et conservé à chacun des parents l'exercice conjoint de l'autorité parentale, retient le comportement fautif du père qui s'est désintéressé de son enfant et n'a aucunement exercé son pouvoir de surveillance et de contrôle de l'éducation de celui-ci ;

Mais attendu qu'en se déterminant ainsi, alors que la résidence habituelle de l'enfant mineur était judiciairement fixée au domicile de la mère, la cour d'appel a méconnu les textes susvisés et le principe ci-dessus énoncés ;

D'où il suit que la cassation est encourue de ce chef ; que, n'impliquant pas qu'il soit à nouveau statué sur le fond, elle aura lieu sans renvoi, ainsi que le permet l'article L. 411-3 du code de l'organisation judiciaire ;

Par ces motifs :

CASSE et ANNULE, l'arrêt susvisé de la cour d'appel d'Amiens, en date du 2 mai 2013, en ses seules dispositions...

**Commentaire** : aux termes de l'article 1384, alinéa 4, ancien (art. 1242 al. 4 nouv.) du Code civil, les parents exerçant l'autorité parentale ne sont responsables des dommages causés par leur enfant mineur que si ce dernier cohabitait avec eux au moment du fait dommageable. Or, « *la cohabitation de l'enfant avec ses père et mère visée à l'article 1384, alinéa 4, du Code civil résulte de la résidence habituelle de l'enfant au domicile de ses parents ou de l'un d'eux* » (Cass. civ. 2<sup>ème</sup>, 20 janv. 2000). Dans le cas d'un dommage causé par un enfant de parents divorcés, la Cour de cassation énonce que la responsabilité de plein droit du fait d'autrui incombe au seul parent chez lequel la résidence habituelle de l'enfant a été fixée, quand bien même l'autre parent, bénéficiaire d'un droit de visite et d'hébergement, exercerait conjointement l'autorité parentale (Cass. Crim., 6 novembre 2012). Ainsi, deux situations sont à distinguer. Première situation : le dommage a été causé alors que l'enfant était avec celui de ses parents chez qui il ne réside pas habituellement. Dans ce cas, le parent au domicile duquel le juge a fixé la résidence habituelle de l'enfant demeure responsable de tous les dommages causés par ce dernier, même s'il était, au moment du fait dommageable, en visite chez l'autre parent (Cass. Civ. 2<sup>e</sup>, 19 fév. 1997) ; la cohabitation ne cesse pas avec l'éloignement. En revanche, en dépit d'arrêts de Cour d'appel statuant en sens contraire (CA Besançon, 11 février 1998 ; CA Aix, 13 nov. 2003), il semblerait que le parent au domicile duquel le juge n'a pas fixé la résidence habituelle de l'enfant ne soit pas responsable de plein droit, quant à lui, des dommages causés par ce dernier lors de l'exercice du droit de visite et d'hébergement (Cass. Crim., 6 nov. 2012). Autrement dit, seul le parent chez qui la résidence habituelle de l'enfant a été fixée est responsable de plein droit du fait de celui-ci, ce nonobstant le fait que l'autre parent exerce également l'autorité parentale. Seconde situation, correspondant

aux faits de l'espèce : le dommage a été causé alors que l'enfant était avec celui de ses parents chez qui il réside habituellement. Dans ce cas, il a été jugé que la responsabilité de l'autre parent, c'est-à-dire celui qui jouit d'un droit de visite et d'hébergement, est écartée étant donné que la cohabitation ne peut être fondée d'aucune façon (Cass. civ. 1<sup>re</sup>, 21 déc. 2006). De sorte que, quelle que soit la situation, seul est responsable « *le parent chez lequel la résidence habituelle de l'enfant a été fixée, quand bien même l'autre parent, bénéficiaire d'un droit de visite et d'hébergement, exercerait conjointement l'autorité parentale* ». Et l'arrêt ici commenté de rajouter que l'éventuelle faute civile qui pourrait être reprochée au parent chez qui l'enfant ne réside pas habituellement n'y change rien, la responsabilité du père qui se désintéresse totalement de son fils pouvant être seulement recherchée sur le fondement de l'article 1382 ancien (art. 1240 nouv.) du Code civil.

## **Responsabilité du commettant**

### Détermination du commettant

**Document n°33: Cass. Civ. 1<sup>re</sup>, 10 déc. 2014 (pourvoi n° 13-21.607), F-P+B \***

---

Sur le moyen unique :

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Douai, 23 mai 2013), que l'enfant Lina X..., alors âgée de 3 ans, a été victime, le 27 mars 2002, au décours d'une intervention d'adénoïdectomie d'un laryngospasme postopératoire, ayant provoqué un arrêt cardio-respiratoire, à l'origine d'importantes séquelles cérébrales ;

Attendu que la société HPM Nord venant aux droits de la société Polyclinique du Bois (la société), fait grief à l'arrêt de la déclarer responsable, avec M. Y..., médecin anesthésiste, de l'accident survenu, de la condamner, in solidum avec ce dernier, à payer diverses sommes aux père et mère de l'enfant, à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM), et à la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM), et de dire que dans leurs rapports, la société HPM Nord et M. Y... seront tenus chacun pour moitié, alors, selon le moyen :

1°/ qu'en vertu de l'indépendance professionnelle dont il bénéficie dans l'exercice de son art, un médecin répond des fautes commises au préjudice des patients par les personnes qui l'assistent lors d'un acte médical d'investigation ou de soins ; que la cour d'appel qui a exactement retenu que le médecin anesthésiste réanimateur était seul habilité à décider de la technique médicale, que l'infirmière anesthésiste assistait ce médecin qui avait le pouvoir de lui donner des ordres et qui a cependant déchargé M. Y... de la responsabilité qu'il encourrait à l'égard de l'enfant Lina X... et de ses ayants droits du fait des fautes commises par l'infirmière qui l'assistait pour les soins postanesthésiques prodigués à l'enfant, a violé l'article 1384, alinéa 5, du code civil et l'article D. 712-49 du code de la santé publique applicable en la cause ;

2°/ qu'il incombe au médecin d'accomplir personnellement les actes de sa fonction ; qu'il est de la fonction du médecin anesthésiste réanimateur de surveiller le patient jusqu'à son complet réveil ; que le médecin qui se substitue une infirmière dans la tâche de surveillance de la phase de réveil est responsable des fautes commises par l'infirmière qu'il s'est substituée ; qu'en l'espèce, il ressort des constatations de l'arrêt que la faute du médecin M. Y... a consisté dans le fait d'avoir transféré trop tôt Lina X... en salle de surveillance au lieu de la garder encore quelques minutes jusqu'à son réveil, pour s'assurer que lors de la cessation des effets du produit anesthésique, l'hypoxie ne se prolongeait pas, et continuer la ventilation en oxygène ; que l'arrêt a retenu par ailleurs l'existence d'une faute de l'infirmière, au motif que l'enfant n'étant pas pleinement réveillée lors de son arrivée en salle postopératoire, elle aurait dû assurer une surveillance maximale et non pas se contenter d'un saturomètre ; qu'en l'état de ces constatations, d'où il résulte que le médecin devait répondre du fait de l'infirmière qu'il s'était substituée dans l'exécution d'une tâche lui incombant en propre, la cour d'appel, qui a jugé que les fautes commises par l'infirmière engageaient la responsabilité non du médecin, mais de la clinique, à qui celle-ci était liée par un contrat de travail, a violé l'article 1384, alinéa 5, du code civil, et l'article D. 712-49 du code de la santé publique applicable en la cause ;

3°/ que le contrôle de l'anesthésiste réanimateur doit se poursuivre jusqu'au réveil complet du patient, la surveillance des patients admis en salle de surveillance post-interventionnelle étant assurée par un personnel paramédical placé sous la responsabilité médicale du médecin anesthésiste réanimateur ; que le lien de préposition est caractérisé par les pouvoirs du commettant de donner au préposé des ordres et des instructions et de surveiller l'exécution de la tâche qui lui est confiée ; que la cour d'appel qui a constaté que l'infirmière qui avait pris en charge en salle de surveillance post-interventionnelle l'enfant qui n'était pas pleinement réveillée, agissait sous les ordres de l'anesthésiste qu'elle assistait et qui dénie à celui-ci la qualité de commettant occasionnel de l'infirmière de nature à engager la responsabilité civile du médecin à l'exclusion de celle de la clinique employeur de l'infirmière, n'a pas tiré de ses propres constatations les conséquences légales qui en découlaient en violation de l'article 1384, alinéa 5, du code civil et de l'article D. 712-49 du code de la santé publique applicable en la cause ;

**Mais attendu qu'ayant retenu que, si M. Y... avait été imprudent en autorisant le transfert de l'enfant en salle de surveillance post-interventionnelle avant son réveil complet, l'infirmière présente dans cette salle aurait dû, compte tenu de cette circonstance et de la fréquence du risque de laryngospasme chez le jeune enfant, prendre toutes les précautions nécessaires pour assurer une surveillance maximale par monitoring, et ne pas se contenter d'un saturomètre, la cour d'appel, faisant l'exacte application de l'article D. 712-49 du code de la santé publique dans sa rédaction alors en vigueur, devenu l'article D. 6124-101 du même code, attribuant la prise en charge des patients admis dans une salle de surveillance post-interventionnelle à un ou plusieurs agents paramédicaux spécialement formés, à charge pour eux de prévenir, en cas de besoin, le médecin anesthésiste-réanimateur, lequel doit pouvoir intervenir sans délai pour réaliser les actes relevant de sa compétence, a décidé à**

bon droit que le lien de préposition résultant du contrat de travail conclu entre la clinique et l'infirmière n'avait pas été transféré à M. Y... ; que le moyen n'est fondé en aucune de ses branches ;  
PAR CES MOTIFS : REJETTE le pourvoi ;

**Commentaire :** Le lien de préposition permettant d'engager la responsabilité d'un commettant pour le fait de son préposé suppose que le premier ait la faculté de donner des instructions ou ordres au second s'agissant des tâches qui lui sont confiées. À cet égard, un contrat de travail peut permettre d'établir le lien de subordination. Toutefois, malgré l'existence d'un lien de préposition unissant le préposé au commettant, celui-ci peut avoir mis à disposition le préposé au profit d'un tiers, qui peut alors prendre la qualité de commettant occasionnel. Dès lors, si en principe la qualité de commettant d'une infirmière doit être attribuée à celui qui définit ses fonctions, qui a un pouvoir de direction, c'est-à-dire à l'établissement qui l'emploie (V. en ce sens, Civ. 1<sup>re</sup>, 25 févr. 1986), il en va différemment lorsqu'elle assiste un médecin lors d'une opération puisqu'elle se soumet alors à son autorité. Le médecin devient en pareille circonstance le commettant occasionnel de l'infirmière (Civ. 2<sup>e</sup>, 15 mars 1976). Ce n'est pourtant pas de cette jurisprudence dont il est fait application en l'espèce car, en application des dispositions du Code de la santé publique, les patients présents en salle post-opératoires sont sous la surveillance d'agents paramédicaux qui ne se trouvent pas sous la direction du médecin anesthésiste. Celui-ci est simplement tenu d'intervenir sans délai en cas de besoin. Il en résulte qu'en l'espèce, si l'anesthésiste n'a pas la qualité de commettant de l'infirmière, c'est parce qu'elle avait seulement pour devoir de le prévenir en cas d'incident.

Le critère retenu en matière de transfert du lien de préposition apparaît donc largement circonstanciel, puisqu'il implique de se demander qui détenait l'autorité dans les circonstances de lieu et de temps où la faute du préposé s'est réalisée, ce qui n'est pas sans rappeler la manière dont s'apprécie le transfert de la garde en matière de responsabilité du fait des choses. Pour autant, la solution n'est pas propre au milieu médical et se retrouve plus largement en matière de transfert temporaire du préposé. Ainsi, la Cour décide-t-elle qu'il faut s'interroger sur l'identité de celui qui a les pouvoirs de donner des ordres et des instructions au salarié et d'en surveiller l'exécution (V. par ex. Civ. 2<sup>e</sup>, 18 déc. 1996). Le plus souvent néanmoins, la mise en œuvre de ce critère est aisée puisque le commettant habituel est présumé être le commettant, sauf preuve contraire.

#### Responsabilité contractuelle du commettant

#### **Document n°34: Cass. 1<sup>re</sup> Civ., 19 février 2013 (pourvoi n°11-23.017), inédit, \***

---

**Vu l' article 1147 du code civil ;**

Attendu que lors d'un cours de "pencak Silat", (art martial pratiqué sous forme de combat rythmique), dispensé au sein de l'association PGB Paris, Silat de l'école de la Grue blanche, (l'association), Mme Y..., élève, a reçu un coup au visage ayant entraîné des blessures, porté par M. X..., son instructeur ; que Mme Y... et la société d'assurances GAN ont assigné l'association et son préposé, la mutuelle d'assurance MAIF, leur assureur ainsi que la CPAM devant le juge des référés pour obtenir une mesure d'expertise destinée à l'évaluation de son préjudice et le versement d'une provision de 25 000 euros ;

Attendu que pour rejeter la demande tant de l'association que du préposé, la cour d'appel énonce que les circonstances dans lesquelles Mme Y... a été blessée sont celles d'un cours de sport dispensé par M. X... préposé de l'association et que cette dernière qui est son commettant est, de plein droit, par application de l'article 1384, alinéa 5, du code civil, responsable du dommage qui a été causé, sauf démonstration que le coup porté aurait été étranger aux attributions de M. X..., à d'autres fins que l'esquive enseignée lors du cours, qu'il y a lieu de renvoyer Mme Y... et l'association devant le juge du fond en ce qui concerne la charge d'une obligation de réparation incombant au préposé en l'absence de démonstration évidente de ce qu'il a excédé les limites de ses fonctions ou agi à des fins étrangères ;

**Qu'en statuant ainsi alors que la responsabilité de l'organisateur d'une activité sportive est de nature contractuelle et suppose, lorsque le créancier a un rôle actif, la faute prouvée du débiteur, la cour d'appel a violé le texte susvisé ;**

PAR CES MOTIFS : CASSE ET ANNULE,

**Commentaire :** un commettant est poursuivi sur le fondement de l'article 1384 al. 5 ancien (art. 1242 al. 5 nouveau) du Code civil en réparation du dommage infligé par l'un de ses préposés à l'un de ses clients. La Cour de cassation casse au visa de 1147 ancien (art. 1231-1 nouv.) du Code civil reprochant aux juges du fond de ne s'être pas placé sur le terrain contractuel.

Si cette solution est logique au regard du principe du non cumul, elle étonne toutefois. En effet, en matière de responsabilité du commettant, on sait que la Cour de cassation ne relève pas lorsque les juges du fond se placent sur le terrain délictuel (art. 1384 al. 5 C. civ.) alors que la situation aurait dû conduire à appliquer la responsabilité contractuelle.

En l'espèce, l'explication réside peut-être dans le fait que les juges du fond n'avaient pas constaté la faute délictuelle du préposé alors que cette faute aurait également été exigée si les juges s'étaient placés sur le terrain contractuel (l'obligation était en effet de moyens). Autrement dit, comme l'arrêt d'appel encourrait la censure que l'on raisonne en matière délictuelle ou contractuelle, autant rétablir le bon fondement juridique.

**Document n°35: Cass. 2<sup>e</sup> Civ., 17 mars 2011 (pourvoi n°10-14.468), FS-P+B, \*\***

---

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Saint-Denis de la Réunion, 25 septembre 2009), que M. X..., professeur de musique employé par l'Institut de rééducation des jeunes sourds et aveugles de Marseille (IRSAM), a été condamné par une cour d'assises pour avoir commis sur plusieurs de ses élèves des viols et agressions sexuelles, avec la circonstance aggravante que ces actes avaient été commis par une personne ayant autorité sur les victimes ; que plusieurs victimes ont saisi une commission d'indemnisation des victimes d'infraction aux fins d'obtenir la réparation de leur préjudice moral ; qu'après les avoir indemnisées, le Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages (le Fonds) a assigné en remboursement l'association de patronage de l'IRSAM (l'association) et son assureur la société Groupama assurances Océan Indien (l'assureur) ;

Sur le premier moyen du pourvoi principal et sur le moyen unique du pourvoi incident de l'association, réunis :

Attendu que l'assureur et l'association font grief à l'arrêt de les condamner in solidum à payer au Fonds la somme de 53 500 euros outre intérêts au taux légal à compter de l'assignation, alors, selon le moyen :

1°/ que le commettant, responsable du dommage causé par son préposé dans les fonctions auxquelles il l'a employé, s'exonère de sa responsabilité lorsque son préposé a agi hors des fonctions auxquelles il était employé, sans autorisation et à des fins étrangères à ses attributions ; que M. X..., professeur de musique au Centre de rééducation des jeunes aveugles et des jeunes sourds de la Ressource, a été définitivement condamné pour avoir commis des viols et des agressions sexuelles sur des mineurs du centre ; que pour déclarer l'IRSAM civilement responsable de son préposé et le condamner, in solidum avec l'assureur au paiement des sommes allouées aux victimes, l'arrêt retient que M. X... était, lors des faits ayant entraîné le dommage, sur le temps et le lieu de son travail et dans l'exercice de ses fonctions, ayant trouvé dans son emploi l'occasion et les moyens de sa faute ; qu'en statuant ainsi, cependant que le préposé qui prend l'initiative personnelle de commettre des atteintes sexuelles sur mineurs sans rapport avec sa mission éducative, agit en dehors de ses fonctions d'enseignant, sans autorisation et à des fins étrangères à ses attributions, la cour d'appel a violé l'article 1384, alinéa 5, du code civil ;

2°/ que le commettant, responsable du dommage causé par son préposé dans les fonctions auxquelles il l'a employé, s'exonère de sa responsabilité lorsque son préposé a agi hors des fonctions auxquelles il était employé, sans autorisation et à des fins étrangères à ses attributions ; que pour déclarer l'IRSAM civilement responsable de son préposé et le condamner, in solidum avec l'assureur au paiement des sommes allouées aux victimes, l'arrêt retient que les viols et agressions sexuelles ayant été commis dans l'enceinte de l'établissement et dans le cadre des cours que M. X... était amené à donner aux victimes, ce dernier était, lors des faits ayant entraîné le dommage, sur le temps et le lieu de son travail et dans l'exercice de ses fonctions, ayant trouvé dans son emploi l'occasion et les moyens de sa faute ; qu'en statuant par ces seuls motifs insuffisants à caractériser le lien entre les atteintes sexuelles sur mineurs et la mission éducative du préposé, la cour d'appel n'a pas donné de base légale à sa décision au regard de l'article 1384, alinéa 5, du code civil ;

Mais attendu que, sous le couvert des griefs non fondés de violation de l'article 1384, alinéa 5, du code civil et de défaut de base légale au regard de ce texte, le moyen ne tend qu'à remettre en discussion devant la Cour de cassation l'appréciation souveraine de la valeur et de la portée des éléments de preuve par la cour d'appel, qui, par un arrêt motivé, **relevant que M. X..., usant du cadre de l'exécution de son emploi de professeur de musique pour abuser d'élèves placés sous son autorité, avait pratiqué les viols et agressions sexuelles dont il avait été reconnu coupable dans l'enceinte de l'établissement et pendant les cours qu'il devait y donner, en a exactement déduit que ce préposé, qui avait ainsi trouvé dans l'exercice de sa profession sur son lieu de travail et pendant son temps de travail les moyens de sa faute et l'occasion de la commettre, fût-ce sans autorisation et à des fins étrangères à ses attributions, n'avait pas agi en dehors de ses fonctions**, et que l'association, son commettant, était responsable des dommages qu'il avait ainsi causés ;

D'où il suit que le moyen, qui manque en fait en sa seconde branche, n'est pas fondé pour le surplus ;

Sur le second moyen du pourvoi principal, tel que reproduit en annexe (sans intérêt) :

PAR CES MOTIFS : REJETTE les pourvois principal et incident.

**Commentaire :** l'arrêt commenté rappelle l'acception particulièrement restrictive de l'abus de fonction retenue par la Cour de cassation. En l'espèce, il est jugé qu'un préposé qui, usant du cadre de l'exécution de son emploi de professeur de musique pour abuser d'élèves placés sous son autorité, a pratiqué des viols et agressions sexuelles dont il a été reconnu coupable dans l'enceinte de l'établissement où il travaillait et pendant les cours qu'il devait y donner, a trouvé dans l'exercice de sa profession sur son lieu de travail et pendant son temps de travail les moyens de sa faute et l'occasion de la commettre, fût-ce sans autorisation et à des fins étrangères à ses attributions. Dès lors, il n'a pas agi en dehors de ses fonctions et son commettant est par conséquent responsable des dommages qu'il a ainsi causés.

Sur le moyen unique :

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Paris, 17 octobre 2014), que les sociétés Assurances mutuelles Le Conservateur et Conservateur finance ainsi que les Associations mutuelles Le Conservateur, qui appartiennent au groupe Le Conservateur (les sociétés), ont confié à M. Y... un mandat pour conclure des contrats d'assurance sur la vie et encaisser les primes et cotisations des souscripteurs; qu'à la suite de plusieurs réclamations, les sociétés ont révoqué le mandat de M. Y... ; que celui-ci a été poursuivi devant un tribunal correctionnel qui l'a déclaré coupable d'abus de confiance aggravés ainsi que de faux et d'usage de faux ; que M. X..., qui avait remis des sommes à M. Y..., a assigné les sociétés devant un tribunal de grande instance, en réparation de son préjudice ;

Attendu que M. X... fait grief à l'arrêt de le débouter de ses demandes à l'encontre des sociétés, alors, selon le moyen, que l'assureur civilement responsable de ses mandataires ne s'exonère de sa responsabilité qu'à la triple condition que son préposé ait agi hors des fonctions auxquelles il était employé, sans autorisation, et à des fins étrangères à ses attributions ; que la cour d'appel, pour débouter M. Michel X... de toutes ses demandes à l'encontre des sociétés du groupe Le Conservateur, s'est fondée sur les limites des attributions de M. Gérard Y..., son mandataire, et des anomalies, pour en déduire que l'opération proposée par M. Gérard Y... à M. Michel X... n'entrait pas dans l'exercice de ses fonctions et que la victime ne pouvait méconnaître son caractère anormal ; qu'en statuant ainsi, tout en constatant que M. X... avait remis à M. Y... des chèques libellés au nom du Conservateur, qui avaient été falsifiés par M. Y... qui y avait apposé son nom et les avait encaissés, que le bulletin de souscription épargne CRA produit par M. X..., signé par M. Y..., comportait le cachet de ce dernier avec la mention « Le Conservateur finance », et indiquait « le représentant de la compagnie, M. Y... Gérard certifie avoir reçu la somme de quarante mille quatre cent trente cinq euros au taux net de 9 % disponible à tout instant », la cour d'appel a violé les articles L. 511-1 du code des assurances et 1384, alinéa 5, du code civil ;

Mais attendu que l'arrêt retient que M. X... a remis deux chèques à M. Y... libellés au nom du Conservateur, le premier d'un montant de 150 000 francs (22 867, 35 euros) le 21 février 2001, le second d'un montant de 15 215 euros le 3 avril 2002, sans reçu ; qu'il ne produit qu'un bulletin de souscription daté du 3 avril 2002 mentionnant un versement unique en espèces de 40 435 euros ; que ce document, signé par le seul M. Y..., comporte l'en-tête du Comptoir Régional d'assurances, porte sur des bons d'épargne CRA et ne précise pas le nombre de bons souscrits ou la nature du placement réalisé ; que certes le bon de souscription comporte le cachet de M. Y... avec la mention « Le Conservateur Finance » mais que la présence de ce seul timbre n'est pas suffisante pour permettre à M. X... de penser que les prétendus placements étaient souscrits auprès de cette société, en contradiction avec toutes les autres mentions du bulletin ; que M. X... ne produit pas les bons au porteur qu'il était censé avoir souscrits et qu'il ne communique aucun document à l'en-tête de l'une de ces sociétés ou aucun courrier de sa part adressé à l'une d'elles à la suite de ses versements ; que le seul document à en-tête du Conservateur présenté aux débats par M. X... est un document publicitaire non personnalisé présentant un produit très différent de celui auquel il a souscrit ; qu'au regard de ces éléments, il ne peut être retenu que M. X... entendait en lui remettant les deux chèques de 150 000 francs et 15 215 euros, souscrire, par l'intermédiaire de M. Y..., des placements auprès des sociétés du groupe Le Conservateur ; que les conditions de remise des chèques, l'absence de signature d'un contrat de souscription, l'absence même de toute définition du placement proposé et du support de ce placement, la promesse d'une rentabilité fixe de 9 % sans aucune contrepartie d'immobilisation à court, moyen ou long terme des fonds reçus, l'absence d'émission des bons de capitalisation prétendument acquis par M. X..., permettent de retenir que l'opération proposée par M. Y... à M. X... n'entrait pas dans l'exercice de ses fonctions qui consistait à placer des contrats d'assurance-vie, des contrats d'assurance invalidité décès ou des bons de capitalisation du Conservateur et que la victime ne pouvait méconnaître son caractère tout à fait anormal ;

**Que de ces constatations et énonciations, la cour d'appel a pu déduire que M. Y... avait agi hors du cadre de ses fonctions, sans autorisation et à des fins étrangères à ses attributions et que M. X... n'avait pu légitimement croire qu'il agissait pour le compte de l'assureur ;**

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé ;  
PAR CES MOTIFS : REJETTE le pourvoi ;

**Commentaire :** cet arrêt illustre la notion d'abus de fonction. En l'espèce, le mandataire d'un assureur avait commis plusieurs abus de confiance au préjudice de ses clients. L'un d'entre eux assigne l'assureur en justice pour obtenir l'indemnisation de son préjudice. La Cour de cassation approuve les juges du fond d'avoir rejeté sa demande en considérant que, d'une part, le mandataire avait commis un abus de fonction et, d'autre part, compte tenu des circonstances, la victime ne pouvait légitimement croire que le mandataire agissait pour le compte de l'assureur. La Cour de cassation rappelle ainsi que le commettant n'engage pas sa responsabilité lorsque le préposé a agi hors du cadre de ses fonctions, sans autorisation et à des fins étrangères à ses attributions ou encore lorsque la victime ne pouvait ignorer que le préposé n'agissait pas pour le compte du commettant (voir, déjà en ce sens : Civ. 2<sup>e</sup>, 7 février 2013).

(...)

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué et des pièces de procédure que M. Y..., marin pêcheur, chargé par son employeur, M. X..., de placer le produit de la pêche dans la glacière de la criée du port, en a été empêché par une fourgonnette arrêtée devant le bâtiment ; qu'il a pénétré dans le véhicule et l'a déplacé, blessant grièvement, dans la manœuvre, son propriétaire, M. Z..., qui chargeait des marchandises par la portière latérale gauche ;

Attendu que le tribunal correctionnel a déclaré M. Y... coupable du délit de blessures involontaires, l'a condamné à réparer le préjudice des parties civiles, M. Z... et l'Etablissement national des invalides de la Marine (l'ENIM), organisme tiers payeur, et a dit le jugement opposable à M. X..., ainsi qu'à la Mutuelle de Poitiers, assureur du véhicule impliqué dans l'accident, parties intervenantes ;

(...)

Les moyens étant réunis ;

Sur le moyen proposé pour l'ENIM et sur le premier moyen proposé pour M. X...pris en ses première et troisième branches ;

Attendu que, pour mettre M. Y...hors de cause, débouter M. Z... et l'ENIM de leurs prétentions dirigées contre lui et déclarer M. X..., en sa qualité d'employeur de M. Y..., tenu à indemniser M. Z... des suites de l'accident de la circulation dont il a été victime, l'arrêt prononce par les motifs repris aux moyens ;

**Attendu qu'en l'état de ces énonciations la cour d'appel, qui s'est prononcée dans les limites des conclusions dont elle était saisie et qui a, sans contradiction, constaté que M. Y..., condamné pour une infraction non intentionnelle, avait conduit le véhicule impliqué dans l'accident afin d'exécuter la mission qui lui avait été confiée par son employeur, a justifié sa décision, dès lors que les dispositions d'ordre public de la loi du 5 juillet 1985 relatives à l'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation n'excluent pas celles de l'article 1384, alinéa 5, du code civil relatives à la responsabilité du commettant du fait du préposé ;**

D'où il suit que les griefs doivent être écartés ; (...)

Par ces motifs : CASSE et ANNULE, l'arrêt susvisé de la cour d'appel de Poitiers en date du 21 décembre 2012, mais en ses seules dispositions condamnant...

**Commentaire :** cet arrêt de cassation partielle rappelle que l'application des dispositions de la loi du 5 juillet 1985 n'interdit pas l'application complémentaire du droit commun de la responsabilité civile. La victime d'un accident de la circulation, pour invoquer son droit à réparation contre le conducteur ou gardien du véhicule impliqué dans l'accident, doit agir sur le fondement de la loi du 5 juillet 1985. En revanche, si c'est la responsabilité du commettant du conducteur qui est recherchée, ce sont alors les dispositions de l'article 1384, alinéa 5, ancien (art. 1242 al. 5 nouv.) du Code civil qui s'appliquent - du moins si le préposé conduit un véhicule dont le commettant n'est pas le gardien.

Surtout, l'arrêt contribue à préciser le domaine de l'immunité dont bénéficie le préposé depuis l'arrêt *Costedoat* (Ass. Plén., 25 fév. 2000). Un préposé, le pêcheur, agissant sur ordre du commettant, le patron-pêcheur, s'emploie à stocker le produit de leur pêche. À cette occasion, c'est-à-dire dans l'exercice de ses fonctions, le préposé est amené à déplacer un véhicule terrestre à moteur dont le propriétaire n'est pas son commettant, mais un tiers : pour une fois, le préposé ne conduit donc pas un véhicule appartenant à son propre commettant... En manœuvrant le véhicule, le préposé conducteur blesse le tiers propriétaire du véhicule. Le préposé est alors condamné pour une infraction non intentionnelle, mais est mis hors de cause pour ce qui est de l'action que la victime a menée contre lui, son commettant étant en revanche condamné à indemniser la victime.

La responsabilité du préposé n'est donc pas engagée, parce qu'il conduisait le véhicule impliqué dans l'accident afin d'exécuter la mission qui lui avait été confiée par son employeur. Autrement dit, pour reprendre les termes de l'arrêt *Costedoat*, le préposé a « *agi sans excéder les limites de la mission qui lui était impartie par son commettant* », ce dont il résulte que sa responsabilité ne peut être engagée à l'égard des tiers. En conséquence, on en déduit que la commission d'une infraction pénale non intentionnelle ne suffit pas à faire tomber l'immunité du préposé. Cela dit, il faut sûrement rester prudent à ce sujet.

On sait en effet, depuis l'arrêt *Cousin* (Ass. Plén., 14 déc. 2001), que l'immunité du préposé trouve, notamment, exception en cas de faute pénale intentionnelle. En revanche, pour ce qui est de la faute pénale non intentionnelle, comme en l'espèce, les choses sont moins claires. Par deux arrêts, la deuxième Chambre civile a implicitement affirmé que l'immunité ne joue pas dans le cas où « *le préjudice de la victime résulte d'une infraction pénale ou d'une faute intentionnelle* » (Cass. Civ. 2<sup>e</sup>, 20 déc. 2007 et Cass. Civ. 2<sup>e</sup>, 21 février 2008) : en l'absence de distinction selon la nature (intentionnelle ou non) de l'infraction pénale, il semble que toute faute pénale imputée au préposé le rende responsable à l'égard des tiers. Or, l'arrêt de la Chambre criminelle ici étudié semble contredire cette interprétation. Il faut donc sûrement attendre un prochain arrêt de la deuxième Chambre civile pour connaître avec exactitude les contours de l'immunité du préposé.



## Responsabilité du fait d'autrui, article 1384 al. 1<sup>er</sup>

### Conditions de la responsabilité

**Document n°38: Cass. Civ. 2<sup>e</sup>, 8 mars 2018 (pourvoi n°16-17.624), inédit, \***

---

Sur le premier moyen, pris en sa première branche :

**Vu l'article 1384, alinéa 1, devenu 1242, alinéa 1, du code civil et l'article 1147 du même code, dans sa rédaction antérieure à celle issue de l'ordonnance du 10 février 2016 ;**

Attendu, selon l'arrêt attaqué, que M. Z..., placé sous tutelle et accueilli dans un service psychiatrique d'un établissement de santé privé géré par la fondation Bon sauveur d'Alby (la fondation) a été blessé à l'oeil le 22 octobre 2000 par un autre pensionnaire, M. X..., également placé sous tutelle ; qu'après expertise médicale, Mme Z..., agissant tant en son nom personnel qu'en qualité de tutrice de son époux, M. Z..., a assigné l'UDAF du Tarn (l'UDAF) à titre personnel et en qualité de tuteur de M. X..., la fondation et l'assureur de cette dernière, la société Axa France IARD (la société Axa) en responsabilité et indemnisation du préjudice corporel de son époux, en présence de la caisse de mutualité sociale agricole Midi-Pyrénées (la caisse) ;

Attendu que, pour condamner la fondation et la société Axa, in solidum, à payer diverses sommes à Mme Z..., ès qualités, et à la caisse, l'arrêt retient que la fondation, dans la mesure où elle avait pour mission d'organiser et de contrôler à titre permanent le mode de vie de M. X..., ne peut qu'être déclarée responsable des conséquences dommageables de la faute commise par celui-ci sur le fondement de la responsabilité générale du fait d'autrui édictée par l'article 1384, alinéa 1, du code civil, quand bien même, d'une part, la victime séjournait elle-même dans l'établissement depuis juin 1999, d'autre part, l'auteur de l'agression y aurait, à l'instar de celle-ci, été admis sous contrat d'hospitalisation libre ;

**Qu'en statuant ainsi, alors qu'en présence d'un contrat d'hospitalisation libre liant la victime, M. Z..., à la fondation, la responsabilité de cette dernière ne pouvait être recherchée que sur le fondement d'un manquement à ses obligations contractuelles de sécurité et de surveillance, la cour d'appel a violé le premier des textes susvisés par refus d'application et le second par fausse application ;**

Et attendu qu'en application de l'article 624 du code de procédure civile, la cassation des dispositions de l'arrêt relatives aux condamnations prononcées à l'encontre de la fondation, entraîne par voie de conséquence la cassation du chef de dispositif condamnant M. X..., pris en la personne de son tuteur, à relever et garantir la fondation des condamnations mises à sa charge, qui s'y rattache par un lien de dépendance nécessaire ;

PAR CES MOTIFS, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur les autres griefs du pourvoi :  
CASSE ET ANNULE, mais seulement en ce qu'il a condamné

**Commentaire :** dans cette affaire, une personne sous tutelle était hospitalisée au sein d'un hôpital psychiatrique au titre d'un contrat d'hospitalisation libre. Blessé à l'œil par un autre pensionnaire, son tuteur assigne en son nom l'hôpital psychiatrique afin d'obtenir réparation. La question qui se posait était celle du fondement de sa responsabilité. La Cour d'appel se fonde sur la responsabilité du fait d'autrui édictée par l'article 1384 alinéa 1. La Cour de cassation censure la décision, rappelant qu'en présence d'un contrat liant la victime à l'établissement, la responsabilité de ce dernier ne peut être recherchée que sur le fondement d'un manquement à ses obligations de sécurité et de surveillance. La solution est logique, dès lors qu'il existe un contrat, la responsabilité est de nature contractuelle.

### Nature du fait générateur

**Document n°39: Ass. Plèn. 29 juin 2007 (pourvoi n°06-18.141), P+B+R+I, \*\*\***

---

Sur le moyen unique :

**Vu l'article 1384, alinéa 1er, du code civil ;**

**Attendu que les associations sportives ayant pour mission d'organiser, de diriger et de contrôler l'activité de leurs membres, sont responsables des dommages qu'ils causent à cette occasion, dès lors qu'une faute caractérisée par une violation des règles du jeu est imputable à un ou plusieurs de leurs membres, même non identifiés ;**

Attendu, selon l'arrêt attaqué rendu sur renvoi après cassation (2e Civ., 13 mai 2004, Bull. 2004, II, n° 232) que M. X..., participant à un match de rugby organisé par le comité régional de rugby du Périgord-Agenais, dont il était adhérent, et le comité régional de rugby d'Armagnac-Bigorre, a été grièvement blessé lors de la mise en place d'une mêlée ; qu'il a assigné en réparation sur le fondement de l'article 1384, alinéa 1er, du code civil les comités et leur assureur commun, la société La Sauvegarde, en présence de la caisse primaire d'assurance maladie du Lot-et-Garonne ;

Attendu que pour déclarer les comités responsables et les condamner à indemniser M. X..., l'arrêt retient qu'il suffit à la victime de rapporter la preuve du fait dommageable et qu'elle y parvient en démontrant que les blessures ont été causées par l'effondrement d'une mêlée, au cours d'un match organisé par les comités, que l'indétermination des circonstances de l'accident et l'absence de violation des règles du jeu ou de faute établie sont sans incidence sur la responsabilité des comités dès lors que ceux-ci ne prouvent l'existence ni d'une cause étrangère ni d'un fait de la victime ;

**Qu'en statuant ainsi, alors qu'elle était tenue de relever l'existence d'une faute caractérisée par une violation des règles du jeu commise par un ou plusieurs joueurs, même non identifiés, la cour d'appel a violé le texte susvisé ;**

PAR CES MOTIFS : CASSE ET ANNULE,

**Commentaire : L'apport de cet arrêt est double.**

D'une part, la Cour de cassation confirme que l'absence d'identification précise de l'auteur du fait à la source du dommage n'est pas nécessairement un obstacle à l'engagement de la responsabilité de l'association, dès lors qu'il est acquis que l'auteur non identifié est nécessairement un des membres de l'association. La solution est très favorable à la victime, la responsabilité du fait d'autrui confinant alors à la responsabilité « collective » au sens de responsabilité d'une association pour les agissements de la collectivité dont elle s'occupe, sans prise en considération des individualités qui la composent (voir déjà en ce sens, Cass. Civ. 2<sup>e</sup>, 20 novembre 2003).

D'autre part, et dans une optique beaucoup moins favorable aux victimes, la Cour censure l'arrêt de la Cour d'appel (rendu après cassation) qui retenait la responsabilité du comité sportif sur le modèle de ce qui a pu être admis en matière de responsabilité des parents. On sait que depuis l'arrêt Levert du 10 mai 2001, confirmé par AP 13 décembre 2002, dans le cadre de la responsabilité des père et mère le simple fait causal – c'est-à-dire même le fait non fautif – engage la responsabilité des parents. On a alors dénoncé un hiatus dans l'harmonie des différentes responsabilités du fait d'autrui. La question était alors celle d'une éventuelle contamination de la jurisprudence Levert aux autres responsabilités du fait d'autrui. Concernant la responsabilité des associations en charge de l'organisation, de la direction et du contrôle d'une activité, c'est bien dans le sens de cette contamination que les juges du fond ont tranché, retenant la responsabilité en présence d'un simple fait causal, non constitutif d'une faute civile. La Cour de cassation censure le raisonnement, ce qu'elle avait déjà fait mais pas en Assemblée Plénière (voir not. Cass. Civ. 2<sup>e</sup>, 13 janvier 2005). Pour engager la responsabilité de l'association, une faute susceptible d'engager la responsabilité du gardé – et donc, en matière sportive, une faute caractérisée par une violation des règles du jeu – est toujours nécessaire. Manifestement la solution admise dans le cadre de la responsabilité des père et mère n'a pour l'heure pas vocation à s'étendre au-delà d'elle.

Quid en présence d'une responsabilité du fait d'autrui due au contrôle du mode de vie, beaucoup plus comparable à celle des parents ?

**Document n°40: Cass. Civ 2<sup>e</sup>, 14 avril 2016 (pourvoi n°15-16.938), inédit, \***

---

Sur le moyen unique :

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Toulouse, 9 septembre 2014), qu'imputant à l'association Ligue Midi-Pyrénées de football la responsabilité d'un coup reçu à la tête lors de la dispute d'une balle aérienne pendant qu'il participait à un match de football, M. X... a assigné en indemnisation de son préjudice cette dernière, ainsi que l'assureur de celle-ci la société Mutuelles du Mans assurances, en présence de la caisse primaire d'assurance maladie du Tarn-et-Garonne ;

Attendu que M. X... fait grief à l'arrêt de le débouter de ses demandes, alors, selon le moyen :

1°/ que le coup violemment porté à la tempe d'un joueur de football à l'origine de graves séquelles est nécessairement la traduction d'une faute caractérisée par une violation des règles du jeu imputable à l'un des membres, même non identifié, de l'association sportive dont elle doit répondre dans le cadre de sa mission d'organiser, de diriger et de contrôler l'activité de ses membres au cours des compétitions auxquelles ils participent ; qu'en refusant tout droit à indemnisation au profit de M. X..., après avoir constaté qu'il avait reçu un coup à la tête et bien que ce coup à la tête fût nécessairement la traduction d'un manquement grave aux règles de jeu du football, la cour d'appel a violé l'article 1384 du code civil ;

2°/ que la faute caractérisée par une violation des règles du jeu peut être constituée d'une simple imprudence, le joueur ayant exécuté son geste sans prendre garde du danger pour son adversaire ; qu'en subordonnant la responsabilité de l'association sportive à la preuve d'une attitude dangereuse délibérée, la cour d'appel a de nouveau violé l'article 1384 du code civil ;

**Mais attendu qu'ayant relevé, dans l'exercice de son pouvoir souverain d'appréciation des éléments de fait et de preuve qui lui étaient soumis, que les circonstances dans lesquelles la victime avait reçu un coup à la tête étaient restées indéterminées, la cour d'appel en a exactement déduit que ce coup, peu important la gravité du dommage en résultant, ne procédait pas d'un manquement caractérisé aux règles du jeu de football ;**

D'où il suit que le moyen, inopérant en sa seconde branche en ce qu'il critique des motifs surabondants, n'est pas fondé ;

PAR CES MOTIFS : REJETTE le pourvoi ;

**Commentaire : par cet arrêt, la Cour de cassation rappelle que la responsabilité des associations sportives sur le fondement de l'article 1384 alinéa 1 suppose une faute caractérisée par la violation des règles du jeu imputable à l'un des joueurs, même non identifié, peu important la gravité du dommage. En l'occurrence, la Cour d'appel avait considéré que les circonstances de l'accident, survenu pendant un match de football, étaient indéterminées de sorte que, et la Cour de cassation l'approuve, il n'était pas possible de caractériser une violation des règles du jeu.**



Sur le moyen unique :

**Vu l'article 1384, alinéa 1, devenu 1242, alinéa 1, du code civil ;**

**Attendu que les associations sportives ayant pour mission d'organiser, de diriger et de contrôler l'activité de leurs membres, sont responsables des dommages que ceux-ci causent à cette occasion, dès lors qu'une faute caractérisée par une violation des règles du jeu est imputable à un ou plusieurs de leurs membres, même non identifiés ;**

Attendu, selon l'arrêt attaqué, que M. A..., qui arbitrait une rencontre organisée par l'association Afa Football (l'association), a été agressé à l'issue de cette rencontre par M. X..., qu'il avait expulsé en cours de jeu ; que M. X..., membre de l'association, a été reconnu coupable, par un jugement d'un tribunal correctionnel, de violences volontaires commises sur une personne chargée d'une mission de service public ; que le Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions (le FGTI), ayant indemnisé M. A... qui avait saisi une commission d'indemnisation des victimes d'infractions, a assigné l'association et son assureur, la société Generali, en remboursement des sommes versées à la victime ;

Attendu que, pour débouter le FGTI de sa demande, l'arrêt retient qu'il n'est pas contesté que M. X... a commis un manquement aux règles du jeu puisqu'il a été exclu du match par l'arbitre, M. A... ; que, pour autant, ce manquement n'est pas la cause directe du préjudice subi par ce dernier du fait des violences exercées ultérieurement par M. X... ; qu'en effet, il ressort du témoignage de M. B..., arbitre de touche, que « lorsque l'arbitre a sifflé la fin de la partie », M. X..., très énervé, et rhabillé « en civil » s'est précipité hors des vestiaires pour traverser le terrain et agresser M. A... ; que les actes commis par M. X... sont constitutifs certes d'une infraction pénale mais non d'un manquement aux règles du jeu dès lors qu'ils ont été commis en dehors de toute activité sportive, le match étant terminé et l'auteur des faits n'étant d'ailleurs même plus en tenue de joueur ; que, dès lors, la faute de M. X... a été commise en dehors du déroulé du match, même si l'arbitre victime était encore sur le terrain ;

**Qu'en statuant ainsi, alors que l'agression d'un arbitre commise dans une enceinte sportive par un joueur constitue, même lorsqu'elle se produit à l'issue de la rencontre, dont ce dernier a été exclu, une infraction aux règles du jeu, en lien avec l'activité sportive, la cour d'appel a violé le texte susvisé ;**

PAR CES MOTIFS : CASSE ET ANNULE,

Commentaire : à l'issue d'un match de football, un joueur, exclu par l'arbitre durant le match, agresse ce dernier sur le terrain. La question qui se posait était donc celle de savoir si l'association sportive à laquelle appartenait ce joueur pouvait être responsable sur le fondement de l'article 1384 alinéa 1 ancien (1242 al. 1 nouv.). La Cour d'appel le refuse. Elle considère, en effet, que l'association n'est responsable que des fautes constitutives d'un manquement aux règles du jeu commises par ses membres dans le cadre de l'activité sportive. Or, d'une part, si le joueur avait bien commis un manquement aux règles du jeu ayant conduit à son expulsion, ce manquement n'était pas en lien de causalité avec le dommage subi par l'arbitre et, d'autre part, au moment de l'agression, le match était terminé et le joueur avait quitté sa tenue de sport. Il en résulte, pour la Cour d'appel, que l'agression a eu lieu en dehors de l'exercice de l'activité sportive. La Cour de cassation censure ce raisonnement. Elle considère, en effet, que l'agression d'un arbitre par un joueur dans une enceinte sportive constitue bien une infraction aux règles du jeu en lien avec l'activité sportive, quand bien même elle aurait lieu à l'issue de la rencontre. Ainsi, dès lors que l'agression a eu lieu sur le terrain de football, l'association sportive peut être tenue pour responsable.

